

Laisser tomber les rebelles: Dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan

par Jérôme Tubiana



Ministerie van Buitenlandse Zaken



HM Government



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

Droits d'auteur

Publié en Suisse par Small Arms Survey

© Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales, Genève 2011.

Première publication en mars 2011

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, ni mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable de Small Arms Survey, en dehors de ce qui est formellement permis par la loi ou selon les conditions convenues auprès de l'organisation de droits reprographiques appropriée. Toute demande de renseignements concernant une reproduction sortant du cadre des présentes dispositions doit être adressée à :

Small Arms Survey

Institut de hautes études internationales et du développement

47 Avenue Blanc, 1202 Genève, Suisse

Document édité par Diana Rodriguez et Emile LeBrun

Document maqueté par Alex Potter (fpcc@mtnloaded.co.za)

Document revu par John Linnegar (johnlinnegar@gmail.com)

Mise en page en Optima et Palatino par Richard Jones (rick@studioexile.com)

Impression par nbmedia à Genève, Suisse.

ISBN 978-2-940415-48-9

Table des matières

Droits d'auteur	2
Liste des abréviations et des acronymes	5
Résumé	7
I. Racines et développement de la guerre par procuration Tchad- Soudan	11
Ethnicité et dynamiques transfrontalières	11
Des soutiens déterminés par l'ethnicité	13
Détérioration des relations	16
L'attaque de N'Djaména de février 2008	18
II. De la guerre par procuration au rapprochement	20
Le soutien tchadien au JEM en amont de l'attaque sur Khartoum de mai 2008	20
Le dernier <i>round</i> des attaques par procuration	23
Vers un tournant	26
Le Tchad en quête d'une contrepartie	31
Le rythme du rapprochement s'accélère	33
III. Le Tchad et les rebelles tchadiens après le rapprochement	35
Le dangereux retour des rebelles tchadiens	35
Les rebelles tchadiens au Darfour	41
Retrait des forces internationales du Tchad et de RCA	50

IV. Les rebelles du Darfour après le rapprochement	57
Du Tchad à la Libye : les soutiens régionaux du JEM	57
Occasions manquées au Sud-Soudan	60
Le référendum du Sud-Soudan et le Darfour	62
Sud-Kordofan : prochain théâtre d'opérations du JEM?	68
Les peurs de l'après-sécession	69
V. Un rapprochement à poursuivre et renforcer	72
Annexe 1. Groupes et coalitions de la rébellion tchadienne	76
Annexe 2. Chronologie du rapprochement Tchad–Soudan	80
Notes	83
Bibliographie	91

Liste des abréviations et des acronymes

AN	Alliance nationale
ANCD	Alliance nationale pour le changement démocratique
ANR	Alliance nationale de résistance
CDR	Conseil démocratique révolutionnaire
CFA	Franc CFA
CNT	Concorde nationale du Tchad (ou Convention nationale du Tchad)
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DPA	Accord de paix du Darfour
EUFOR	Force de l'Union européenne
FPRN	Front populaire pour la renaissance nationale
FSR	Front pour le salut de la république
FUC	Front uni pour le changement
GoSS	Gouvernement du Sud Soudan (<i>Government of South Sudan</i>)
CPI	Cour pénale internationale
JEM	Mouvement pour la Justice et l'Égalité (<i>Justice and Equality Movement</i>)
JEM-CL	JEM-Commandement collectif (<i>Collective Leadership</i>)
LJM	Mouvement pour la Libération et la Justice (<i>Liberation and Justice Movement</i>)
LRA	Armée de Résistance du Seigneur (<i>Lord's Resistance Army</i>)
MDJT	Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad
MINUAD	Mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MPRD	Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement
MPS	Mouvement patriotique du salut
NCP	Parti du Congrès national (<i>National Congress Party</i>)

NIF	Front national islamique (<i>National Islamic Front</i>)
NISS	Services nationaux d'intelligence et de sécurité (National Intelligence and Security Service) – services de renseignement soudanais
NMRD	Mouvement national pour la Réforme et le Développement (<i>National Movement for Reform and Development</i>)
ONG	Organisation non-gouvernementale
RCA	République centrafricaine
RFC	Rassemblement pour les forces du changement
SAF	Forces armées soudanaises
SFDA	Alliance démocratique fédérale du Soudan (<i>Sudan Federal Democratic Alliance</i>)
SLA	Armée de libération du Soudan (<i>Sudan Liberation Army</i>)
SLA-AW	Armée de libération du Soudan-Abdul-Wahid Mohamed al Nur (<i>Sudan Liberation Army-Abdul-Wahid Mohamed al Nur</i>)
SLA-MM	Armée de libération du Soudan-Minni Minawi (<i>Sudan Liberation Army-Minni Minawi</i>)
SPLM/A	Mouvement / Armée populaire de libération du Soudan (<i>Sudan People's Liberation Movement/Army</i>)
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UFCD	Union des forces pour le changement et la démocratie
UFDD	Union des forces pour la démocratie et le développement
UFDD-F	UFDD-Fondamentale
UFR	Union des forces de la résistance

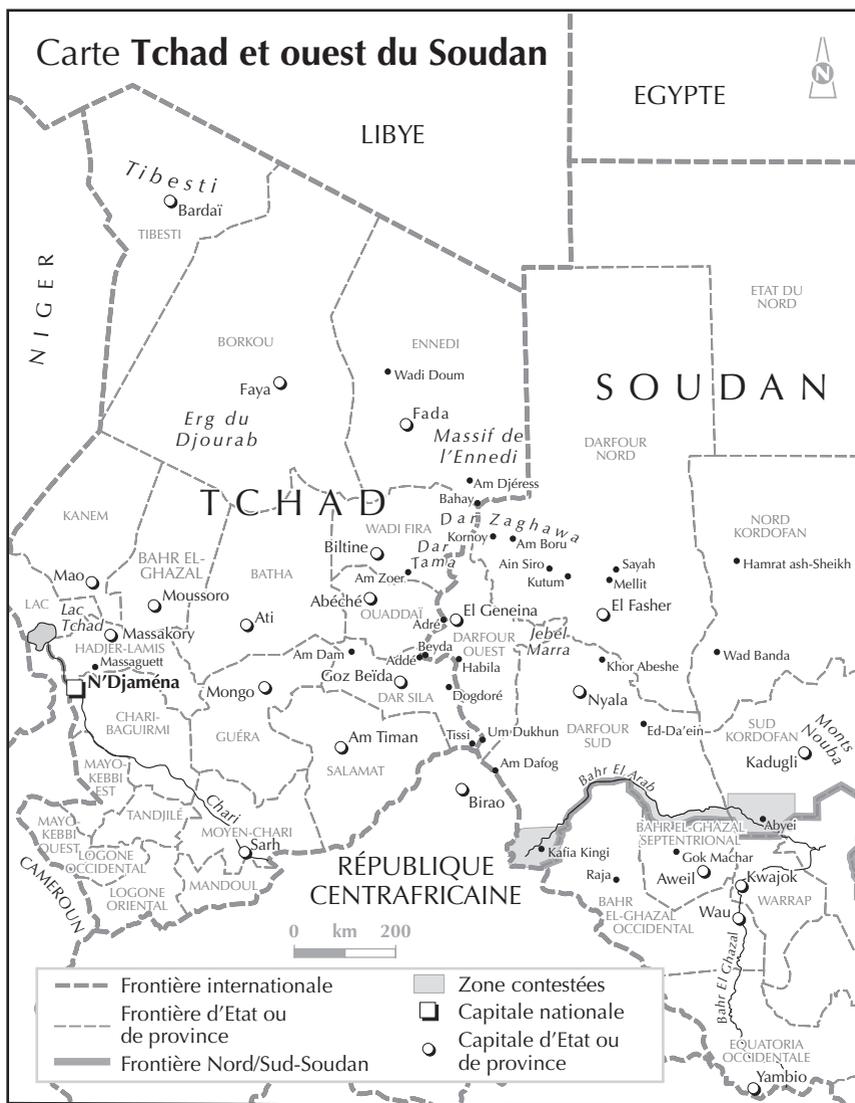
Résumé

De 2003 à 2009, les gouvernements du Tchad et du Soudan se sont livrés une violente guerre par procuration en soutenant matériellement l'opposition armée de leur voisin. Le soutien du Tchad à l'opposition armée du Darfour a été organisé par des personnages-clé du premier cercle du pouvoir, et exacerbé par l'existence de liens familiaux directs avec les rebelles du Darfour. Le Soudan était alors convaincu que le soutien du Tchad durerait aussi longtemps qu'Idriss Déby resterait au pouvoir, une certitude qui a conduit les autorités soudanaises à soutenir les rebelles tchadiens dans leurs efforts pour le destituer. La guerre a culminé lors des attaques de la rébellion tchadienne contre N'Djaména en avril 2006 et en février 2008, et lors de l'assaut des rebelles du Darfour contre Khartoum en mai 2008.

A partir de mai 2009, cependant, la frustration et la lassitude ont affecté la volonté des deux régimes de poursuivre le conflit. Les attaques par procuration ont systématiquement manqué leurs objectifs, notamment en raison de l'incapacité de chaque régime de réunir les rebelles de leur voisin au sein de coalitions efficaces. Au même moment, des événements politiques majeurs se profilaient dans chaque pays, notamment le référendum sur l'autonomie du Sud-Soudan en janvier 2011 et les élections présidentielles au Tchad de mai 2011.

Ces événements et un certain nombre d'autres facteurs ont conduit Khartoum et N'Djaména à se rapprocher sérieusement dès la fin 2009. Khartoum a commencé par repousser les forces d'opposition tchadiennes au-delà de ses frontières. Réciproquement, le Tchad a exigé le retrait de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad de son territoire et a fait fortement pression sur les rebelles darfourais du Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) pour qu'ils signent un accord de paix, avant de les expulser, y compris leur président, le docteur Khalil Ibrahim, du territoire tchadien en mai 2010.

Des avancées plus audacieuses ont suivi. Déby s'est rendu à Khartoum en février 2010 et le président soudanais Omar El-Béchir s'est envolé pour



N'Djaména en juillet. Ce même mois, le Soudan a exigé le départ de son territoire de quatre chefs rebelles tchadiens qui ont alors trouvé refuge au Qatar. Depuis cette date, plusieurs centaines d'opposants tchadiens, la plupart issus de factions marginales dissidentes, ont rendu les armes et sont rentrés chez eux, certains à bord de vols affrétés par les gouvernements du Tchad et du

Soudan, d'autres par leurs propres moyens. En octobre 2010, quelque 2 000 combattants rebelles tchadiens – la majorité de ceux restés au Darfour – ont accepté d'être désarmés par le gouvernement soudanais. A la mi-2010, il semblerait que les deux pays avaient à peu près complètement renoncé à leur conflit par procuration.

Ce document de travail examine les circonstances du récent rapprochement entre le Tchad et le Soudan et la série d'événements qui ont amené ce conflit long de six ans et particulièrement intense, à prendre fin. L'étude insiste sur les effets induits par le rapprochement sur les mouvements d'opposition armée et sur les crises internes auxquelles doivent faire face chaque pays. Parmi les principales conclusions de cette étude, on peut noter que :

- Le rapprochement a incontestablement accru la stabilité de la région. La perte du soutien extérieur des groupes rebelles tchadiens et darfouriens réduit les menaces immédiates d'attaques rebelles dans chacun des deux pays.
- Malgré cette stabilité accrue, il n'y a de solutions politiques en vue ni à la crise politique tchadienne ni à la rébellion du Darfour, ce qui maintient la région dans une situation d'instabilité particulièrement volatile, qui pourrait encore une fois dégénérer en de nouvelles flambées de violence.
- Les remaniements gouvernementaux qu'ont connus les deux pays ont ouvert la voie à ce rapprochement. Des personnages-clé qui étaient en faveur d'un changement de régime dans le pays voisin ont été démis de leurs fonctions, et des personnalités soutenant la nouvelle politique ont été nommées.
- Les facteurs de politique intérieure – en particulier les échéances électorales – dans les deux pays ont joué un rôle primordial pour amener les deux gouvernements à se rapprocher. Les coûts de ce conflit par procuration, aggravés par les fluctuations du prix du pétrole, ont aussi été des éléments importants.
- L'incapacité des rebelles tchadiens et darfouriens à parvenir à unir leurs factions respectives explique en grande partie leurs difficultés à s'assurer des soutiens politiques extérieurs, et l'ultime arrêt du soutien matériel apporté respectivement par le Soudan et le Tchad.
- L'un des principaux résultats de la détente est l'affaiblissement de l'opposition armée tchadienne, qui ne comptait plus qu'environ 1 000 combattants au

début 2011. Les principaux groupes sont aujourd'hui encore plus divisés que jamais, après avoir perdu leur unique soutien, le gouvernement soudanais.

- Alors que le Tchad a expulsé de son territoire le JEM, le groupe rebelle n'a pas été désarmé et tente de survivre en étendant ses zones d'action et de recrutement – ce qui pourrait envenimer les relations entre le Nord et le Sud-Soudan. Le principal soutien extérieur du JEM est aujourd'hui Tripoli (du moins jusqu'en février-mars 2011, date du début des troubles en Libye).
- L'impact immédiat du rapprochement n'est pas en tous points positif : des combattants insatisfaits des deux pays ont trouvé refuge dans les zones les plus instables de la région, à savoir la tri-frontière du Soudan, du Tchad et de la République centrafricaine, et la frontière contestée entre le Nord et le Sud-Soudan. Cela aggrave encore l'instabilité de ces zones.

Ce document de travail est basé sur un travail de terrain mené au Tchad (à N'Djaména et au Sud-Est du Tchad) en novembre 2010. L'auteur s'est aussi servi de données collectées au cours de ses précédents travaux de recherche et de missions effectuées au Tchad (avril-mai 2009 et mars-avril 2010), au Soudan (à Khartoum, au Darfour, et au Sud-Soudan en décembre 2009, juin 2010 et décembre 2010), et au Qatar (juillet et décembre 2010), ainsi que des interviews effectuées en France. Cette étude repose essentiellement sur un grand nombre d'entretiens menés avec des officiels gouvernementaux, des chefs et des combattants des oppositions armées tchadienne et soudanaise, des diplomates internationaux, des médiateurs, et des organisations non-gouvernementales (ONG). Cette étude a été menée et rédigée avant que son auteur, Jérôme Tubiana, ne rejoigne le Panel d'experts des Nations Unies sur le Soudan en tant qu'expert régional. 📄

I. Racines et développement de la guerre par procuration Tchad- Soudan

Ethnicité et dynamiques transfrontalières

Les dirigeants actuels du Soudan et du Tchad, les présidents Omar El-Béchir et Idriss Déby, sont deux officiers qui sont parvenus au pouvoir par la force, à peu près au même moment – respectivement en 1989 et 1990. Déby a renversé son ancien mentor, Hissène Habré, en 1990, depuis une base du Darfour Nord, où il s'était réfugié alors que son groupe ethnique, les Beri, était pris pour cible. Déby a trouvé là-bas du soutien auprès des Beri soudanais ainsi que d'Omar El-Béchir, qui venait de prendre le pouvoir au Soudan. Plus connus sous leurs appellations arabes de Zaghawa et de Bideyat¹, les Beri vivent à cheval sur la frontière du Tchad et du Darfour (Tubiana, 2008b). Déby et un certain nombre des principaux chefs rebelles darfouriens sont également beri. Après la victoire de Déby, les pouvoirs civil, militaire et économique au Tchad se sont retrouvés aux mains des Beri, et en particulier aux mains du sous-groupe de Déby, les Bideyat, et de son clan, les Kolyala (Marchal, 2006).

Avant 2005, Déby était un allié fidèle du régime soudanais. Il a toujours refusé d'apporter de l'aide aux rebelles soudanais, qu'ils soient du Darfour ou du Sud-Soudan – malgré des demandes dès le début des années 1990 (Tanner et Tubiana, 2007, p. 20). Mais, à partir de 2003, il s'est montré incapable d'empêcher les deux mouvements d'opposition du Darfour, l'Armée de libération du Soudan (SLA) et le JEM, d'utiliser le Tchad comme base arrière, en recrutant des combattants au sein même de la Garde républicaine tchadienne (un pilier du régime) et en trouvant du soutien auprès des Beri tchadiens, y compris auprès de proches du pouvoir. En mars et avril 2003, Déby a envoyé des troupes tchadiennes combattre la SLA et le JEM au Darfour. Comme on pouvait s'y attendre, cependant, les soldats beri originaires du Tchad ont manifesté peu d'empressement à combattre d'autres Beri et ont même averti les rebelles du Darfour de l'attaque. En réaction, en particulier à partir de 2005, Omar El-

Béahir a commencé à apporter son soutien aux rebelles tchadiens en quête de bases arrière et d'armes.

Les dynamiques du conflit sont particulièrement liées à l'existence de relations ethniques et de conflits transfrontaliers (Fonrier, 2009, p. 86). La frontière Tchad-Soudan est assez proche de l'ancienne frontière (moins précise) entre les sultanats du Darfour et du Ouaddaï, une limite précoloniale que les puissances coloniales ont généralement respectée. Le Darfour et le Ouaddaï étaient des pouvoirs impériaux en conflit ouvert l'un envers l'autre, tous deux tentant de s'emparer de terres ou de contrôler des populations, soit par la force soit en offrant leur protection à des chefs tribaux. Les communautés vivant dans la "zone tampon" étaient souvent amenées à choisir entre deux options : chercher refuge d'un des deux côtés de cette limite ou tirer profit de leur position de gardiens de cet espace clef.

Après que la France eut accordé au Tchad son indépendance en 1960, la frontière a continué d'offrir des opportunités à certaines communautés. Les Beri font partie des quelques groupes ethniques coupés en deux par la frontière. La présence de cette communauté des deux côtés de la frontière a favorisé son dynamisme commercial et sa force militaire, ce qui explique en partie que les rebelles beri aient facilement traversé la frontière pour établir au Tchad comme au Soudan des bases arrière solides (Tubiana, 2008b). La frontière a aussi fortement affecté la zone située immédiatement au sud du Dar Zaghawa. Le sultanat tama devint tchadien tandis que le sultanat gimir revint au Soudan. Plus au Sud, le Dar Masalit fut divisé, la majeure partie revenant au Soudan. Le petit sultanat sinyar, situé à la frontière avec la RCA, fut aussi partagé entre le Tchad et le Soudan.

D'autres groupes ethniques n'ont pas été séparés par la frontière, mais l'ont traversée bien avant qu'elle ne soit démarquée, à la recherche de nouveaux pâturages (Arabes, Peul) ou fuyant l'effondrement de vieux royaumes (Dadjo, Tundjur). Parmi ces communautés se trouvaient notamment d'importants sous-groupes arabes comme les Rizeigat, les Missiriya et les Hemat (ou Ta'aisha), ainsi que des groupes non-arabes comme les Dadjo, les Tundjur, les Borgo (Ouaddaïens), les Tama, les Bornu, et les Peuls (Fellata). Particulièrement importantes au Soudan ont été les migrations depuis l'Ouest de *fuqara* (lettrés musulmans), et plus récemment celles d'ouvriers agricoles – pour la plupart

des Bornu et des membres d'autres communautés d'Afrique de l'Ouest, ainsi que des Borgo et des Tama du Tchad – attirés par les champs de coton de la Gezira, entre les deux Nils. Durant la période coloniale, des communautés entières ont continué à traverser la frontière entre les deux pays afin de se soustraire aux impôts ou d'échapper aux tentatives du pouvoir colonial de remplacer certains chefs traditionnels. Les exemples les plus notables sont ceux de chefs arabes rizeigat (Mahamid et Mahariya), zaghawa et bideyat, y compris la famille même d'Idriss Déby et ses partisans, qui quittèrent le Tchad pour le Darfour à cette époque.

Des soutiens déterminés par l'ethnicité

Le Tchad et le Soudan ont particulièrement pris en compte les identités ethniques lorsqu'ils ont choisi les groupes rebelles qu'ils voulaient soutenir. Le Tchad a surtout soutenu les factions beri tandis que le Soudan s'est montré réticent à accorder sa confiance aux groupes transfrontaliers, y compris aux Beri tchadiens qui étaient en rébellion contre Déby (voir Encadré n° 1). Pour preuve de la prudence du gouvernement soudanais, seul le dernier des trois chefs, tous choisis par Khartoum, des coalitions successives de la rébellion tchadienne, le Bideyat Timan Erdimi, appartient à un groupe ethnique transfrontalier. Ses prédécesseurs, le Tama Mahamat Nour Abdelkarim et le Gorane Mahamat Nouri, appartiennent à des groupes à l'influence limitée au Soudan. Plus surprenante est la méfiance de Khartoum à l'égard des Arabes tchadiens, qui font partie des mêmes tribus que la plupart des 'Janjawid', ainsi qu'on a surnommé les supplétifs soutenus par Khartoum au Darfour. La défiance à l'égard des groupes arabes a pu s'accroître après 2006 lorsque les Arabes du Darfour ont commencé à se retourner contre Khartoum, encouragés par des Arabes tchadiens alliés à Déby.

Une second point commun de Khartoum et N'Djaména a été leur engagement partisan dans des conflits ethniques locaux. Au Tchad, les Beri, impliqués dans des conflits locaux dans des zones rurales ou dans les villes dans des violences scolaires – lors desquelles les armes à feu ont été de plus en plus présentes – bénéficient d'une large impunité du fait de leur appartenance au groupe du président. Les chefs politiques des rébellions ont exploité ce manque de neutralité des gouvernements tchadien et soudanais, faisant passer leurs

différents locaux sur le terrain politique en les catégorisant comme des politiques de “discrimination” ou de “marginalisation”.

Si les discours des rebelles pouvaient paraître semblables des deux côtés de la frontière, les inégalités qu’ils dénonçaient ne l’étaient pas. Reprenant dans leur discours la rhétorique de John Garang, le chef historique de l’Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), les rebelles du Darfour ont dénoncé la politique de marginalisation de leur région (et de toutes les zones périphériques du Soudan) mise en place dès l’indépendance par les élites “riveraines” de la Vallée du Nil au nord de Khartoum (Tanner et Tubiana, 2007, p. 23). Les rebelles tchadiens ont aussi mis en cause une politique de marginalisation mais l’ont identifié comme un phénomène tribal, en mettant l’accent sur la concentration du pouvoir et de la richesse aux mains du clan de Déby, depuis 1990. Bien que nombre de Beri se sentent aussi exclus du pouvoir, ce discours tribaliste, anti-Beri a trouvé écho auprès de la plupart des groupes rebelles tchadiens, à l’exception bien sûr de la faction beri dirigée par Timan Erdimi.

Les groupes rebelles tchadiens et darfouriens ont recruté nombre de leurs membres parmi des communautés impliquées dans des conflits locaux ou tribaux, ce qui, avec d’autres facteurs, a accru l’impression des médiateurs internationaux qu’aucun des soulèvements armés n’avait de programme politique. En réalité, les rebelles tchadiens diffèrent de ceux du Darfour du fait que nombre de leurs chefs sont d’anciens ministres, éduqués et forts d’une expérience politique souvent ancienne. C’est pourquoi les négociations avec eux, bien que beaucoup moins médiatisées, se sont révélées beaucoup plus aisées que le laborieux processus de paix du Darfour. Mais la communauté internationale avait une opinion négative des rebelles tchadiens, à cause surtout de l’impopularité du gouvernement soudanais qui les soutenait, mais aussi parce qu’elle avait peu de contacts diplomatiques directs avec eux.

Déby a habilement joué du statut de paria du Soudan pour s’assurer le soutien de la communauté internationale. Il a dépeint les rebelles comme des “mercenaires” dont le programme aurait été d’arabiser et d’islamiser le Tchad. La communauté internationale, réceptive à ce genre d’exagération s’agissant du Soudan, a préféré se concentrer sur le Darfour plutôt que sur le conflit interne au Tchad, considérant Déby comme un moindre mal par rapport à Béchir.

Encadré 1 **Groupes ethniques transfrontaliers et allégeances multiples**

Les liens ethniques transfrontaliers ont profondément influencé les relations entre les groupes armés du Tchad et du Darfour. L'identité - tout comme l'idéologie ou le simple opportunisme – conduit certains groupes et certains chefs à adopter des allégeances multiples ou "fluides" (Debos, 2008). Le chemin suivi par deux acteurs de l'opposition illustre bien ce phénomène.

Mahamat Nour Abdelkarim, un Tama du Tchad, ancien capitaine de l'armée tchadienne, est entré en première fois en rébellion contre Déby en 1994 au sein de l'Alliance nationale de résistance (ANR). Il a ensuite combattu aux côtés du gouvernement soudanais à la fois au Sud-Soudan et au Darfour, avant de devenir brièvement, en 2005-2006, le chef du Front uni pour le changement (FUC), la principale coalition rebelle tchadienne soutenue par Khartoum (Tubiana, 2008a, p. 29).

Adam Mahamat Musa "Bazooka" a aussi servi au sein de l'ANR. Il a été l'un des quelques Masalit originaires de la zone frontalière à passer de l'ANR à un autre groupe rebelle tchadien, le Front populaire pour la renaissance nationale (FPRN), en 2001. Fondé trop tôt pour bénéficier du soutien de Khartoum, le groupe s'est allié à la SPLA au Sud-Soudan. Quand, en 2003, la campagne menée par Khartoum pour contrer l'insurrection darfourienne a touché la partie soudanaise du Dar Masalit, les Masalit du FPRN ont choisi de combattre aux côtés des rebelles darfouriens de la SLA. 'Bazooka' est devenu l'adjoint du premier chef d'État major de la SLA, Khamis Abdallah Abakar.² D'autres ont alors rejoint les rangs de la SLA, où ils ont reçu le soutien de ce même gouvernement tchadien qu'ils souhaitent initialement renverser (Tubiana, 2008a, pp. 42–43). "Bazooka" été tué au Darfour Ouest lors d'une opération conjointe des forces soudanaises et tchadiennes (De Waal, 2008).

La rébellion du Darfour a fortement recruté parmi des Beri tchadiens et soudanais passés par l'armée tchadienne. Nombre de Beri soudanais ont rejoint le Mouvement patriotique du salut (MPS) d'Idriss Déby lorsqu'il était basé au Soudan en 1989–90. Après avoir renversé avec succès le régime d'Hissène Habré à N'Djaména, certains sont restés au Tchad et ont été intégrés dans les forces armées tchadiennes. Parmi eux, un certain nombre ont rejoint plus tard la rébellion du Darfour, certains en devenant d'importants chefs militaires, ainsi Abdallah Abbakar "Juli mye" ("corde noire") Hassan Abdelkarim "Peugeot", et Adam Bakhit (Tanner et Tubiana, 2007, pp. 22, 49). Le JEM a bénéficié des mêmes liens : le leader bideyat du JEM Suleiman Jamous, un ancien de la SLA, revendique des liens de parenté avec plus de cinquante officiers de l'armée tchadienne.³

Les liens ethniques transfrontaliers ont aussi joué un rôle important au cours de transactions de différents acteurs avec les milices supplétives du gouvernement soudanais, les "janjawid". Par exemple, en 2006–08, les gouvernements du Soudan et du Tchad et différentes factions rebelles du Darfour sont entrés en concurrence pour mettre de leur côté Mohamed Hamdan Dagolo "Hemeti", un Rizeigat Mahariya de la branche des Awlad Mansour. En mai 2006, N'Djaména s'est appuyé sur son ministre de la Défense, Bichara Issa Jadalla, lui même un Awlad Mansour, pour obtenir qu'Hemeti signe un accord de non-agression, au Tchad, avec le président du JEM, Khalil Ibrahim (Tubiana, 2008a, pp. 45–46 ; 2010b, p. 218).

Si les liens ethniques et les migrations sont des éléments fondamentaux pour comprendre les dynamiques transfrontalières, il est également important d'analyser les raisons expliquant la mobilité des combattants. Parmi celles-ci, l'incapacité de chefs de l'opposition armée devenus des 'professionnels' de la rébellion de quitter le métier de la guérilla, l'incapacité des hommes politiques tchadiens à parvenir à obtenir un pouvoir suffisant sans passer par la rébellion et l'échec des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Tchad.

Les autorités tchadiennes et soudanaises ont naturellement mis en avant les facteurs régionaux afin de minimiser leur propre responsabilité. Tout récemment, le général tchadien Oki Dagache, le représentant du Tchad auprès de la MINURCAT, a expliqué que le déplacement de quelque 180 000 personnes à l'est du pays depuis 2005 n'était pas "dû à un conflit inter-communautaire mais aux "janjawids", des milices qui viennent d'un autre pays".⁴

Trop souvent, la communauté internationale – en particulier la France et l'Union européenne – a repris cet argument simpliste : les problèmes du Tchad étaient entièrement "transfrontaliers" (Tubiana, 2009). Cette analyse erronée a pu servir les intérêts du Tchad et de la France, mais elle a paralysé la capacité de la communauté internationale à répondre correctement aussi bien au contexte transfrontalier et qu'aux dynamiques internes du Tchad et de la RCA. Si nombre de conflits se connectent aux frontières du Tchad, du Soudan et de la RCA, les facteurs transfrontaliers n'ont pas la même importance dans chacun d'eux.

La violence au Tchad étant perçue par erreur comme une conséquence de la guerre au Darfour, on a pu penser que la solution se trouverait dans la résolution du conflit entre le Tchad et le Soudan. Les événements qui ont conduit à l'attaque de N'Djaména de février 2008 et qui l'ont suivie ont prouvé que, si dans le "système de conflits" (Marchal, 2006) que connaît la région, une guerre peut en alimenter une autre, un cessez-le-feu dans une zone n'apporte pas forcément la paix ailleurs. Ils ont aussi démontré une fois de plus à quel point les interventions internationales peuvent être inadaptées lorsqu'elles sont basées sur une compréhension simplifiée d'une situation complexe. Les acteurs locaux ont été à même d'échapper aux pressions internationales et, plus gravement, sont parvenus à manipuler la communauté internationale à leur profit, souvent au prix de la paix.

Détérioration des relations

Au début de la rébellion et de la contre-insurrection au Darfour, le point de vue dominant au sein du gouvernement soudanais, défendu par les services secrets, était que Déby, au nom de la solidarité ethnique, soutenait les rebelles beri du Darfour en prenant garde de ne pas s'impliquer personnellement,

laissant à sa famille et aux Beri du premier cercle du pouvoir le soin de s'occuper de cette tâche. Le gouvernement soudanais semble à présent accepter l'interprétation donnée par le pouvoir tchadien lui-même, à savoir que Déby n'a pas soutenu les rebelles du Darfour avant 2005, mais n'est pas parvenu à empêcher des membres de sa famille et des officiers tchadiens de le faire au cours des deux années précédentes.

Les Beri soudanais ont joué un rôle crucial dans la prise du pouvoir de Déby 1990. Ce sont des chefs de la communauté beri qui, en 1989, ont mis Déby en contact avec le nouveau régime du Front national islamique (NIF) – le principal soutien de Déby avec la Libye et la France. Parmi ces leaders beri se trouvaient le général Tijani Adam Taher, un ami proche du président Omar El-Béchir et l'un des principaux chefs du NIF à ses débuts, ainsi que de futurs rebelles darfouriens, comme Suleiman Jamous. Mais, au cours des années 1990, la déception des Beri soudanais n'a cessé de croître : ils se sont estimés marginalisés par le NIF et abandonnés par le Tchad, incapable de leur apporter le soutien qu'ils attendaient en retour de celui qu'ils avaient accordé à Déby.

Certains membres de l'élite beri du Soudan sont demeurés aux côtés de Khartoum malgré le conflit du Darfour. C'est le cas du général Tijani, qui est resté ministre jusqu'en 2005, et d'Hassan Mohammed Abdallah Borgo, directeur des Affaires africaines du Parti du Congrès national (NCP) et cousin de Mahamat Ismaïl Chaïbo, le chef des services de sécurité tchadiens. Le régime tchadien s'est appuyé sur ces Beri de Khartoum pour tenter de calmer la méfiance grandissante du Soudan à son égard. Chaïbo et Borgo se sont ainsi associés afin d'affaiblir le JEM en créant un groupe dissident, le Mouvement national pour la réforme et le développement (NMRD) (Tanner et Tubiana, 2007, pp. 60–62). Mais les Beri ont progressivement perdu de leur influence à Khartoum, étant soupçonnés de jouer double jeu en faveur de N'Djaména, en particulier après le raid du JEM sur Khartoum en mai 2008.

Malgré la tension créée par le soutien du Tchad à la rébellion du Darfour, les relations Tchad-Soudan sont restées bonnes jusqu'en 2005. Mais, à la mi-2005, Khartoum a changé de tactique et a commencé à accueillir tous les opposants tchadiens, armés ou non, venant du Tchad ou déjà en exil. Le véritable tournant des relations bilatérales a eu lieu en décembre 2005 lorsqu'une force rebelle tchadienne, arrivant du Darfour Ouest voisin et pleinement soutenue par le

gouvernement soudanais, a attaqué la ville tchadienne d'Adré, non loin de la frontière. En réponse, Déby a accru son soutien aux rebelles du Darfour et s'est impliqué personnellement dans cette politique.

L'attaque de N'Djaména de février 2008

Deux différentes attaques sur N'Djaména ont constitué les moments décisifs de la guerre entre Tchad et Soudan. La première, en avril 2006, a été l'œuvre du FUC, dirigé par Mahamat Nour Abdelkarim (Tubiana, 2008a, pp. 32–36). Mais c'est le second raid qui a constitué la menace la plus sérieuse pour le régime tchadien. Il a été mené par une coalition de groupes rebelles entre le 28 janvier et le 3 février 2008, juste avant le déploiement des 3 700 hommes de l'EUFOR, la force de maintien de la paix de l'Union européenne. Le président Déby a réussi à repousser les deux attaques grâce au soutien de la France et de certains mouvements rebelles du Darfour, en particulier le JEM.

L'incapacité des rebelles tchadiens à coordonner leurs forces lors de l'attaque de février 2008 a aussi contribué à leur échec. Trois groupes distincts menaient l'assaut : l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), dirigée par le Gorane Mahamat Nouri ; ses dissidents arabes de l'UFDD-Fondamentale (UFDD-F), menée par Abdelwahid Aboud Makaye et le Rassemblement pour les forces du changement (RFC) de Timan Erdimi. Un quatrième groupe, le tout récent Front pour le salut de la république (FSR), dirigé par Ahmat Hassaballah Soubiane, ne s'est pas joint à la principale offensive mais a tiré profit de la confusion générale pour lancer, avec près de 250 combattants, une attaque éclair contre la ville frontière d'Adré.⁵

Après une première victoire sur l'armée tchadienne à Massaguett, près de la capitale, la désunion des rebelles a commencé à miner leur progression. Alors que la victoire apparaissait de plus en plus proche, les discussions ont porté le partage du pouvoir au sein du futur gouvernement. Timan et Makaye reconnurent la force supérieure de l'UFDD de Nouri et acceptèrent de lui céder la présidence. Les deux autres mouvements se partageraient les principaux ministères : la Défense et l'Intérieur pour l'UFDD-F, les Finances et les Infrastructures pour le RFC. Pour calmer les autres forces d'opposition au Tchad et la communauté internationale, le reste du gouvernement irait à l'opposition

non-armée. Nouri, cependant, refusa l'arrangement, ce qui conduisit les troupes de l'UFDD-F et du RFC à cesser le combat.⁶

Les querelles internes des rebelles permirent aussi à la France de choisir son camp. Pressentant la possible victoire des rebelles, les Français avaient d'abord à cœur de défendre leur premier intérêt, la continuation de relations de proximité avec le Tchad.⁷ Alors que les Français étaient en contact avec les rebelles au cours des derniers jours, particulièrement intenses, de l'attaque – et auraient même proposé aux rebelles de ne pas intervenir s'ils étaient en mesure de s'unir⁸ – ils ont finalement apporté leur soutien au gouvernement en se disant que, si les rebelles n'étaient pas à même de faire cause commune au combat, ils seraient incapables de gouverner efficacement. Ainsi l'attaché Défense de l'ambassade de France à N'Djaména s'est fortement impliqué, comme il l'avait déjà fait en 2006, dans l'organisation de la défense de la présidence tchadienne et de la capitale. Ses efforts lui ont valu le surnom de "véritable chef d'État major" de l'armée tchadienne (Marchal, 2009). La France a aussi obtenu l'aide de la Libye, qui a transporté des munitions pour les chars de l'armée tchadienne (Enough Project, 2009, p. 5 ; Lanz, 2011).

Quelques semaines seulement après le raid, en mars 2008, le Tchad et le Soudan ont signé un pacte de non-agression, semblable à bien des accords précédents, au Sommet de l'Organisation de la conférence islamique à Dakar, au Sénégal. C'était là leur sixième tentative de réconciliation en cinq ans. Mais l'accord a été rapidement rompu, cette fois-ci à cause d'un raid spectaculaire du JEM sur Khartoum en mai. L'attaque ressemblait de si près au raid de février 2008 sur N'Djaména qu'au Soudan elle fut immédiatement interprétée comme un acte de représailles du Tchad. 🗨️

II. De la guerre par procuration au rapprochement

Le soutien tchadien au JEM en amont de l'attaque sur Khartoum de mai 2008

Le raid sur N'Djaména de février 2008 a marqué un tournant dans les relations entre le régime tchadien et la rébellion du Darfour. Jusqu'alors, le président Déby et son premier cercle étaient d'accord pour soutenir les rebelles, mais ils étaient divisés sur les factions à soutenir. Trois courants principaux se détachaient :

- Le JEM bénéficiait du soutien de Zaghawa Kobé (le sous-groupe auquel appartenaient alors l'essentiel des troupes et des chefs du JEM) proches de Déby ainsi que de quelques membres de la famille du président, dont son demi-frère Timan Déby (sultan des Bideyat Bilia et cousin du Dr Khalil Ibrahim) et son cousin, le général Abderahim Bahar Mahamat Itno (chef d'état-major de l'armée tchadienne jusqu'en avril 2009).
- Idriss Déby et la plupart des Bideyat de son premier cercle, y compris son autre demi-frère, Daosa (l'un des hommes en charge du dossier du Darfour à N'Djaména) se méfiaient du JEM et du passé islamiste de la plupart de ses chefs. Ils soutenaient les factions dissidentes des Beri darfouriens issus de la SLA, un mouvement laïc. Ils entretenaient des liens de parenté avec certains d'entre eux, notamment avec Suleiman Jamous, un chef bideyat de la SLA-Unity (nonobstant le fait que celui-ci ait aussi été islamiste) et avec son rival du même mouvement Sharif Harir, un Zaghawa Wogi.
- Mahamat Ismaïl Chaïbo, le chef des services de sécurité tchadiens, un Zaghawa Kabka, était aussi en désaccord avec le JEM. Il a largement contribué à la création du NMRD, une branche dissidente du JEM, majoritairement composée de Zaghawa Kabka dont le chef militaire Jibril Abdelkarim 'Tek'. Chaïbo rejoignit plus tard des membres de l'élite Kobé en soutenant la principale faction dissidente du JEM, le JEM-Collective Leadership (JEM-CL), fondé à la mi-2007 par l'ex-vice-président et secrétaire général du JEM,

Bahar Idris Abu Garda, par l'ex-chef d'état-major du JEM Abdallah Banda, et par le n°2 de la délégation du JEM à Abuja, Tajeddin Bashir Nyam. Le NMRD et le JEM-CL ont été, grâce au soutien tchadien, les deux plus puissantes factions rebelles de la coalition baptisée *United Revolutionary Front* (Front révolutionnaire uni). Les deux groupes ont été en concurrence avec le JEM pour obtenir le soutien des réfugiés du Darfour au Tchad, en particulier ceux du camp zaghawa d'Am Nabak, au sud d'Hiriba. Leur scission du JEM reposait notamment sur des rivalités internes aux Zaghawa Kobé, parmi lesquels des clans minoritaires comme les Borso (le clan d'Abu Garda et Nyam) et les Wera (le clan de Banda) ont progressivement défié le clan royal "angu", celui de Khalil.⁹

Le degré d'animosité entre les groupes dissidents du JEM est resté si fort que même si le président Déby réussit à obtenir de Khalil qu'il signe un "accord-cadre" avec Khartoum en février 2010, il ne parvint pas à réconcilier le chef du JEM avec Abu Garda et Jibril "Tek".¹⁰ Le mois suivant, les dissidents ont rejoint le nouveau Mouvement pour la libération et la justice (*LJM-Liberation and Justice Movement*), au sein duquel les dirigeants du JEM-CL ont obtenu des postes importants – secrétaire-général pour Abu Garda et secrétaire en charge des négociations de paix pour Nyam.

La réponse du JEM à l'offensive de février 2008 a dramatiquement changé la donne. Selon un chef du JEM, le général Mahamat Ali Abdallah – lui aussi un Zaghawa Kobé et un pilier du régime Déby depuis ses débuts – a téléphoné aux chefs du JEM au milieu de la nuit du 1er février pour leur demander de l'aide.¹¹ Inquiet des conséquences pour le Darfour d'une chute éventuelle de Déby, le JEM accourut au Tchad afin de soutenir le gouvernement, abandonnant de bonnes positions au Darfour Ouest autour d'El Geneina (Tubiana, 2008a, p. 48). La réaction de Déby à l'attaque fut si rapide, cependant, que le JEM arriva après la bataille décisive, n'atteignant N'Djaména que les 4 et 5 février. Mais le JEM a aidé l'armée tchadienne à repousser les rebelles jusqu'au Soudan et les a combattus à Addé ainsi qu'à Am Zoer (Fontrier, 2009, p. 231). Cela a suffi au mouvement darfourien pour s'assurer la confiance à la fois d'Idriss et de Daosa Déby, au moins à court terme. Le Tchad avait aussi, au même moment, demandé de l'aide à la SLA-Unity. Cette faction en cours de fragmentation avait également envoyé des troupes du Darfour Nord au Tchad au secours de

Déby. Mais la famille de Déby était déjà lassée par l'incapacité de leurs parents de la SLA à réunifier leur mouvement sous la houlette d'un seul chef.¹²

Maintenant convaincu de la fiabilité du JEM, le gouvernement a commencé à encourager tous les rebelles beri du Darfour à rejoindre le JEM. Un transfuge notable fut Suleiman Jamous, qui rejoignit le JEM au printemps 2010. Les motivations étaient claires. Entre février 2008 et la mi-2009, le Tchad a donné au JEM des véhicules et des armes et l'a autorisé à établir des bases arrière sur son territoire. La principale base du JEM était Am Djéress, le village natal du clan Déby, situé au sud-est des montagnes de l'Ennedi et à près de cent kilomètres de la frontière du Darfour Nord. Jadis, Am Djéress n'était qu'un campement nomade durant la saison sèche et avait été presque entièrement déserté au cours des années 1990. Mais au moment où le JEM s'y installait, la famille Déby construisait des bâtiments en dur et mettait en place des services. Le sultan Timan Déby projetait d'y transférer son siège – jusqu'à maintenant Bahay à la frontière du Darfour Nord. Les combattants du JEM y bénéficièrent d'une piste aérienne de 2,8 kilomètres de long, d'un hôpital et d'une prison de fortune. Ils auraient aussi établi un camp d'entraînement à près de quarante kilomètres au nord d'Am Djéress et un autre camp encore plus loin à Wadi Doum, de l'autre côté du massif de l'Ennedi, sur une ancienne base aérienne libyenne prise par l'armée tchadienne dans les années 1980.

La nomination du général Mahamat Ali Abdallah au poste de ministre tchadien de la Défense fut un autre signe encourageant pour le JEM. Avant cela, il avait été, avec Daosa Déby et Mahamat Ismaïl Chaïbo, en charge du dossier du Darfour depuis l'éclatement du conflit en 2002. L'une de ses premières tâches en tant que ministre de la Défense aurait été de procurer au JEM près de 400 véhicules et des armes qui auraient été utilisés lors du raid contre Khartoum en mai 2008 (Enough Project, 2009, p. 8). Mais le JEM bénéficia également, dans la période précédant le raid, d'un soutien moins officiel de la famille de Déby.¹³ Le Panel d'experts des Nations Unies sur le Soudan a découvert que certains des véhicules utilisés durant le raid avaient été exportés de Dubaï à N'Djaména par une compagnie tchadienne dont le dirigeant était un autre cousin du président Déby (ONU, 2009, p. 42).

Il n'est pas certain que le Tchad ait approuvé l'aventureuse traversée du désert de Khalil, du Tchad à Khartoum. Certains membres de la présidence

affirment que Khalil est parti “sans le feu vert de Déby”.¹⁴ Mais il est certain que le premier cercle beri n’était pas mécontent d’envoyer à Omar El-Béchir une réponse symétrique au raid de février 2008. Bien que le Tchad nia toute implication dans le raid, Khartoum rompit immédiatement ses relations diplomatiques avec N’Djaména.

Le dernier *round* des attaques par procuration

Le Soudan a rapidement reconnu les divisions entre les rebelles tchadiens comme l’une des causes de l’échec de la tentative de renversement de Déby en février 2008. Quelques semaines seulement après le raid, le 25 février, Khartoum tenta une nouvelle fois de réunir les rebelles au sein d’une coalition, l’Alliance nationale (AN). Mahamat Nouri prit la tête de la coalition, mais une nouvelle fois il échoua à mettre fin aux divisions entre les factions rebelles et entre leurs chefs, en particulier entre Timan Erdimi et lui-même.

Il fallut près d’un an au gouvernement soudanais pour reconnaître l’échec de Nouri et soutenir, en janvier 2009, la formation d’une enième nouvelle coalition de la rébellion tchadienne, l’Union des forces de la résistance (UFR), dirigée par Timan. Les services de sécurité soudanais s’étaient montrés jusque-là réticents à soutenir les rebelles beri et surtout à proposer Timan comme chef de la coalition. Ils considéraient que si jamais des leaders beri parvenaient au pouvoir, ils ne seraient pas plus capables que Déby d’empêcher leur tribu de soutenir les rebelles du Darfour. La nouvelle stratégie semblait refléter l’espoir que Timan pourrait aider à convaincre la communauté beri – qui s’était mobilisée en 2008 afin de défendre le régime Déby contre Nouri – de changer de camp. Timan Erdimi et son frère jumeau Tom — ce dernier en exil aux États-Unis – avaient auparavant occupé l’un après l’autre le poste de directeur de cabinet du président Déby.

L’UFR lança un nouveau raid de grande ampleur sur le territoire tchadien le 3 mai 2009, un jour après la signature par le Tchad et le Soudan d’un nouvel accord de réconciliation à Doha, au Qatar.

Les préparatifs de la guerre

Deux mois avant l’attaque, Khartoum donna à l’UFR de l’argent, des munitions, de la nourriture, de l’essence et le plus grand nombre de véhicules et d’armes

jamais offerts à la rébellion tchadienne, selon un ancien chef rebelle tchadien.¹⁵ Dans son rapport de 2009, le Panel d'experts des Nations Unies sur le Soudan a publié une "lettre de Timan Erdimi [le président de l'UFR] au directeur des services secrets [soudanais]", probablement le général Salah Abdallah Gosh, datée du 15 avril 2009, dans laquelle il demande que lui soient fournis 2 000 véhicules, 12 000 munitions de canons sans recul SPG-9, 30 000 munitions de 37 mm, 10 000 roquettes RPG, 20 000 mitrailleuses Goronov, 4 800 obus de 107 mm, et 3 000 mitrailleuses Doshka (ONU, 2009, pp. 93–94). Les autorités tchadiennes disent avoir remis ce document au Panel après l'avoir trouvé dans une voiture prise à l'UFR lors du raid de mai 2009.

Des dirigeants de l'UFR reconnaissent que la lettre puisse être authentique, mais ajoutent que les chiffres très élevés cités ne reflètent pas nécessairement ce que l'UFR a reçu.¹⁶ Cependant, avant même la date probable de cette lettre, le groupe avait reçu des centaines de véhicules et d'importantes quantités d'armes des types mentionnés dans la lettre, ainsi que des missiles SAM-7.¹⁷ De plus, Khartoum avait déjà réarmé certaines branches de l'UFR avant même la formation de la coalition.¹⁸

L'UFR avait besoin d'une puissance de feu plus importante pour faire face à l'armée tchadienne, qui avait été fortement réarmée après le raid de février 2008. Le rapport du Panel d'experts des Nations Unies sur le Soudan de 2009 souligne qu'après cette attaque le Tchad avait "acquis de nouveaux véhicules blindés, des avions de chasse Sukhoi-25 et des hélicoptères d'attaque", provoquant une coûteuse course à l'armement entre le gouvernement et les rebelles tchadiens – ou plus précisément entre les gouvernements tchadiens et soudanais – comme les rebelles tchadiens l'ont reconnu eux-mêmes au Panel (ONU, 2009, p. 34). Cependant la supériorité en armes de l'armée tchadienne demeura de toute évidence supérieure, ce qui lui permit de vaincre les rebelles en mai 2009 sans recourir au soutien français habituel (Marchal, 2009).

Le Tchad aussi a armé ses supplétifs soudanais, en particulier le JEM. En mai 2009, le JEM avait plus de 400 véhicules, la plupart équipés de canons anti-aériens (ZPU-2 ou canons chinois de type 58 et canons de 14,5 mm), de canons sans recul de 106 mm ou de mitrailleuses Doshka.¹⁹ Les soldats tchadiens (y compris vingt officiers d'artillerie, selon l'armée soudanaise) auraient fourni du matériel militaire aux rebelles au cours de deux importantes batailles

entre le JEM et l'armée soudanaise au Darfour Nord en mai 2009 (Marchal, 2009 ; ONU, 2009, p. 26).

Au même moment, le Tchad essayait de forger une alliance entre le JEM et la faction de la SLA toujours dirigée par Abdelwahid Mohamed al Nur (SLA-AW) depuis son exil parisien. Le président Déby accueillit des pourparlers à N'Djaména entre le président du JEM, Khalil Ibrahim, et le commandant en chef adjoint de la SLA, Mohamed Adam Abdelsalam "Tarrada" et son homme de confiance, le porte-parole militaire Nimir Mohamed Abderahman. Déby promit 150 véhicules au JEM et 50 à la SLA-AW si les groupes rebelles parvenaient à trouver un terrain d'entente, mais ceux-ci ne parvinrent pas à un véritable accord.²⁰

D'autres défaites et leurs conséquences

En mai 2009, l'UFR disposait d'une force totale de 600 à 800 véhicules et de près de 6 000 à 8 000 combattants.²¹ Cependant toutes ces troupes ne se rendirent pas au Tchad.²² Des dirigeants rebelles ouaddaïens disent que Timan Erdimi n'arma et n'envoya au combat que 2 000 combattants. En même temps, il aurait envoyé des véhicules remplis d'armes au lieu de combattants, comptant apparemment sur le soutien des membres de la communauté beri de l'intérieur du Tchad, auxquels il aurait destiné ces armes.²³ Compter sur un retournement des Beri s'était déjà révélé une stratégie risquée en février 2008, lorsque la communauté beri avait encore une fois pris parti pour Déby. Mais la situation était aujourd'hui différente dans la mesure où Timan, un Beri, était désormais devenu le chef de la rébellion.

L'armée tchadienne défit les rebelles à Am Dam, au sud d'Abéché, loin de la capitale. L'UFR perdit un grand nombre de véhicules durant cette bataille et durant celles qui suivirent en mai, et d'autres véhicules s'éparpillèrent au Tchad, pour être finalement vendus ou remis au gouvernement. Khartoum confisqua près de quarante véhicules lorsque l'UFR en déroute regagna le Soudan.²⁴ Après la défaite, l'UFR se mit à déplacer ses bases arrière du Darfour Ouest au Darfour Nord et commença à se préparer à une nouvelle attaque, de moins grande ampleur. L'objectif était, avec une force de 150 véhicules, d'entrer à Birak, à la frontière entre El Geneina et Kulbus, et en fin de compte de prendre le contrôle de territoires tchadiens dans les montagnes du Dar Tama ou du Dar Zaghawa.²⁵ Mais le plan ne fut jamais mis à exécution.

Alors que l'armée tchadienne mettait en déroute les rebelles, le JEM, dont la présence n'était plus nécessaire sur le sol tchadien, entra au Darfour Nord. Il prit facilement la garnison de Kornoy, à 60 kilomètres de la frontière, et s'empara d'armes des forces soudanaises, notamment des obus de mortier OF-843B de 120 mm.²⁶ Le but était de progresser vers des cibles plus importantes, comme la ville de Kutum, mais l'objectif suivant, la garnison d'Am Boru, fut plus difficile à prendre. Les troupes du JEM subirent beaucoup de pertes et ne prirent le contrôle de la garnison que pour quelques heures.²⁷ Cette poche de résistance imprévue mit fin au raid du JEM de mai 2009 au Darfour.

Fin mai 2009, les deux gouvernements se rendaient compte qu'armer des forces rebelles supplétives en vue de raids éclair n'était ni efficace ni rentable et que leurs investissements seraient plus utiles dans l'armement de leurs propres forces dans un but défensif. Il apparut dès lors clairement à Khartoum comme à N'Djaména que les offensives militaires contre leur voisin avaient échoué (Tubiana, 2010a).

Vers un tournant

Les relations tchado-soudanaises ont connu de nombreuses fausses accalmies, généralement juste après les échecs des offensives militaires de part et d'autre. Parmi les nombreux accords entre les deux pays figurent l'accord de Tripoli (Libye) de février 2006, l'accord de Khartoum d'août 2006, la déclaration de Cannes (France) de février 2007, les pourparlers de Téhéran (Iran) de mars 2007, l'accord de Riyad (Arabie Saoudite) de mai 2007, l'accord de Dakar (Sénégal) en mars 2008 et l'accord de Doha (Qatar) de mai 2009 (Enough Project, 2009, p. 8 ; Fontrier, 2009, p. 234). Mais, à la fin 2009, des tentatives plus sincères de rapprochement débutèrent.

Outre le fait de réaliser qu'armer leurs propres forces était un meilleur investissement que financer des attaques de supplétifs, des événements électoraux à venir requéraient l'attention des dirigeants des deux pays. Au Soudan, les élections générales étaient prévues en avril 2010 et le référendum sur l'autodétermination du Sud en janvier 2011. Au Tchad, des élections présidentielles, législatives et locales étaient programmées entre février et mai 2011 (Tubiana, 2010a). Il était aussi de plus en plus clair que l'armement de supplétifs serait de

plus en coûteux en raison de la baisse du cours du pétrole – un revenu essentiel pour les deux pays – dans un contexte de crise économique mondiale.²⁸

Des pressions extérieures ont contribué au tournant décisif du rapprochement. Djibril Bassolé, le médiateur en chef conjoint de l'Union africaine et des Nations Unies pour le Darfour, a décrit la paix entre le Tchad et le Soudan comme le troisième axe de sa stratégie après les négociations entre Khartoum et les rebelles du Darfour, et les pourparlers de la société civile.²⁹ Scott Gration, l'envoyé spécial des États-Unis pour le Soudan, afficha aussi son intérêt pour le Tchad, tout comme la Chine. Bien qu'étant un allié traditionnel du Soudan, Pékin s'était engagé dans un partenariat économique et commercial avec le Tchad après que Déby, au lendemain de l'attaque des rebelles tchadiens d'avril 2006 sur N'Djaména, eut mis fin à sa politique de reconnaissance de Taiwan. La Chine commença à s'impliquer dans l'exploitation pétrolière, la construction de routes et d'autres projets d'infrastructures au Tchad, et avait donc intérêt à ce que le Tchad et le Soudan règlent leurs différends à l'amiable (Large, 2008, pp. 11–12 ; Tubiana, 2008a, p. 29 ; Fontrier, 2009, p. 264).

La France demeure le principal acteur international au Tchad, tout en agissant de plus en plus sous la bannière de l'Union européenne. Cependant la longue amitié de la France avec le régime soudanais a souffert en raison des liens étroits de la France avec Déby, du soutien français à l'acte d'accusation prononcé par la Cour pénale internationale (CPI) contre Omar El-Béchar et du fait que le leader de la SLA Abdelwahid Mohamed al Nur ait été accueilli à Paris (Tubiana, 2010a). A la suite des événements de février 2008, la France a fait de la réconciliation entre le Tchad et le Soudan la priorité de sa diplomatie régionale et même de sa politique tchadienne. Comme toujours, la dimension interne de la crise tchadienne est restée largement négligée.³⁰

Les premiers cercles du pouvoir en faveur du rapprochement

Un dernier changement a constitué un facteur décisif en faveur d'un rapprochement : il s'agit du renouvellement de personnages-clé des deux régimes. Au Soudan, la politique tchadienne du pays a toujours été considérée comme une simple extension de la politique menée au Darfour. Au début de la guerre au Darfour et, jusqu'en 2005–06, le défunt Dr Mogzub Al Khalifa était largement en charge de la politique tchadienne du Soudan, tandis que le ministre

de l'Intérieur, le général Abderahim Mohamed Hussein, coordonnait le dossier du Darfour. Mogzub, tout en étant ministre de l'Agriculture, a supervisé les négociations du Darfour à Abuja. Opposé à une guerre contre N'Djaména, il faisait contrepoids aux vues plus belliqueuses des Services nationaux d'intelligence et de sécurité (NISS), les services de renseignement soudanais.³¹

La politique de Khartoum envers le Tchad, tout comme celle menée au Darfour, a peu à peu manqué de cohérence. En prenant des initiatives sur les deux dossiers, des officiels soudanais se sont livrés une concurrence visant à monter en grade au sein du régime. Ces divisions internes au pouvoir soudanais ont contribué à l'échec des différents accords signés avec le Tchad. Certains officiels soudanais plus familiers du contexte du Darfour ont compris le dilemme *beri* posé à Déby, tandis que d'autres moins avertis estimaient le soutien affiché par certains *Beri* tchadiens influents envers la rébellion ne pouvait que signifier que le gouvernement tchadien soutenait la rébellion.

Peu à peu, les "faucons" de Khartoum ont commencé à douter de la sincérité de Déby dans ses tentatives d'ébranler la rébellion du Darfour. Le directeur du NISS, le général Salah Abdallah Gosh, a pris en charge le dossier du Tchad. Sous ses ordres, deux généraux du NISS en charge du département "régional" – incluant aussi l'Érythrée, la Somalie et l'Ouganda – devinrent les seuls contacts officiels à Khartoum des chefs rebelles tchadiens, qui se plaignaient de n'avoir que des contacts sporadiques avec les plus hautes sphères du pouvoir.³² D'autre part, sur le terrain au Darfour, les chefs locaux du NISS se rendaient régulièrement dans les bases des rebelles tchadiens et maintenaient un contact permanent avec les représentants des rebelles tchadiens à El Geneina et à El Fasher.³³

La politique du gouvernement soudanais à l'égard du Tchad changea de nouveau lorsqu'à la veille de la détente, la président Omar El-Béchir licencia ou muta nombre d'officiels qui étaient en faveur d'un changement de régime au Tchad — les mêmes étaient aussi souvent opposés à des concessions "excessives" sur le Darfour. Le plus notable était le général Gosh, relevé de ses fonctions notamment parce qu'il n'était pas parvenu à anticiper le raid du JEM sur Khartoum. Plus généralement, son limogeage était le signe d'un affaiblissement du NISS, permettant au Dr Ghazi Salahaddin, qui supervisait les négociations du Darfour, de jouer un rôle décisif sur les politiques du Darfour et du Tchad.³⁴ Ghazi convainquit le gouvernement tchadien qu'un changement était possible³⁵

et le gouvernement soudanais que la guerre avec Déby était une politique vouée à l'échec – non seulement parce qu'elle contribuait à renforcer les rebelles du Darfour – mais aussi parce qu'elle mettait à rude épreuve les relations entre le Soudan et la France.

Il y eut également des changements parmi les responsables au Tchad. Alors que le Soudan avait clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas avoir affaire avec des officiels tchadiens ayant été impliqués dans des attaques contre lui, Déby retira le dossier Darfour-Soudan des mains de son premier cercle beri. Le général Mahamat Ali Abdallah quitta le ministère de la Défense pour devenir l'un des nombreux conseillers du président. Daosa Déby fut nommé ambassadeur en Libye et se désengagea du dossier, bien qu'il ait ensuite repris du service au moment de l'expulsion de Khalil Ibrahim vers la Libye en mai 2010.³⁶ Le général Taher Essou Youssouf fut nommé pour diriger la nouvelle force conjointe Tchad-Soudan qui commençait à se déployer le long de la frontière en mars 2010, mais Khartoum rejeta cette nomination du fait qu'il avait dirigé, en 2003, les forces tchadiennes durant l'attaque conjointe Tchad-Soudan sur Ain Siro et qu'il avait prévenu les rebelles du Darfour de l'attaque.³⁷ Parmi les vieux routiers, seul Mahamat Ismaïl Chaïbo, l'influent chef de l'Agence nationale de sécurité tchadienne, resta en place. Mais il était handicapé par ses mauvaises relations avec le JEM : Khalil le récusa comme interlocuteur parce qu'il avait soutenu les dissidents du JEM qui avaient formé le NMRD en 2004.³⁸

Afin de prouver sa bonne foi et sa volonté de coopérer avec Khartoum, Déby s'impliqua personnellement dans les négociations avec le Soudan, avec quelques officiers beri, peu connus, de son premier cercle. Prenant la parole à la fin des négociations entre Ghazi et Khalil à N'Djaména, un général beri affirma que Déby "faisait presque tout tout seul".³⁹ Le président aurait passé "plus de cinq jours et cinq nuits avec Khalil afin de le convaincre de signer l'accord-cadre", selon un cadre du JEM.⁴⁰

Il n'y avait pas de consensus au sein de la communauté beri sur la question de la paix avec le Soudan, et c'est pourquoi Déby devait prendre garde à ses propres "faucons" tout en essayant d'inspirer confiance à Khartoum.⁴¹ Ainsi N'Djaména chercha à nommer, en première ligne, des officiels dépourvus de forts liens tribaux au Soudan et en particulier avec les rebelles du Darfour. Une

figure-clef est le ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, un Beri de mère arabe, aux liens tribaux limités. Il a été en théorie chargé du dossier Soudan depuis 2008, mais à mesure que le rapprochement se confirmait, son rôle est devenu essentiel. Abderahman Moussa, un Arabe de N'Djaména, ancien ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, fut nommé "médiateur national" avec pour charge de traiter avec les rebelles tchadiens.

Les pourparlers du rapprochement

Dès août 2009, Ghazi et Moussa Faki menèrent des pourparlers préliminaires à Tripoli sous les auspices de la Libye.⁴² Ils se rencontrèrent à nouveau au cours de pourparlers informels lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2009, cette fois-ci avec Dr Ali Osman Mohamed Taha, le second vice-président soudanais.⁴³ Peu de temps après, le Soudan fit les sérieux premiers pas en faveur de la détente en envoyant, en octobre 2009, Ghazi à N'Djaména porteur d'un message d'El-Béehir à Déby.⁴⁴

Le Tchad s'est montré enthousiaste quant à cette visite et a rapidement rendu la pareille en envoyant une délégation dirigée par Moussa Faki à Khartoum en décembre afin de discuter de la possible restauration des relations diplomatiques.⁴⁵ Un "accord de normalisation" a été signé à N'Djaména le 15 janvier 2010 (Accord de N'Djaména, 2010). Il permit de rouvrir la frontière pour la première fois depuis 2003 et de mettre en place une force conjointe de surveillance de la frontière comptant 3 000 hommes, avec un commandement mixte basé six mois par an à El Geneina au Darfour Ouest, et six mois à Abéché dans l'est du Tchad.

Autre geste envers Khartoum, le 1er janvier, le Tchad demanda à l'ONU, dans une note verbale adressée au secrétaire général, de ne pas renouveler le mandat de la force de paix de l'ONU située sur son territoire, qui devait expirer le 15 mars. Khartoum voyait d'un mauvais oeil la MINURCAT, la soupçonnant, comme la force européenne qui l'avait précédé, de pouvoir servir de tête de pont de l'Occident pour une possible invasion du Soudan (Tubiana, 2010a). Déby envoya alors un signal important à El-Béehir en l'invitant à N'Djaména malgré le mandat d'arrêt délivré par la CPI contre lui. En tant que signataire du Statut de Rome mettant en place la CPI, le Tchad avait l'obligation d'arrêter El-Béehir. Le refus de Déby d'honorer cet engagement, qui valut à Déby de vives critiques en Occident, constitua un symbole clair du rapprochement.

Le JEM sent le vent tourner

A mesure que le rapprochement se précisait, la pression sur le JEM se faisait plus forte. A partir de mars 2010, le déploiement de la force jointe Tchad-Soudan rendit les traversées de la frontière plus difficiles. Déby poussa fortement Khalil à signer un “accord-cadre” et un cessez-le-feu avec Ghazi, ce qu’il fit le 20 février, ainsi qu’un accord de paix qui précéderait les élections soudanaises d’avril, que le JEM refusa de signer (Tubiana, 2010).

L’accord-cadre reflète surtout les intérêts du Tchad. “Nous avons rédigé la majeure partie de l’accord-cadre ici [au Tchad]”, a affirmé publiquement Moussa Faki.⁴⁶ Le texte en a été rédigé en français et signé à N’Djaména sous une influence tchadienne évidente, avant d’être envoyé à Doha afin qu’il y soit signé par les représentants de Khartoum et du JEM aux pourparlers de paix officiels. Cela témoigne de la faiblesse de la médiation internationale sur le dossier, et de la volonté du Tchad de retrouver son rôle initial de médiateur dans le processus de paix du Darfour. Sa neutralité en tant que médiateur a cependant continué d’être contestée, mais cette fois-ci, pas par Khartoum, mais par le JEM frustré par le revirement tchadien (Tubiana, 2010a). En outre, selon un officiel tchadien proche de Déby, même s’il agissait en tant que médiateur officiel lors des négociations en vue de l’accord-cadre, le président “a fait de gros efforts pour le JEM retire des demandes que nous [le gouvernement tchadien] n’accepterions pas pour nos propres”, comme le fait de repousser les élections ou de maintenir les forces rebelles en armes.⁴⁷

Après les élections soudanaises d’avril 2010, Déby intensifia sa politique en expulsant le JEM du territoire tchadien. Le 19 mai, Khalil et d’autres membres du JEM furent retenus à l’aéroport de N’Djaména pendant 19 heures avant d’être expulsés vers la Libye, où Khalil demeure toujours (AFP, 2010a). Khartoum aurait décliné l’offre du Tchad qui leur aurait proposé d’arrêter le dirigeant du JEM et de le leur livrer.

Le Tchad en quête d’une contrepartie

En agissant de façon rapide et résolue avec les rebelles soudanais, Déby voulait montrer à Khartoum qu’il attendait en retour un traitement équivalent des rebelles tchadiens. Moussa Faki déclara publiquement que le Tchad souhaitait

“couper les racines du problème” – c’est-à-dire le soutien vital de Khartoum aux rebelles tchadiens. “Les Toyotas ne poussent pas d’elles-mêmes au Darfour”, affirma-t-il.⁴⁸

La position officielle du Tchad était que l’accord de “normalisation” signé à N’Djaména par Ghazi et Moussa Faki en janvier 2010 devait être appliqué à la lettre. Il y est notamment énoncé :

Les groupes [rebelles] neutralisés et désarmés ont le choix, soit de rentrer dans leur pays d’origine, soit de résider dans le pays d’accueil en qualité de réfugié, sur la base d’une liste nominative agréée par les gouvernements respectifs des deux pays. Les demandeurs de statut de réfugié non admis sur la dite liste doivent être acheminés vers un pays tiers. (Accord de N’Djaména, 2010).

Le Soudan hésitait beaucoup cependant à adopter la même méthode avec les rebelles tchadiens et ne voulait pas se lancer dans des campagnes de désarmement forcé ou d’expulsions de masse.⁴⁹ Khartoum avait conscience que, sans un accord politique offrant une porte de sortie aux rebelles tchadiens et sans désarmement, les combattants pourraient rejoindre l’ensemble déjà explosif des groupes armés présents au Darfour. Pour éviter une possible alliance entre rebelles tchadiens et darfouriens (ou la transformation des forces tchadiennes en milices de type ‘janjawid’), Khartoum continua à promouvoir l’idée de négociations entre les rebelles tchadiens et N’Djaména, pour faire pendant aux propres négociations du Soudan avec les rebelles darfouriens. Mais Déby resta inflexible dans son refus de toute négociation avec les rebelles tchadiens.

Le Soudan était plus lent et plus prudent dans ses transactions avec les rebelles tchadiens que ne l’aurait aimé Déby. Dès août 2009, les rebelles tchadiens s’étaient déplacés du Darfour Ouest au Darfour Nord, bien plus loin de la frontière.⁵⁰ Mais on ne sait pas si ce transfert a été décidé par le Soudan pour tenter de convaincre Déby de sa bonne foi, ou par le président de l’UFR, Timan Erdimi, lui-même : les dirigeants de l’UFR disent avoir planifié ce déplacement, en partie parce qu’au Darfour Ouest, ils faisaient face à de trop nombreuses infiltrations de l’armée tchadienne. Une raison plus plausible serait que les dirigeants beri, comme Timan, savaient pouvoir compter sur davantage de connexions tribales au Darfour Nord. Seuls les Beri ont soutenu le déplacement

vers le Nord, tandis que les autres groupes rebelles, et plus particulièrement les Ouaddaïens et les Arabes, ont suivi à contre-cœur.⁵¹

Khartoum espérait qu'au Darfour Nord, les rebelles tchadiens bloqueraient les attaques des rebelles darfouriens, en particulier du JEM. L'UFR avait toutefois déjà clairement spécifié son refus de combattre les rebelles du Darfour. Le mouvement ne voulait plus s'engager dans des combats par procuration qui lui donnait l'image d'un groupe de mercenaires, tandis que ses dirigeants beri et les troupes de leur groupe ethnique voulaient éviter les heurts avec leurs parents soudanais du JEM.⁵²

Quelle qu'ait été la raison de ce déplacement vers le Nord, cela n'a pas été suffisant pour convaincre N'Djaména des bonnes intentions de Khartoum. Le fait que l'UFR s'installe dans un premier temps autour des montagnes d'Ain Siro et de Furnung – l'endroit même d'où Déby avait lancé, en 1990, son raid victorieux sur N'Djaména – fut considéré comme une provocation. Les rebelles tchadiens encouragèrent dans un premier temps cette interprétation, mais le manque d'eau à Ain Siro poussa rapidement les troupes plus au Nord, le long de la route contrôlée par le gouvernement entre Kutum et Am Boru, tout près de la garnison soudanaise d'Abdeshakur. Ils installèrent leurs camps près des barrages de Kurbya et d'Urshi (les principales sources d'eau dans cette région sèche), situés dans le Dar Zaghawa tout à côté des positions des rebelles du Darfour.⁵³

À la fin 2009, l'UFR se disloquait et ses factions dissidentes, en particulier l'Alliance nationale pour le changement démocratique (ANCD) de Mahamat Nouri, demandèrent la permission de retourner vers le Sud. Khartoum refusa et donna à Nouri le choix entre la zone d'El Fasher et celle de Mellit-Sayah dans le Dar Berti, au nord-est d'El Fasher. Le chef rebelle choisit ce dernier emplacement, qui était situé au début de la route vers la Libye, et pourrait éventuellement un jour permettre à ses troupes de retourner au Tchad en passant par la Libye et de s'installer dans leur région d'origine – le pays gorane à l'extrême-nord du Tchad.⁵⁴

Le rythme du rapprochement s'accélère

Tandis que les rebelles tchadiens n'étaient pas nécessairement mécontents de leur déplacement plus au Nord, les autorités soudanaises les contenaient petit

à petit dans leurs bases tout en continuant à leur fournir des vivres.⁵⁵ Puis, en juillet 2010, après l'expulsion par N'Djaména du Dr Khalil, Khartoum commença réellement à répondre aux demandes de Déby en procédant au démantèlement de la rébellion tchadienne.

Déby dressa une liste des chefs rebelles qu'il souhaitait voir expulser du Soudan. En spécifiant que ceux qui ne voulaient pas revenir chez eux pourraient demeurer dans le "pays d'accueil" uniquement avec l'assentiment du Tchad et du Soudan, l'accord de janvier 2010 donnait au président tchadien le droit d'agir ainsi (Accord de N'Djaména, 2010). La liste noire de Déby ne comprenait que des chefs bideyat et gorane. En tête de liste se trouvaient Timan Erdimi et Mahamat Nouri. La liste comprenait aussi :

- Tahir Guinassou (Gorane), ancien secrétaire à la Défense de l'UFR et ancien conseiller à la sécurité de Déby ;
- Mahamat Abdelkarim Hanno (Bideyat Borogat, un sous-groupe se revendiquant aussi bien beri que gorane), conseiller diplomatique de l'UFR et ancien chef, pendant une courte période, de l'Agence nationale de sécurité tchadienne ;
- et Abakar Tollimi (Bideyat Borogat), secrétaire général de l'UFR.⁵⁶

En juillet 2010, deux jours avant la visite d'El-Béchar à N'Djaména, le Soudan expulsa Timan, Nouri et Guinassou vers le Qatar. Ils furent rejoints par Adouma Hassaballah Djadareb, le premier vice-président de l'UFR, que Déby ajouta par la suite à sa liste en s'opposant à son retour au Soudan.⁵⁷ Hanno et Tollimi étaient déjà en route vers la France lorsqu'ils apprirent qu'ils ne seraient pas autorisés à retourner au Soudan. Hanno resta en France ; Tollimi se rendit au Mali puis au Burkina Faso. Parmi les principaux chefs politiques de la rébellion tchadienne, seul Abdelwahid Aboud Makaye, le président par intérim de l'UFR, demeura au Soudan. Leur direction affaiblie, les mouvements rebelles tchadiens continuèrent à se fragmenter et cherchèrent à négocier leur retour auprès de Déby de manière de plus en plus personnelle. 📌

III. Le Tchad et les rebelles tchadiens après le rapprochement

Le dangereux retour des rebelles tchadiens

L'accord de normalisation signé en janvier 2010 entre le Tchad et le Soudan a rendu possible le retour des rebelles tchadiens au dans leur pays. Mais, après le rapprochement, avec un gouvernement tchadien plus que jamais en position de force, la perspective d'un retour était peu attrayante. Cependant, alors que les rebelles continuaient à se diviser et que le gouvernement soudanais réduisait drastiquement leurs autres options – allant jusqu'à expulser leurs principaux dirigeants au Qatar en juillet 2010 – les négociations individuelles des uns et des autres pour revenir au Tchad s'accéléraient.

Déclarant l'accord de Syrte d'octobre 2007 toujours valide, le gouvernement tchadien refusa les demandes des rebelles en faveur de nouvelles négociations.⁵⁸ Quatre groupes armés avaient signé l'accord, mais seul l'un d'entre eux, la Concorde nationale du Tchad (CNT), l'avait appliqué, et 1 600 combattants de ce mouvement avaient rallié le gouvernement tchadien. Les trois autres mouvements étaient devenus les principales factions de l'UFR : l'UFDD (qui incluait alors la faction d'Adouma Hassaballah Djadareb), l'UFDD-F et le RFC. Ces groupes soutenaient que le document n'était plus valide tandis que d'autres factions de l'UFR affirmaient que l'accord ne les concernait pas dans la mesure où ils ne l'avaient pas signé.

Deux autres points compliquaient le retour des rebelles tchadiens. En premier lieu, la justice tchadienne avait, en août 2008, condamné à mort ou à la prison à vie, par contumace, les principaux dirigeants rebelles tchadiens. Bien que le président Déby et le médiateur national Abderahman Moussa promirent un "pardon" total à ceux qui reviendraient, beaucoup doutèrent de leur sincérité.

En second lieu, N'Djaména sembla revenir sur les dispositions de l'accord de Syrte portant sur la réintégration des combattants rebelles au sein de l'armée tchadienne. Selon Abderahman Moussa, d'anciens officiers de l'armée et des

fonctionnaires devraient être réintégrés “sur une base individuelle”, ce qui ouvrirait la porte à un traitement inégal.⁵⁹ Depuis juillet 2010, les autorités tchadiennes avaient affirmé confidentiellement à des diplomates occidentaux que l’armée était déjà trop importante et que, par conséquent, les plans de réintégration des anciens rebelles seraient revus à la baisse. A la place, le gouvernement leur offrait des emplois dans la reforestation au ministère de l’Environnement, ou dans la construction pour le compte du ministère des Infrastructures.⁶⁰ Au cours du deuxième semestre 2009, les autorités tchadiennes offrirent 400 000 francs CFA à chaque rebelle qui se rallierait au gouvernement, et pas moins de onze millions de francs CFA pour chaque véhicule ramené du Soudan.⁶¹ A la fin 2010, les choses avaient considérablement évolué. Selon les termes d’un officiel tchadien, “la seule faveur que nous pouvons faire aux rebelles est de leur pardonner, de leur accorder une amnistie”.⁶²

Pour les chefs rebelles qui espéraient de substantielles récompenses en échange de leur reddition, le problème est que le régime de Déby n’a pas un très bon bilan quant au respect de ses engagements en la matière. Plusieurs exemples récents de candidats au ralliement à qui l’on promettait des postes haut-placés, de l’argent et d’autres avantages et qui se sont retrouvés, à leur retour, sans poste, emprisonnés, voire ont été assassinés, sont de nature à décourager les plus confiants.

Le chef de la première coalition soutenue par Khartoum, Mahamat Nour Abdelkarim, s’est vu proposer le poste de ministre de la Défense, mais à peine huit mois après son retour à N’Djaména, en octobre 2007, il fut démis de ses fonctions. Il trouva refuge à l’ambassade de Libye alors que circulaient des rumeurs prêtant à Déby la volonté de l’assassiner, en représailles à un coup d’État qu’il aurait préparé. Il s’enfuit du Tchad lors de l’attaque de février 2008 et retourna à Khartoum à la fin 2009, mais échoua à retrouver les bonnes grâces de ses anciens soutiens du NISS. Il fut expulsé au bout de quelques jours et on le dit maintenant dans le Golfe persique.⁶³

Ahmat Hassaballah Soubiane, un important homme politique tchadien tout au long de l’ère Déby, ayant notamment occupé le poste d’ambassadeur du Tchad aux États-Unis, a rejoint la rébellion dans l’espoir d’en devenir son chef. Déçu de ne pas avoir été choisi par Khartoum comme président d’une coalition rebelle, il rejoignit à contre-cœur l’UFR de Timan Erdimi à sa création le

18 janvier 2009. Une semaine plus tard, il contesta le pouvoir de Timan et quitta le mouvement, sans être cependant suivi par l'ensemble de ses troupes. Il ne s'engagea pas dans la bataille d'Am Dam en mai 2009.⁶⁴ N'Djaména entama des négociations avec lui en Libye, qui aboutirent à son ralliement en juillet 2009 avec près de 1 800 troupes (la majorité de ses hommes) et quarante véhicules.⁶⁵ Mais les choses tournèrent vite au vinaigre. Déby refusa la traditionnelle accolade de réconciliation de son ancien compagnon du MPS. Il n'offrit pas à Soubiane le poste haut-placé qui lui avait été promis, et l'ancien chef rebelle ne devint finalement que l'un des nombreux conseillers présidentiels, avant de reprendre le chemin de l'exil, cette fois en France. Ses combattants se retrouvèrent confinés au camp de Moussoro où ils attendirent en vain d'être intégrés dans l'armée. Beaucoup ont depuis quitté le camp pour renouer avec la vie civile au Tchad ou rejoindre la rébellion au Soudan (Debos, à venir).

En attendant, ce qui restait de l'UFR continua à se morceler. Certains groupes dissidents rejoignirent le gouvernement tchadien, comptant généralement sur des parents bien placés pour les aider à négocier leur ralliement. Le premier à revenir fut Ismaïl (Soumaïn) Boloki, un Gorane du sous-groupe Murdya, ancien colonel de la police tchadienne, qui avait rejoint l'UFDD en 2007. Il avait été directeur du cabinet militaire de Mahamat Nouri avant de devenir chef d'état-major adjoint et pour finir adjoint du commissaire à la Défense, Tahir Wodji (qui devint plus tard le chef d'état-major de l'UFR). Après la défaite d'Am Dam, Boloki fit appel à l'un de ses parents, l'influent ministre des Infrastructures et des Transports, Adoum Younousmi, un Gorane du sous-groupe Gaeda.⁶⁶ Certain de se voir attribuer un grade plus élevé dans la police et un poste politique important, il prit, avec Ordji Wardougou, alors chef d'état-major de l'UFDD, onze véhicules du groupe rebelle avec lesquels il tenta, en septembre 2009, de quitter la base de l'UFDD de Shinjabak, à 30 kilomètres au nord d'El Geneina. Mais les troupes restées fidèles à Nouri l'attaquèrent et reprirent cinq véhicules. Dix loyalistes et sept mutins périrent au cours de l'affrontement. Il s'agit là du seul cas où une tentative de ralliement provoqua des combats entre rebelles.⁶⁷

Boloki et Wardougou se saisirent des six véhicules restants et, avec 190 hommes, franchirent la frontière à Adré, d'où ils furent escortés jusqu'à Abéché, puis Moussoro. Les forces gouvernementales, à Moussoro, prirent leurs véhi-

cules et leurs armes, enregistrèrent leurs noms et leur promirent une réintégration. Lorsque des mois plus tard ils attendaient toujours que cette promesse se concrétise, beaucoup perdirent patience et retournèrent au Soudan habillés en civils afin de rejoindre une nouvelle fois la rébellion. Ceux qui étaient restés au Tchad, dont Boloki, ne reçurent rien de ce qui leur avait été promis.⁶⁸

Le rythme des retours s'accéléra après l'expulsion des principaux chefs rebelles vers le Qatar en juillet 2010. Peu après leur expulsion, N'Djaména et Khartoum affrétèrent le premier d'un certain nombre de vols destinés à ramener au Tchad d'anciens rebelles, depuis Khartoum et El Fasher au Darfour Nord.⁶⁹ La majorité des anciens combattants rebelles tchadiens traversèrent néanmoins la frontière par voie terrestre.⁷⁰ Certains revinrent avec leurs véhicules et leurs armes, mais alors que les perspectives de recevoir des compensations s'ammenuisaient, beaucoup se mirent à vendre voitures et fusils avant de traverser la frontière, généralement dans des camps de "janjawid".⁷¹ La majorité des quelques centaines rebelles qui rejoignirent le gouvernement au cours du second semestre de l'année 2010 étaient des transfuges de l'ANCD de Mahamat Nouri, beaucoup issus à l'origine des mouvements rebelles arabes tels que le FSR, l'UFDD-F et le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR). Mais on comptait aussi parmi eux quelques Goranes issus de l'UFDD originel, parmi lesquels le propre frère de Mahamat Nouri, Adoum Nouri.

Quelques factions relativement marginales de l'UFR quittèrent aussi la coalition pour rallier le gouvernement. Il y avait dans leurs rangs un certain nombre de membres du groupe ethnique Hadjeray (originaire des montagnes du Guéra au centre du Tchad) qui furent escortés vers N'Djaména par le médiateur national en septembre 2010. Dirigés par Mokhtar Nantcho, ils appartenaient à l'origine au Mouvement pour le salut national du Tchad, un groupe rebelle hadjeray qui avait rejoint l'Union des forces pour le changement et la démocratie (UFCD) en 2008.

A peu près au même moment, des combattants goranes et bideyat borogat quittèrent aussi l'UFR, misant sur leurs liens de parenté avec des membres du régime pour négocier leur ralliement. Parmi eux se trouvaient d'importants dirigeants, notamment Tahir Wodji, un Gorane du sous-groupe Daza qui avait été chef d'état-major à la fois de l'UFR et de l'UFDD de Mahamat Nouri. Wodji ne rejoignit pas le quartier général de l'UFR à Abdeshakur, qu'il avait quitté

pour récupérer quarante véhicules emmenés à vingt kilomètres de là par le secrétaire général du mouvement, Abakar Tollimi. Tollimi était parti pour la France, mais n'avait pas été en mesure de retourner au Soudan. Absents du quartier général, Wodji et Tollimi furent tous deux démis de leur fonction au sein de l'UFR, ce qu'ils contestèrent. Mais quelques jours plus tard, les autorités soudanaises annoncèrent aux rebelles restés dans l'UFR qu'ils seraient désarmés dans le courant du mois. Dans les jours qui suivirent, huit-cents à mille rebelles retournèrent au Tchad pour rallier le gouvernement, avec cent véhicules. Wodji se rallia avec dix-sept des quarante véhicules de Tollimi, tandis qu'Adam Defallah, un autre leader borogot, en emmena vingt autres. Il ne resta aux mains des hommes restés loyaux à Tollimi, alors absent, que trois véhicules. En octobre, deux mille rebelles de l'UFR restés au Darfour acceptèrent d'être désarmés à El Fasher. Ils remirent des centaines de véhicules et d'armes aux autorités soudanaises.⁷²

Un autre chef gorane, Tahir Guinassou, se rallia au gouvernement tchadien le 27 octobre. Il est jusqu'à maintenant le seul des rebelles expulsés au Qatar à être rentré au Tchad. Le traitement qu'il reçut à son retour est de nature à décourager tout autre candidat au retour. Il est rentré en passant par Addis Abeba après des discussions avec Koni Worrimi, un Gorane, conseiller du président Déby. Guinassou fut arrêté le mois suivant son retour, en même temps que Wodji et trois autres anciens chefs rebelles gorane et bideyat. Le gouvernement prétendit ne pas avoir de responsabilité dans cet événement, déclarant n'avoir aucune influence sur la justice tchadienne.⁷³ En janvier 2011, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance du Tchad, Déby accorda une amnistie aux détenus.⁷⁴

En novembre 2010, juste après l'arrestation de Guinassou et de Wodji, un ancien rebelle regrettait que "le gouvernement ne met[te] pas en œuvre ce qu'il nous a promis au téléphone alors que nous étions au Soudan".⁷⁵ Au même moment, le président Déby faisait un discours au camp de Moussoro dans lequel il clarifia ses vues sur la réintégration, appelant les anciens rebelles des "mercenaires" et disant qu'il n'avait pas besoin d'eux dans son armée. La plupart des ralliés reçurent par la suite 150 000 FCA (300 dollars) pour les aider à retourner à la vie civile. Les quelques centaines d'hommes qui obtinrent la réintégration furent incorporés comme simples soldats, quel qu'ait été leur

Encadré 2 **Les ambitions politiques de l'UFR**

Durant l'été 2009 à Genève, des représentants de la Suisse, des États-Unis et de l'Union européenne rencontrèrent confidentiellement une délégation de l'UFR conduite par le secrétaire général Abakar Tollimi. Les entretiens avaient pour but de sonder la position politique de l'UFR et de servir de tremplin à des pourparlers avec le gouvernement tchadien. Les parties débattirent de mesures à même de promouvoir la confiance et de relancer le processus de paix en prouvant les bénéfices concrets du dialogue. L'UFR proposa de faire paraître dans les médias des déclarations positives sur le dialogue et sur le probable retrait des troupes de la frontière Tchad-Soudan (qui était déjà en train de se produire, voir "le Tchad à la recherche d'une contrepartie").

L'UFR présenta un texte témoignant d'une ambitieuse vision politique avec des paragraphes consacrés à la sécurité publique, à l'armée, à la gestion des finances publiques, à l'administration, à la réforme de la justice et aux institutions de transition. Dans la *Déclaration d'intérêt général* qui suivit (UFR, n.d.), l'UFR réaffirma sa vieille demande d'une intégration de l'opposition officielle légale dans des pourparlers avec le gouvernement, et réclama des observateurs internationaux. Le mouvement rebelle proposa que la MINURCAT, la force de l'ONU basée à l'est du Tchad, supervise le désarmement conjoint de ses forces et de l'armée tchadienne, et que les deux forces soient confinées à l'extrême nord du pays, où elles seraient entraînées afin de devenir une "véritable armée". L'UFR appela aussi de ses vœux un gouvernement d'union nationale, dirigé par un premier ministre de l'opposition durant une période de transition de 18 à 24 mois. Cela laisserait suffisamment de temps au mouvement rebelle pour se transformer en véritable parti politique et prendre part aux élections de 2011. En position de force et ne ressentant aucun besoin de négocier ou de faire des concessions, le gouvernement tchadien refusa d'initier des pourparlers directs. (UFR, 2009 ; n.d.).⁷⁶

grade originel. Deux combattants gorane, anciens gardes du corps de Mahamat Nouri, qui protestèrent contre ce traitement, auraient été tués durant la nuit. Il y eut aussi des rumeurs sur le fait que des rebelles pourraient être prêtés à Khartoum pour combattre la SPLA au cas où une nouvelle guerre éclaterait entre le Nord et le Sud-Soudan. Ces événements incitèrent un grand nombre des rebelles à retourner au Soudan.⁷⁷

Les autorités tchadiennes tout comme les autorités soudanaises affirment que quelque 4 000 rebelles sont revenus au Tchad depuis le Soudan en 2010.⁷⁸ Ce chiffre est probablement celui des anciens rebelles qui étaient casernés, en 2010, au camp de Moussoro, situé entre N'Djaména et Faya, où la plupart des ralliés séjournent en attendant de bénéficier éventuellement d'un processus de DDR.⁷⁹ Mais, de ces 4 000, seuls 2 000 combattants ont effectivement rejoint

le gouvernement en 2010.⁸⁰ D'autres combattants casernés à Moussoro en 2010 étaient retournés du Soudan en 2009, avant le rapprochement, notamment 1 500 à 1 800 membres du FSR d'Ahmat Hassaballah Soubiane.⁸¹ Le chiffre de 4 000 comprend également des rebelles qui n'étaient pas basés au Darfour ou soutenus par le Soudan, dont 500 rebelles originaires du sud du Tchad et un millier de combattants issus de différentes factions du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), fondé en 1998 et basé dans le massif du Tibesti, à l'extrême nord du pays.⁸² D'autre part, des rebelles basés au Soudan sont aussi revenus au Tchad par leurs propres moyens, retournant à la vie civile sans passer par le camp de Moussoro.

Les rebelles tchadiens au Darfour

La prudence du Soudan quant à l'accélération du rapprochement n'était pas uniquement liée à une défiance vis-à-vis du Tchad. A rebours des pourparlers du Soudan avec les rebelles du Darfour, le refus de Déby de négocier avec les rebelles tchadiens ne laissait comme choix à ceux-ci que la reddition ou le désarmement. Le Soudan craignait que cette position extrémiste ne poussât les rebelles tchadiens à rejoindre au Darfour une nébuleuse déjà suffisamment chaotique d'acteurs armés. Dans le passé, les combattants étaient passés de la rébellion tchadienne aux milices gouvernementales soudanaises, et vice-versa, ainsi que de la rébellion tchadienne à la rébellion du Darfour, et vice-versa. De plus, les rebelles tchadiens, en particulier ceux ayant témoigné d'allégeances changeantes, avaient déjà posé des problèmes de sécurité aux populations civiles au Soudan.

Relations entre rebelles tchadiens et milices 'janjawid'

La plupart, sinon tous les mouvements rebelles arabes tchadiens ont recruté des combattants parmi les "janjawid". C'est le cas du CNT, de l'UFDD-F, du FSR et du CDR, dont les dirigeants et les membres avaient des liens tribaux avec des chefs et des miliciens "janjawid" qui avaient migré du Tchad au Darfour Ouest entre les années 1960 et 1980 (Tubiana, 2008a, p. 16).

Ces connections ont causé de nombreux problèmes. Par exemple, les combattants "janjawid" recrutés par la CNT d'Hassan el Jineidi en 2006-07 ont

pillé les biens de civils au cours de l'occupation par la CNT de territoires tchadiens à Dogdoré et à Tissi, à l'extrémité sud-est du Tchad.⁸³ Un autre problème a été que, même si certains "janjawid" apportaient leurs propres armes avec eux, d'autres quittèrent vite les groupes rebelles tchadiens, emportant avec eux les armes qui leur avaient été données.⁸⁴ Fin 2006, les rebelles tchadiens lancèrent un raid sur Abéché et sur d'autres villes moins importantes de l'est du Tchad, ce qui étendit la zone d'activité des 'janjawid' tchado-soudanais au sud-est du Tchad, et conduisit les principaux chefs rebelles tchadiens à convenir de ne plus recruter de troupes soudanaises.⁸⁵ Mais tous les groupes rebelles ne respectèrent pas cette décision

Le FSR d'Ahmat Hassaballah Soubiane recrutait fortement au sein des 'janjawid'. Entré tardivement en rébellion, Soubiane se devait d'amasser rapidement des troupes afin de pouvoir rivaliser avec les autres chefs rebelles arabes tchadiens, avec pour objectif final de prendre la tête de l'ensemble de la rébellion. Fils du chef traditionnel des Rizeigat Mahamid du Tchad, il comptait principalement sur ses liens tribaux avec les Rizeigat Mahamid du Soudan, particulièrement bien représentés parmi les "janjawid", aussi bien au Darfour Nord qu'au Darfour Ouest.⁸⁶ Lorsqu'il était encore aux côtés de Déby, Soubiana avait contribué à l'effort mené par le Tchad pour détourner les 'janjawid', en particulier les Rizeigat Mahamid, de Khartoum. En mai 2006, ces démarches avaient abouti à un accord, sous les auspices de N'Djaména, entre le président du JEM, Khalil Ibrahim, et deux représentants de Musa Hilal, l'un des principaux leaders des "janjawid" et le chef des Mahamid du Darfour Nord.⁸⁷ Lorsque Soubiane arriva au Soudan, il tenta de recruter des éléments des milices de Hilal basées au Darfour Nord, mais semble-t-il avec difficulté.⁸⁸ Il eut davantage de succès au Darfour Ouest auprès de son propre sous-groupe, la branche Awlad Zeid des Mahamid.

Les milices Awlad Zeid ont fait des avances aux rebelles tchadiens à de multiples reprises depuis 2005.⁸⁹ Quelques semaines après le raid manqué de février 2008, l'*agid-al-ugada* ("chef des chefs de guerre") des Awlad Zeid offrit des troupes à l'Alliance nationale, la nouvelle faction de Mahamat Nouri. Abdelwahid Aboud Makaye, le président par intérim de l'UFR, affirme que Nouri et Soubiane étaient d'abord favorables à cette proposition, mais qu'il convainquit Nouri de la rejeter.⁹⁰ Le refus de Nouri n'empêcha pas des troupes

Awlad Zeid de rejoindre le FSR. Lorsque Soubiane se rallia au gouvernement tchadien, nombre des 1 800 combattants qu'il amena avec lui étaient des Arabes du Darfour, à qui il avait promis de l'argent et des postes au sein de l'armée tchadienne. Déçus, la plupart retournèrent plus tard au Soudan.⁹¹

Depuis le rapprochement entre le Tchad et le Soudan, des rebelles tchadiens, en particulier des groupes dissidents de factions arabes, auraient rejoint les milices "janjawid" au Darfour Nord.⁹² Il y a aussi des rumeurs, provenant à la fois de sources rebelles tchadiennes et du JEM, selon lesquelles des rebelles tchadiens auraient accepté de combattre aux côtés des forces de Khartoum à l'est du Soudan et à Abyei (*Soudan Tribune*, 2010g).⁹³ Située à la frontière entre le Nord et le Sud-Soudan, Abyei est le point de friction majeur entre le Sud-Soudan et les milices arabes du sous-groupe Missiriya (le groupe de Makaye). Fin 2010, 300 à 400 rebelles tchadiens Missiriya, accompagnés de milices Missiriya Jebel (comprenant des transfuges du JEM) du Jebel Mun au Darfour Ouest⁹⁴ auraient été transférés vers Abyei.⁹⁵ De même, selon des dirigeants du JEM, 400 autres ex-rebelles tchadiens (des Arabes mais aussi des Ouaddaïens et des Tama) auraient été entraînés, avec plusieurs milliers de recrues du Darfour, près de Damazin au sud de la province du Nil bleu méridional, une autre zone de conflit à la frontière du Nord et du Sud-Soudan.⁹⁶

Relations entre rebelles tchadiens et rebelles du Darfour

Tout comme Déby, à des moments critiques, s'est servi des rebelles du Darfour (en particulier du JEM) pour contrer les rebelles tchadiens qui pénétraient sur son territoire, le Soudan pouvait espérer utiliser les rebelles tchadiens contre les rebelles du Darfour. Mais, à la différence du JEM, les rebelles tchadiens ont évité d'être utilisés comme des forces supplétives. De plus, les chefs et les troupes beri de l'UFR ne souhaitaient pas combattre leurs parents soudanais du JEM.

En janvier 2008, Khartoum fit pression sur les rebelles tchadiens pour qu'ils combattent les forces du JEM qui menaçaient El Geneina. Mais, selon Abakar Tollimi, l'UFR "répondit qu'elle n'apporterait son appui que si le JEM prenait l'aéroport d'El Geneina", vital pour acheminer les armes données par le gouvernement soudanais aux rebelles tchadiens.⁹⁷ Le JEM ne put s'emparer de l'aéroport, car les rebelles tchadiens quittèrent El Geneina pour lancer leur raid

sur N'Djaména de la fin janvier 2008, contraignant le JEM à les poursuivre à l'intérieur du Tchad.

Le choix d'éviter de combattre les rebelles du Darfour devint plus difficile à tenir, pour les rebelles tchadiens, lorsqu'en 2009 ils durent quitter le Darfour Ouest pour le Darfour Nord, et se retrouvèrent positionnés à proximité immédiate de bastions des rebelles du Darfour. Les rebelles tchadiens essayèrent dans un premier temps de s'installer dans les montagnes d'Ain Siro, le bastion de l'une faction de plus en plus dissidente de la SLA-AW. D'autres bases rebelles tchadiennes plus au nord et à l'est se trouvaient au voisinage d'autres factions dissidentes de la SLA. Le JEM était aussi très actif dans toute la zone.

A Ain Siro, l'UFR essuya les tirs de rebelles darfouriens pourtant bien moins armés et se retira vers la zone gouvernementale après trente minutes d'échanges de coups de feu. Le groupe envoya ensuite Musa Markus, le chef d'état-major de l'UFDD-F, négocier un accord de coexistence avec la SLA-Ain Siro (rebaptisée par les rebelles tchadiens "SLA-Abundulluk", du nom de son chef militaire, Ismaïl Adam "Abundulluk" ("grand calao")).⁹⁸ Les relations entre les deux groupes devinrent si bonnes que les rebelles tchadiens servirent de médiateurs lors de pourparlers de cessez-le-feu entre la SLA-Ain Siro et les autorités soudanaises, représentées par des chefs du NISS de la ville voisine de Kutum.⁹⁹

Les relations entre rebelles tchadiens et darfouriens étaient plus conflictuelles dans la région de Mellit et Sayah du Dar Berti, au nord-est d'El Fasher, où les troupes de Mahamat Nouri s'étaient installées à l'écart du gros des troupes de l'UFR, à la fin 2009. Nouri tentait de recouvrer le soutien du gouvernement soudanais, qu'il avait perdu après avoir quitté l'UFR, et aurait alors été ouvert au "prêt" de troupes à Khartoum afin de les aider à combattre les rebelles du Darfour, en particulier le JEM. La présence d'ex-"janjawid", très autonomes, parmi les groupes rebelles arabes dissidents qui rejoignirent les forces de Nouri dans la zone de Mellit, pourrait aussi expliquer que le groupe se soit montré prêt à s'engager dans une guerre par procuration pour le compte de Khartoum.¹⁰⁰ Le JEM n'était pas présent dans la zone, et les rebelles tchadiens se trouvèrent confrontés à une petite faction dissidente de la SLA, recrutant parmi la tribu locale berti et opérant dans les zones de Maw et Madu au Dar Berti, sous le commandement du Dr Saleh Adam Ishag (Tanner et Tubiana, 2007, p. 49).

Lorsque les rebelles tchadiens arrivèrent à Mellit fin 2009, le gouvernement les envoya dans les zones rebelles de Maw et Madu, en compagnie d'une escorte de vingt véhicules de la garnison de Sayah. Comme à Ain Siro, les rebelles du Darfour ouvrirent le feu sur le convoi et les rebelles tchadiens battirent en retraite jusqu'à Sayah. "Le gouvernement leur avait dit que notre zone était déserte, mais ils ne voulaient pas combattre les rebelles soudanais et ont refusé de rester dans les zones de la SLA", afirma Saleh.¹⁰¹ Quelques semaines plus tard, ils furent transférés à deux kilomètres de la ville de Mellit, à un endroit où des puits furent creusés à leur intention. Au Darfour Nord, le principal problème des rebelles tchadiens et la raison de leurs déplacements semble avoir été l'eau.

Musa Markus servit une nouvelle fois d'émissaire de l'UFR avec les rebelles du Darfour, cette fois avec pour objectif de faire revenir certains des groupes dissidents qui avaient rejoint Mahamat Nouri.¹⁰² Il assura le Dr Saleh des intentions pacifiques des rebelles tchadiens, affirmant qu'ils cherchaient simplement un refuge et de l'eau.¹⁰³ Les rebelles de la SLA n'étaient conscients ni des scissions parmi les rebelles tchadiens ni du fait que les troupes basées dans la zone de Mellit étaient largement autonomes par rapport à la direction de l'UFR. Ni l'UFR, ni Nouri n'étaient en mesure d'empêcher certaines de leurs troupes de commettre des abus à l'encontre de la population locale berti, notamment des meurtres, des viols et des vols d'argent, de nourriture et de bois.¹⁰⁴ Les troupes tchadiennes comprenaient d'ex-'janjawid' qui avaient été intégrés dans la rébellion, en particulier au sein du FSR et de la CNT, et qui ont pu jouer un rôle important dans ces abus.¹⁰⁵ Étant donné le manque de soutien de Khartoum, les groupes dissidents de l'UFR avaient besoin d'approvisionnement, notamment de nourriture et de bois.¹⁰⁶ Nombre d'entre eux auraient réintégré les milices "janjawid" par la suite.¹⁰⁷

Les rebelles berti aussi bien que les autorités traditionnelles et locales dénoncèrent publiquement ces abus. Un comité *ad hoc* fut constitué, qui, en janvier 2010, rendit compte des abus dans une lettre qui serait parvenue au gouverneur du Darfour Nord, Yusuf Kibir, un Berti lui-même, et au second vice-président Ali Osman Mohamed Taha.¹⁰⁸ Ce courrier, à l'évidence, sensibilisa les autorités soudanaises aux risques liés à l'abandon de groupes armés autrefois alliés.

Autre peur encore plus pressante, celle que des rebelles tchadiens déçus puissent rejoindre les rebelles du Darfour. Dans le passé, des Beri soudanais avaient rejoint le RFC de Timan Erdimi. Parmi eux se trouvaient d'anciens combattants du JEM, notamment son ancien chef d'état-major adjoint, Gerde Abdallah, et d'anciens membres de la SLA-Minni Minawi (SLA-MM), très affaiblie depuis qu'elle a rejoint Khartoum après l'accord de paix du Darfour (DPA) de 2006.¹⁰⁹ En 2010, après le rapprochement Tchad-Soudan, et en particulier après l'annonce par Khartoum du désarmement des rebelles tchadiens, des combattants beri de l'UFR joignirent (ou rejoignirent) des groupes rebelles du Darfour. Ils furent en particulier recrutés par la SLA-MM, qui était à nouveau entrée en rébellion, et le JEM, qui aurait offert d'importantes récompenses aux possibles recrues. Les dirigeants de l'UFR prétendent entretenir de bonnes relations avec le JEM depuis le rapprochement Tchad-Soudan.¹¹⁰ Cela exacerbe les craintes, déjà présentes en 2003-04¹¹¹ d'un possible retournement du JEM contre le Tchad. La perspective que le JEM devienne un ennemi commun est une raison supplémentaire, à la fois pour Khartoum et pour N'Djaména, de soutenir et d'approfondir le rapprochement.

Le désarmement des rebelles tchadiens

Peu après le début du rapprochement entre le Soudan et le Tchad, les rebelles tchadiens demandèrent au gouvernement soudanais une dernière chance d'attaquer la capitale tchadienne, ou du moins de retourner de l'autre côté de la frontière avec leurs armes.¹¹² Au cours de l'été 2010, les factions gorane et bideyat borogat projetèrent de s'installer dans le massif de l'Ennedi, la zone de leurs tribus au nord-est du Tchad, où ils avaient des liens avec un petit groupe de déserteurs borogat de l'armée tchadienne. Mais ce plan se révéla impossible à réaliser à cause du déploiement à la frontière des nouvelles patrouilles tchado-soudanaises et du manque de soutien matériel de Khartoum. Ce plan aurait nécessité d'importantes quantités d'essence, en particulier si les rebelles avaient dû traverser le sud de la Libye afin d'éviter les forces tchado-soudanaises de la frontière.¹¹³

D'autres tentèrent de pénétrer au Tchad par l'autre zone tri-frontalière, entre le Tchad, le Soudan et la RCA. Au cours du raid de l'UFR sur Am Dam de mai 2009, le FPRN, dirigé Adoum Yacoub "Kougou", un chef rebelle de la première

heure, se détacha des mouvements plus importants pour occuper cette zone située aux frontières des trois pays. Cette région inclut des territoires de l'extrême sud-est du Tchad, qui ont été historiquement la principale zone d'activité du FPRN. Le groupe, à cette époque, comptait cinquante à soixante véhicules et 600 combattants, bien armés par Khartoum via l'UFR. Lorsque l'UFR battit en retraite du Tchad au Darfour Nord, "Kougou" refusa de rejoindre les autres mouvements. Il resta sur le territoire tchadien et posa des mines pour défendre ses positions. Cette décision, qui avait été prise sans l'aval de Khartoum, priva le FPRN de la possibilité de retourner au Soudan.¹¹⁴

Le FPRN chercha à créer une coordination avec d'autres groupes armés, de moindre importance, actifs à la frontière entre le sud du Tchad et la RCA, en particulier le Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement (MPRD). Ce dernier avait été créé en novembre 2005 par le colonel Djibrine Dassert, membre fondateur du MPS et transfuge de l'armée tchadienne. Basé dans les monts Nyellim tout près de la ville de Sarh au sud du Tchad, le MPRD avait été le principal mouvement rebelle du sud du Tchad jusqu'à ce que les forces tchadiennes ne capturent son chef en janvier 2010, sans doute dans la zone de Tissi.¹¹⁵ Cela mit fin aux espoirs du FPRN de s'installer dans le sud du Tchad.

L'armée tchadienne mit presque un an à reprendre, en avril 2010, la zone de Tissi au FPRN. A ce moment-là, l'accord tchado-soudanais était déjà bien en place. Les troupes vaincues du FPRN qui fuirent vers le Soudan en passant par la RCA furent désarmées par les forces soudanaises dans la zone d'Um Dukhun à la frontière entre la RCA et le Darfour Sud. Alors que 'Kougou' avait trouvé refuge en Europe, les forces de ce qui restait du FPRN retournèrent à l'état dans lequel elles se trouvaient avant leur entrée à l'UFR: un petit groupe de combattants bien entraînés et extrêmement mobiles, ne disposant pas de soutien extérieur, et actifs à la frontière de la RCA, du Tchad et du Soudan.¹¹⁶

Le noyau dur des rebelles tchadiens resta au Darfour Nord. En septembre 2010, le gouvernement soudanais annonça que les troupes de l'UFR qui n'avaient pas encore rejoint le gouvernement tchadien seraient prochainement désarmées. Depuis leur exil qatari, Timan Erdimi et Adouma Hassaballah Djadareb envisagèrent d'envoyer des combattants en armes au Tchad avant qu'ils ne soient désarmés.¹¹⁷ Abdelwahid Aboud Makaye, qui était alors le principal

dirigeant rebelle à l'intérieur du Soudan, n'alla pas jusqu'à rejeter le désarmement. Dans le même temps, il ne s'opposa pas aux troupes qui refusèrent le désarmement et partirent pour la zone de la tri-frontière.¹¹⁸

C'est pourquoi, en octobre–novembre 2010, un nombre difficilement chiffrable de rebelles tchadiens retournèrent individuellement au Tchad, avec leurs armes, sans nécessairement rallier le gouvernement. De petits groupes se rendirent dans la zone reculée située entre le Darfour Ouest et la RCA. Parmi eux se trouvaient des rebelles de différentes factions de l'UFR, et surtout des restes de l'ANCD de Mahamat Nouri qui avaient refusé de rallier le gouvernement tchadien ou qui avaient choisi de rester au Soudan comme réfugiés. En octobre 2010, à peine une semaine après le désarmement, sept véhicules se rendirent dans la zone éloignée située entre le Darfour Sud et la RCA. Quatre des véhicules étaient fidèles à Nouri et les trois autres à Abakar Tollimi. Le convoi était dirigé par Rozi Mayna, un Gorane du sous-groupe des Anakazza.¹¹⁹ Les forces goranes dans cette zone sont maintenant sous la direction du commandant Jean-Louis Vertu (un neveu de l'ancien président tchadien Hissène Habré, lui aussi un Gorane du sous groupe anakazza).¹²⁰

Les autorités tchadiennes poussèrent Khartoum à durcir leur attitude envers les rebelles qui refusaient d'être désarmés. Fin novembre 2010, des troupes tchadiennes de la patrouille-frontière conjointe arrêtèrent Jibrin Azzein, le chef d'état-major du CDR et un ancien colonel de la garde présidentielle de Déby, au sud d'El Geneina alors qu'il rentrait de RCA. Jibrin, un Arabe tchadien du sous-groupe Awlad Rashid, comme bien des chefs du CDR, bénéficia du soutien des milices arabes "janjawid" du Darfour Ouest, qui protestèrent contre son arrestation. Lorsque les autorités soudanaises refusèrent de le livrer au Tchad, le gouvernement tchadien menaça de mettre un terme à la force frontière commune. Jibrin fut finalement remis aux Tchadiens et emprisonné à N'Djaména.¹²¹

Il arriva que des forces soudanaises attaquent des rebelles tchadiens qui refusaient le désarmement. Début novembre 2010, des miliciens "janjawid" d'*Al Istikhbarat al Hudud* ("Brigade de renseignement de la frontière", dont les troupes sont aussi appelée "Gardes frontières", l'une des principales forces paramilitaires au Darfour) attaquèrent Musa Markus, le chef d'état-major de l'UFDD-F. Il donna ses deux véhicules à la force frontière commune et on le

laissa libre de retourner à N'Djaména comme civil.¹²² Ses origines arabes (il appartient à la tribu Hawazma) ne l'ont pas protégé d'une attaque d'un groupe "janjawid" arabe.

Il est difficile d'estimer le nombre de rebelles tchadiens encore armés. Les leaders de l'UFR affirmaient disposer, en octobre 2010, de 3 200 hommes (issus de l'UFDD-F, de l'UFCD, et du RFC) juste avant le désarmement qui, admettent-ils, a touché au moins 2 000 d'entre eux.¹²³ En décembre 2010, Timan Erdimi estimait que les rebelles tchadiens avaient perdu 80 % de leurs forces.¹²⁴

Parmi les groupes encore en armes, le RFC de Timan a encore un noyau actif dans le Wadi Seyra au sud du Dar Zaghawa, qui virerait au banditisme sous la houlette de l'ancien *commander* du JEM Gerde Abdallah (lire plus haut).¹²⁵ Ses membres voleraient notamment les chameaux des Arabes Awlad Zeid, qui migrent depuis le Darfour Ouest à la recherche de pâturages au sud du Dar Zaghawa – au risque de raviver un vieux conflit entre Awlad Zeid et Zaghawa et de menacer les tentatives récentes des chefs traditionnels de restaurer une coexistence pacifique (Tanner et Tubiana, 2010, p. 31).

Peut-être plus préoccupant encore, les rebelles tchadiens refusant d'être désarmés ou contrôlés par Khartoum sont restés actifs dans la zone frontalière entre la RCA, le Tchad et le Soudan (lire plus haut). Des rebelles tchadiens nouvellement arrivés au nord-est de la RCA se seraient alliés aux rebelles centrafricains de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP). Fin novembre 2010, alors que la CPJP prit aux forces gouvernementales centrafricaines la ville de Birao au nord-est du pays, des avions tchadiens bombardèrent l'alliance fragile de rebelles centrafricains et tchadiens installés dans la zone, et reprirent la ville.¹²⁶

Les rebelles tchadiens qui se sont installés dans la zone de la tri-frontière espèrent trouver du soutien au Sud-Soudan, où certains d'entre eux bénéficiaient de liens avant le conflit du Darfour. Selon des rumeurs, les rebelles tchadiens auraient noué des contacts avec le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/A), et certains de ceux refusant d'être désarmés se seraient déplacés du Darfour Sud au Sud-Soudan (*Soudan Tribune*, 2010h; 2010g). Parmi les groupes rebelles tchadiens, le FPRN, ayant d'anciennes relations avec le SPLM, est celui ayant le plus de chances de trouver un refuge sûr au Sud-Soudan, en particulier en cas de reprise du conflit entre le Nord et le

Sud.¹²⁷ En décembre 2010, Adouma Hassaballah Djadareb, qui avait fait partie du FPRN avant de rejoindre le FUC soutenu par Khartoum, fut arrêté en Éthiopie.¹²⁸ Il aurait alors été en chemin vers le Sud-Soudan.¹²⁹ Plusieurs chefs rebelles tchadiens reconnurent qu'après le rapprochement tchado-soudanais, ils espéraient qu'une reprise de la guerre entre le Sud et le Nord-Soudan leur donnerait la possibilité de trouver une nouvelle source de soutien, cette fois-ci non à Khartoum, mais à Juba. Mais leurs espoirs s'évanouirent après le référendum de janvier 2011 et les déclarations conciliatrices d'El-Béchar sur l'indépendance du Sud-Soudan – bien que des évolutions futures puissent donner de nouvelles opportunités aux rebelles tchadiens.¹³⁰

Retrait des forces internationales du Tchad et de RCA

La communauté internationale a considéré la nouvelle crise humanitaire de l'est du Tchad et du nord de la RCA comme un simple prolongement de la violence existant au Darfour. Sa réaction se concentra sur la protection des 250 000 réfugiés du Darfour au Tchad et, en second lieu, sur celle des 180 000 personnes déplacées à l'intérieur Tchad. Quelque 3 700 casques bleus furent déployés sous la bannière de l'EUFOR, pour une mission de douze mois – programmée jusqu'en mars 2009, date à laquelle la MINURCAT était appelée à prendre la relève (Tubiana, 2008a, pp. 53–56).¹³¹

Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, joua un rôle essentiel pour obtenir le déploiement de ces forces. Avant même sa nomination en 2007, il s'était particulièrement intéressé à la violence qui sévissait à l'est du Tchad et au Darfour. Son but initial était d'utiliser le Tchad – où étaient déjà basés un millier de soldats français – comme base arrière pour lancer une intervention militaro-humanitaire sous commandement français, qui aurait ouvert des "corridors humanitaires" ou un "pont aérien" du Tchad au Darfour. Mais réalisant que les ONG humanitaires réussissaient déjà à apporter de l'aide à l'intérieur du Darfour, il proposa finalement le déploiement d'une force de maintien de la paix à l'est du Tchad, destinée avant tout aux victimes de la violence du Darfour. Ses amis militants du collectif Urgence Darfour critiquèrent publiquement ce changement de cap, accusant Kouchner d'abandonner ses idéaux humanitaires.

Dans une série de prises de position dans les médias, Kouchner laissa transparaître son manque de connaissance des événements sur le terrain. Il présenta non seulement à tort la violence au Tchad comme provenant du Soudan, mais il insista aussi sur la nécessité de protéger en priorité les camps de réfugiés du Darfour (bien que ceux-ci fussent à bien des égards beaucoup plus sûrs que les zones rurales de l'est du Tchad) et il ne cessa de confondre les réfugiés du Darfour et les populations tchadiennes déplacées (Tubiana, 2009). Il confondit également l'opération de maintien de la paix au Tchad avec la mission hybride de l'UA et de l'ONU au Darfour (UNAMID), pourtant bien distincte.¹³²

Bien que les médias aient de la même façon décrit de manière les civils du Tchad et de RCA comme des victimes de la violence au Darfour, ces descriptions ne reflètent pas la réalité des dynamiques violentes du triangle Darfour-Tchad-RCA qui ont conduit à ces nouveaux déplacements à l'extérieur du Darfour. Les phénomènes transfrontaliers se sont limités aux raids, du Darfour au Tchad, des rebelles tchadiens soutenus par le Soudan, et, du Tchad au Soudan, aux raids de groupes rebelles du Darfour soutenus par le Tchad. Cette activité militaire n'a presque pas eu d'impact sur les civils. La violence au sud-est du Tchad a été essentiellement due à des attaques de milices contre des villages et des combats entre milices rivales, mais tout cela n'a été que marginalement lié au conflit du Darfour (Tubiana, 2009). De même, la violence au nord-est de la RCA était en majeure partie liée à des problèmes internes. Par conséquent, les déploiements des forces de l'EUFOR puis de la MINURCAT ont été à tort justifiés par la violence transfrontalière. Comme l'écrit Marchal (2009), "il fallut des mois à l'EUFOR pour accepter que la plus grande part de la violence et de l'insécurité à l'est du Tchad provenait du Tchad, et non du Darfour".

Ni la force de l'Union européenne, ni celle de l'ONU n'avaient la capacité de résoudre les causes internes du conflit au sud-est du Tchad, ce qui les aurait conduit à s'impliquer profondément dans la résolution de conflits locaux. Ils n'avaient pas plus la capacité ni l'ambition de résoudre la guerre par procuration que se livraient le Tchad et le Soudan par l'intermédiaire des groupes rebelles, car cela aurait conduit les forces internationales à s'opposer au gouvernement tchadien. Avant d'accepter la mise en place de l'Eufor, N'Djaména s'était assuré que cette force n'aurait ni mandat politique ni la possibilité

d'intervenir dans les zones situées à la frontière immédiate du Darfour, où elle aurait pu entraver les activités des rebelles du Darfour (Lanz, 2011). De même, lorsque la MINURCAT prit la relève, la France précisa que son allié tchadien ne pourrait accepter une force dotée d'un mandat politique (Marchal, 2009).¹³³

C'est pourquoi, bien que l'Union européenne (et en particulier la France) ait présenté l'EUFOR au Tchad et au reste du monde comme la solution au conflit transfrontalier, la force accorda peu d'attention aux attaques transfrontalières menées par les rebelles tchadiens et darfouriens. De fait, l'EUFOR et la MINURCAT n'étaient des forces transfrontalières de maintien de la paix que dans la mesure où elles étaient présentes à la fois au Tchad et au nord-est de la RCA. Mais la frontière RCA-Tchad leur importait peu, étant donné que les dynamiques y étaient bien moins importantes que celles en œuvre à la frontière Tchad-Soudan - la frontière RCA-Soudan ne retint pas plus leur attention. Et ni l'EUFOR ni la MINURCAT n'étaient présentes au Soudan.

Les rebelles ne furent pas gênés par la présence des forces de maintien de la paix : même après le déploiement de l'EUFOR, les rebelles tchadiens lancèrent en mai 2009 une attaque majeure (Marchal, 2009 ; Tubiana, 2009). En outre, l'EUFOR ne fit rien pour empêcher les attaques des rebelles darfouriens du Tchad vers le Soudan, l'exemple le plus flagrant étant le raid du JEM sur Khartoum en mai 2008. Ni l'EUFOR ni la MINURCAT ne demandèrent au gouvernement tchadien d'arrêter de fournir un soutien massif et visible au JEM, notamment dans le village d'Am Djéress au nord-est du Tchad, à cent kilomètres de la frontière. Les forces ne demandèrent pas plus à l'UNAMID, leur partenaire du côté soudanais, d'agir pour régler le problème des rebelles tchadiens basés au Darfour, alors que l'UNAMID demandait clairement aux autorités soudanaises de résoudre les problèmes liés à la présence des rebelles tchadiens au Soudan.

Même en tenant compte de la durée limitée de leurs mandats, les réalisations de l'EUFOR et de la MINURCAT sont discutables. Les forces de déploiement international se sont concentrées sur les déplacements de populations au sud-est du Tchad, qui de fait constituaient la crise humanitaire la plus grave (bien que n'étant, encore une fois, que marginalement liée au conflit du Darfour). Malgré les multiples déclarations de Kouchner affirmant que les forces internationales avaient permis le retour des populations déplacées, le nombre de déplacés resta

constant tout au long des mandats de l'EUFOR et de la MINURCAT (Tubiana, 2009). Cela devint vite embarrassant pour les défenseurs du déploiement international, qui avaient affirmé que les opérations devaient être jugées sur l'importance du retour des déplacés dans leurs villages (Marchal, 2009). Le général Oki Dagache, le représentant du président Déby auprès de la MINURCAT, déclara que parmi les 180 000 déplacés "plus de 100 000 étaient rentrés chez eux". Un chiffre à comparer avec les 40 000 retours comptabilisés par l'ONU et certaines ONG, dont Oxfam (cette estimation basse est même considérée comme optimiste par d'autres ONG présentes au Tchad et nombre d'officiels de la MINURCAT).¹³⁴ Selon l'un de ces officiels, "la MINURCAT, tout comme l'EUFOR, demandaient à être jugées sur le nombre de retours, et il n'y eut aucun retour."¹³⁵

Le jugement du gouvernement tchadien sur l'EUFOR et la MINURCAT est encore plus négatif. Il avait accepté la mise en place d'une force internationale uniquement parce qu'il pensait que les soldats de la paix pourraient lui servir de renfort, libérant les troupes gouvernementales tchadiennes de la nécessité de combattre les rebelles tchadiens. De l'aveu même du général Dagache : "Nous [le Tchad] avons accepté la force internationale afin de soulager nos propres forces armées qui pouvaient ainsi se concentrer sur la défense du territoire."¹³⁶ Un autre officiel tchadien qui fut témoin des négociations avec Kouchner affirme : "Kouchner nous a laissé croire que notre frontière avec le Soudan serait fermée".¹³⁷ Mais l'EUFOR, et même le général français Jean-Philippe Ganascia, qui dirigea l'opération à Abéché, voulait prouver sa neutralité et son autonomie par rapport à la France — alors même que 2 100 des 3 700 hommes étaient français (Marchal, 2009 ; Lanz, 2011). La force ne montra aucune intention de s'opposer aux incursions des rebelles tchadiens.

Le Tchad ne pouvait pas s'opposer à une force européenne fortement soutenue par son allié français mais donna rapidement un signal clair en affirmant ne pas souhaiter que l'EUFOR "soit remplacée par une force de l'ONU".¹³⁸ Selon un officiel de la MINURCAT,

*L'accord du Tchad au déploiement de la MINURCAT a été obtenu sous pression ou du moins sous amicale persuasion. . . de Kouchner. Les Tchadiens n'étaient pas convaincus ; ils ont accepté la MINURCAT à contre-cœur. Nous n'aurions pas dû être surpris lorsqu'ils nous ont demandé de partir.*¹³⁹

De fait la déception tchadienne face à l'incapacité des forces internationales à jouer même un rôle dissuasif en empêchant les raids rebelles est la raison pour laquelle le Tchad a demandé à l'ONU de rappeler la MINURCAT à la fin de son mandat, le 15 mars 2010. "Les résultats de la mission n'ont pas été à la hauteur de nos attentes", explique le général Dagache.¹⁴⁰

À l'inverse de la position du gouvernement tchadien, les rebelles tchadiens se sont opposés à l'EUFOR, qu'ils ont vue comme une force française dirigée contre eux, mais ont soutenu la MINURCAT, qu'ils ne voyaient pas comme une menace. En 2009, au cours des pourparlers confidentiels qui se sont tenus à Genève avec l'Union européenne, les États-Unis et le gouvernement suisse, l'UFR a même proposé que la MINURCAT devienne la garante d'un désarmement conjoint des rebelles et des troupes tchadiennes (lire Encadré 2). Selon Abdelwahid Aboud Makaye, cette proposition peu réaliste aurait pu accroître l'antipathie de N'Djaména envers la MINURCAT.¹⁴¹ En 2010, le porte-parole de l'UFR, Abderahman Koulamallah, critiqua la décision de retirer la force (AFP, 2010c).

La demande tchadienne de retrait de la MINURCAT était un camouflet pour la force de l'ONU. Un officiel de la MINURCAT décrit comment

l'EUFOR s'était retirée sans rien laisser sur place ; seules ses troupes irlandaises sont passées à la MINURCAT. Avec un retard qui lui est habituel, l'ONU mit un an à acheminer des véhicules, de la nourriture, de l'eau et des interprètes. Sans interprètes, les troupes ghanéennes se sont révélées incapables de parler à qui que ce soit pendant dix mois. Ce n'est qu'en février 2010 que nous avons commencé à avoir suffisamment de troupes et d'équipement pour être opérationnels. La sécurité a même commencé à s'améliorer. Et c'est alors que les Tchadiens nous ont dit : partez !¹⁴²

Au cours des négociations qui suivirent entre le Tchad et l'ONU, un calendrier de retrait fut établi et adopté sous la résolution 1923 du Conseil de sécurité, unanimement approuvée le 25 mai 2010.¹⁴³ Les troupes de la MINURCAT passeraient de 3 300 à 2 200 hommes (1 900 au Tchad et 300 en RCA) avant juillet 2010, et en octobre débiterait le retrait des composantes aussi bien militaire que civile (cette dernière comptant un millier de personnes), qui devrait

s'achever le 31 décembre 2010 (AFP, 2010b). Le gouvernement tchadien avait laissé entendre qu'il accepterait une prolongation de la mission civile (UNSC, 2010), mais des négociateurs de l'ONU reconnaissent qu'ils ont commis une erreur en insistant sur le fait que les composantes civile et militaire ne pouvaient être dissociées – finalement toutes deux durent se retirer à la hâte avec un bilan réduit.¹⁴⁴

Selon un officiel de la MINURCAT, "la France n'a pas levé pas le petit doigt lorsque le gouvernement tchadien a demandé notre retrait pour la première fois, en janvier 2010".¹⁴⁵ La France et l'Union européenne n'étaient pas mécontentes de mettre fin au mandat de l'EUFOR au bout d'un an, tout en présentant l'opération comme "un succès" (Marchal, 2009). Mais une fois que le Tchad eut accepté la MINURCAT sous pression française, l'Europe sembla indifférente au sort de la force de l'ONU. Les Européens n'étaient pas non plus mécontents de voir qu'entre leur mission de maintien de la paix et celle de l'ONU, la comparaison était plutôt à leur avantage. Cependant, la France et la Grande-Bretagne ont été les deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à tenter d'obtenir la prolongation du mandat de la MINURCAT jusqu'à la fin 2010.

Au moment où la MINURCAT prit la relève de l'EUFOR, la situation du gouvernement tchadien avait changé. Il avait moins besoin de soutien international et était par conséquent moins sensible aux pressions occidentales. "La situation a évolué : le gouvernement tchadien se sent beaucoup plus maître du jeu", déclarait un officiel de la MINURCAT en novembre 2010.¹⁴⁶ N'Djaména n'a pas eu besoin de soutien extérieur pour repousser le raid de l'UFR de mai 2009 (Tubiana, 2010a). Le gouvernement tchadien cherchait maintenant à démontrer qu'il pouvait protéger seul les populations civiles, notamment les réfugiés du Darfour. En conséquence de quoi, le mandat prolongé mais rogné de la MINURCAT se vit privé de son principal objet : la protection des civils. Selon un officiel de la MINURCAT, "notre défiance instinctive quant à la capacité des Tchadiens à assurer la sécurité sur leur propre territoire les a irrités à juste titre".¹⁴⁷

Désormais moins sensible aux pressions françaises, le Tchad faisait plus grand cas de ses voisins immédiats, le Soudan et la Libye. Tripoli n'était pas favorable à la mise en place d'une force internationale à sa frontière méridionale

(une prévention valable également pour l'UNAMID au Darfour).¹⁴⁸ Cela pourrait s'expliquer par la perception, assez courante dans la région, que les missions internationales de maintien de la paix (celles de l'ONU mais encore plus une mission européenne) sont des outils aux mains de l'Occident "impérialiste" ou d'un ordre du jour "néo-colonial", et par le fait que la France aurait refusé l'offre de Tripoli de fournir des troupes à la MINURCAT (ICG, 2009, p. 21). 📄

IV. Les rebelles du Darfour après le rapprochement

Du Tchad à la Libye : les soutiens régionaux du JEM

Entre 2005 et 2009, le Tchad a été le principal soutien extérieur de l'opposition armée du Darfour. Après le rapprochement, les rebelles du Darfour durent trouver de nouveaux alliés dans une région devenue plus agitée que jamais. La plus importante des nouvelles dynamiques était la perspective de l'indépendance du Sud-Soudan, mettant fin au dogme vieux de cinquante ans de l'intangibilité des frontières coloniales.

Le JEM bénéficie toujours du soutien de membres du groupe beri au Tchad, mais de façon officieuse et clandestine, comme au cours des années 2002–04.¹⁴⁹ Fin 2010, les forces tchadiennes auraient refusé de participer à des opérations conjointes avec les forces armées soudanaises programmées contre le JEM, à la frontière entre le Tchad et le Darfour Nord.¹⁵⁰ Des rebelles tchadiens affirment que des officiers beri du Tchad appartenant à la patrouille tchado-soudanaise de la frontière ont envoyé des véhicules au JEM au Darfour Nord. Ils soutiennent aussi que des véhicules et des armes, notamment des canons sans recul de 106 mm et des missiles anti-tanks franco-allemands Milan, donnés par la Libye à l'armée tchadienne ou achetés par le gouvernement tchadien à d'autres pays, sont aux mains du JEM.¹⁵¹

Le 24 décembre 2010, le président Déby retira à son demi-frère Timan le titre de sultan de leur tribu Bideyat Bilia et se nomma lui-même sultan.¹⁵² Timan Déby, lié à Khalil Ibrahim par sa mère et sa grand-mère, est connu pour être le principal soutien du JEM et reste très actif depuis sa "capitale" de Bahay à la frontière du Tchad et du Darfour Nord.¹⁵³ Bien que le président n'ait pas expliqué pourquoi il destituait son demi-frère, les Beri tchadiens invoquent plusieurs raisons, dont le soutien constant de Timan Déby au JEM, sa colère envers le président après que ce dernier eut expulsé Khalil, et même des rumeurs faisant état d'un possible complot monté par Khalil et Timan contre le président. Des rumeurs similaires avaient déjà circulé lorsque les relations

entre le président Déby et le JEM étaient mauvaises, en particulier en 2003–04 et 2007, et depuis 2009.¹⁵⁴ Le JEM bénéficierait toujours de soutiens au sein de la diaspora beri, particulièrement importante en Libye et dans le Golfe persique, ainsi que de liens dans des réseaux islamistes.¹⁵⁵

L'Érythrée a aussi été l'un des premiers soutiens des rebelles du Darfour, en armant essentiellement la SLA via le SPLM/A au Sud-Soudan en 2003–04. En 2006–07, Asmara s'associa avec N'Djaména pour tenter d'unifier le JEM et les factions de la SLA au sein du Front national de la rédemption (NRF-*National Redemption Front*) et fournit des armes à cette coalition (De Waal, 2008 ; Lewis, 2009, pp. 47–48 ; Tanner et Tubiana, 2007, pp. 53–59). L'implication d'Asmara semble avoir depuis diminué et se limite actuellement à permettre au JEM de conserver une présence symbolique (une vingtaine de véhicules) à l'est de l'Érythrée, à la frontière avec le Soudan.¹⁵⁶ Fin 2009, pourtant, l'Érythrée invita les officiels du JEM présents aux négociations de Doha à rencontrer l'important chef arabe "janjawid" Musa Hilal, connu pour son autonomie par rapport à Khartoum et son ouverture à des pourparlers avec les rebelles.¹⁵⁷ Début 2011, un émissaire érythréen fut envoyé à Kampala en Ouganda, où il rencontra des représentants de la SLA-AW, de la SLA-MM et du JEM (qui tentaient alors de se rapprocher), ce qui alimenta des rumeurs quant à la possible reprise d'un soutien érythréen aux rebelles du Darfour. Il semble toutefois peu probable qu'Asmara puisse devenir à nouveau un soutien majeur des rebelles.

La politique de la Libye a été, elle, plus ambiguë.¹⁵⁸ D'un côté, Tripoli a joué un rôle majeur de médiateur dans la région, en accueillant de nombreuses négociations depuis 2004, notamment des pourparlers entre Khartoum et les rebelles du Darfour, entre des groupes rivaux de la rébellion du Darfour, et entre N'Djaména et les rebelles tchadiens. Mais Tripoli a aussi soutenu des groupes armés — en particulier, à partir de 2007, la SLA-Unity, une faction beri, dont l'un des chefs, Osman Bushra, vécut longtemps en exil en Libye.

En 2009, la Libye réussit à unifier plusieurs factions rebelles (principalement des groupes dissidents de la SLA) dans une coalition baptisée les Forces révolutionnaires de libération du Soudan (*Sudan Liberation Revolutionary Forces*) ou le "Groupe de Tripoli". Certaines de ces factions rejoignirent par la suite, à Doha, le nouveau LJM, une ombrelle constituée en vue de négociations avec Khartoum. La sympathie initiale de Tripoli envers le LJM diminua lorsque ses

membres affichèrent leur autonomie vis à vis de leurs appuis et ne soutinrent pas le souhait libyen de déplacer le processus de paix du Qatar à la Libye.

L'expulsion de Khalil Ibrahim du Tchad vers la Libye en mai 2010 offrit un moyen commode à Tripoli de reporter son influence sur le puissant JEM, qui quitta Doha après que son rival, le LJM, eut rejoint le processus de paix. La Libye avait tissé des liens anciens avec le JEM - elle aurait notamment fourni des armes au mouvement, via le Tchad et en compagnie du Tchad, avant le raid rebelle de 2008 sur Khartoum.¹⁵⁹ Des sources gouvernementales soudanaises affirment que l'aide libyenne a été sous-estimée parce qu'elle était surtout acheminée via le Tchad – bien que Khartoum ait aussi intercepté des convois directs.¹⁶⁰ En tout cas, la Libye était devenue le principal soutien extérieur et direct du JEM depuis mai 2009 : Tripoli aurait donné à Khalil des véhicules, de l'essence et des armes – dont des canons sans recul B-10 et des canons anti-aériens.¹⁶¹

En juin 2010, Khartoum ferma sa frontière avec la Libye, dont le Soudan reconnut qu'elle échappait presque entièrement à son contrôle (*Sudan Tribune*, 2010d). Dans l'intervalle, entre juin et août, Khartoum ne cessa de répéter que Tripoli allait rapidement expulser Khalil, mais cela ne se produisit pas (*Sudan Tribune*, 2010c ; 2010e).

Au tout début 2011, avant l'insurrection libyenne, le JEM approcha des acteurs internationaux pour qu'ils trouvent un nouveau refuge à Khalil, ce qui leur permit de faire pression sur le chef rebelle en lui demandant de retourner aux discussions de paix de Doha. Après le début de l'insurrection, le commandement du JEM en appela publiquement à l'ONU afin qu'il "sauve" son chef.¹⁶² L'équipe de soutien à la médiation commune Union africaine-ONU (JMST – *Joint Mediation Support Team*) essaya alors d'affréter un charter pour faire venir Khalil à Doha mais, à la fin mars 2011, il semble bien que Mouammar Kadhafi soit toujours en train de bloquer son départ.

Le JEM juge que la vie de son chef peut être mise en danger par les déclarations de Khartoum affirmant que les troupes du JEM feraient partie des fameux "mercenaires" à la solde de Kadhafi (Reuters, 2011). Le gouvernement soudanais, le gouvernement tchadien et les rebelles tchadiens ont tous fait courir des rumeurs sur leurs ennemis respectifs (les rebelles du Darfour pour Khartoum, les rebelles tchadiens pour N'Djaména, et le gouvernement tchadien

pour les rebelles tchadiens) les accusant de prêter des troupes à Kadhafi. Toutes les parties nient ces accusations et font remarquer que Kadhafi avait déjà recruté un certain nombre de Darfouriens et de Tchadiens (notamment d'ex-rebelles tchadiens du CDR) eu sein de sa "Légion islamique" fondée en 1972 (Haggar, 2007). Ils expliquent qu'il y a en Libye suffisamment d'immigrés tchadiens et darfouriens pour que Kadhafi soit à même de recruter des "mercenaires", tout en exprimant leurs craintes sur le fait que cette possible implication puisse entraîner des représailles des rebelles libyens contre les immigrés soudanais et tchadiens.¹⁶³

La premier penchant du JEM pouvait être de combattre en tant que force supplétive pour le compte de Kadhafi, comme il l'avait fait pour Déby au Tchad, dans l'espoir d'un soutien futur de Kadhafi contre El-Béehir. Il est probable que l'intervention internationale contre le régime libyen ait fait réfléchir à deux fois le JEM, qui pâtit toujours de l'image islamiste de la plupart de ses dirigeants. Le JEM insiste aussi sur le fait qu'il n'a qu'un petit nombre de cadres en Libye, parmi lesquels Khalil et Izeddin Yusif "Beji", chargé des finances du mouvement.¹⁶⁴

La révolte en Libye peut néanmoins offrir l'occasion au JEM d'acquérir des armes provenant des arsenaux abandonnés par les troupes de Kadhafi, crainte que le ministre de la Défense soudanais, Abderahim Mohamed Hussein, a implicitement évoqué lors d'une conférence de presse à N'Djaména le 17 mars 2011 (*Sudan Tribune*, 2011e). Les troupes du JEM sont présentes dans le Wadi Howar, à la frontière entre le Soudan et le Tchad, et à moins de mille kilomètres de la garnison de Koufra au sud-ouest de la Libye.

Occasions manquées au Sud-Soudan

Le Dr John Garang, fondateur et chef historique du SPLM/A, est connu pour avoir pris parti pour l'unité du Soudan, présentant sa rébellion comme un combat de toutes les périphéries marginalisées contre l'élite de la vallée du Nil. Dès 1991, le SPLM/A a tenté d'ouvrir au front au Darfour sous la houlette de Daud Bolad, un Four membre du SPLM. Bolad établit des liens avec des Darfouriens non-arabes, mais fut tué par les forces gouvernementales qui n'avaient cessé de le traquer depuis son arrivée du Sud-Soudan. A sa mort, son

réseau darfourien s'effondra, retardant de nombreuses années la naissance d'une rébellion à l'ouest du Soudan.

Le soutien du SPLM/A au Darfour réémergea au début des années 2000. Brouillée avec le NCP et alliée au SPLM/A, l'Érythrée facilita les contacts. Le principal dirigeant SPLM/A au Nord-Soudan, Yassir Arman, était alors installé à Asmara, d'où il put tisser des liens avec des opposants darfouriens en exil, représentés au sein de l'Alliance nationale démocratique – cette coalition d'opposition incluait notamment l'Alliance démocratique fédérale du Soudan (SFDA), dirigée par le Fur Ahmed Diraige, ancien gouverneur du Darfour dans les années 1980 bénéficiant encore d'une certaine popularité, et l'universitaire zaghawa Sharif Harir. Espérant créer une branche armée de la SFDA au Darfour, Harir soutint de futurs dirigeants de la SLA, dont son jeune parent (par mariage) Minni Minawi (Tubiana, 2010c, pp. 125–26).

Plus encore que Minawi, l'avocat fur Abdelwahid Mohammed al Nur s'inspira fortement de l'idéologie de John Garang. Ainsi, en 2003, il rebaptisa "SLA" son jeune Front de libération du Darfour (*Darfur Liberation Front*). Alors que les pourparlers de paix de Naivasha entre le Sud et le Nord avançaient bien, le SPLM/A achemina du soutien, notamment originaire d'Érythrée, au mouvement darfourien (Tanner et Tubiana, 2007, p. 22).

Le but de ce soutien était d'affaiblir les positions de Khartoum dans les discussions, sans pour autant aller jusqu'à menacer pas le processus de paix. L'intérêt premier du SPLM/A était l'avenir du Sud. Lorsque les pourparlers de Naivasha entrèrent dans une phase critique en 2004, le soutien du SPLM/A aux rebelles du Darfour diminua. Il disparut complètement après la mort de John Garang en 2005, alors que son successeur Salva Kiir prit ses distances avec le credo de l'unité du Soudan (Lewis, 2009, p. 54). Ce fut pour les rebelles du Darfour une leçon difficile à avaler mais importante – la parenté idéologique avec le SPLM avait ses limites. Au cours des années qui suivirent, le SPLM/A essaya de temps en temps de jouer un rôle au Darfour, tout d'abord en tant que médiateur en soutenant l'unification des rebelles du Darfour, mais ses démarches manquaient de cohérence. Les ténors du SPLM étaient aux prises avec des problèmes plus pressants. Mais alors que les tensions entre le Nord et le Sud s'intensifiaient au cours des mois précédant le référendum de 2011, le Darfour redevint une priorité pour le SPLM/A.

Le référendum du Sud-Soudan et le Darfour

Alors que le rapprochement Tchad-Soudan constituait une menace pour les mouvements rebelles du Darfour, le référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan apparut comme une chance de survie. Affaiblis et divisés, les rebelles se tournèrent vers Juba, attentifs à la moindre opportunité pour renforcer leurs liens avec le SPLM/A, et n'excluant pas de mettre leurs forces à la disposition du Sud contre le Nord. Le SPLM, de son côté, vit les rebelles du Darfour comme un levier possible sur le NCP afin que le Nord respecte les engagements pris lors du CPA (*Comprehensive Peace Agreement* ou Accord de paix global) (Naftalin, 2011). Le renouveau des liens entre le SPLM/A et les rebelles du Darfour débuta sérieusement au cours de l'été 2010. Dans les six mois précédant le référendum, Juba devint la principale base arrière des cadres politiques de la rébellion du Darfour.

Quelques dissidents relativement faibles de la rébellion du Darfour s'étaient déjà installés au Sud. Le principal est Ahmed Abdeshafi, membre de la tribu fur et ancien dirigeant de la SLA-AW, également membre du SPLM, qui a épousé une sud-soudanaise à Juba. S'étant séparée d'Abdelwahid Mohamed al Nur en 2006 suite au DPA, sa faction fut expulsée du bastion du Jebel Marra en 2007. Bien qu'il ait alors perdu la majeure partie de ses troupes, Abdeshafi en retrouva une partie lorsqu'il forma une nouvelle aile de la SLA à Juba en 2008, sous les auspices du SPLM. Appelé le "Groupe de Juba" (ou la SLA-Juba ou l'Alliance de Juba), ce mouvement est composé de quelques centaines de Four et de Masalit que le SPLM a entraînés sans pour autant leur fournir d'armes.¹⁶⁵ Son manque de soutien à l'intérieur du Darfour l'a conduit à demeurer au Sud-Soudan, sans jamais cesser de chercher un soutien extérieur politique et logistique afin de pouvoir reprendre pied au Darfour. Des troupes masalit de ce groupe, sous la conduite de Sadiq "Masalit", le chef d'état-major de l'ensemble du mouvement, quittèrent le Sud-Soudan pour le Darfour Sud en décembre 2008. Mais l'assassinat de leur chef mit un terme à l'expédition.

En avril 2010, Ahmed Abdeshafi rejoignit le LJM, nouvellement formé, avec seulement une poignée de ses cadres, nombre d'entre eux restant à Juba.¹⁶⁶ Formé en février 2010, le LJM est une coalition composée de divers petits groupes dissidents de la SLA et du JEM : il est soutenu par la Libye et les États-Unis, chacun des deux ayant rassemblé, au cours des mois précédents,

l'ensemble des factions en deux groupes.¹⁶⁷ La médiation Union africaine-ONU espérait que le LJM rassemble une large représentation des groupes ethniques du Darfour, qu'il négocie avec le gouvernement à Doha et se rapproche de la société civile du Darfour, en particulier des déplacés, qui avaient immédiatement rejeté le DPA (Murphy et Tubiana, 2010, pp. 8, 15).

Pour rivaliser avec la popularité d'Abdelwahid Mohamed al Nur auprès des Fur, sa tribu, dans les camps, le Dr Tijani Sese, un important dirigeant fur et ancien gouverneur du Darfour, fut nommé à la tête de la coalition à sa création en février 2010. Sese et un autre ancien gouverneur fur des années 1980, Ahmed Direige, avaient déjà été considérés comme de possibles chefs du Front de rédemption national soutenu par les Tchadiens. Le problème est que Sese comme Direige avaient longtemps vécu en exil, au risque de n'être pas acceptés sur le terrain par les combattants fur (Tanner et Tubiana, 2007, p. 58) – ce qui reste encore aujourd'hui un problème pour Sese.

Des dissidents de la SLA-AW (parmi lesquels les Fur Babiker Abdallah,¹⁶⁸ Abdallah Khalil et Ali Haroun Dud, ce dernier représentant la SLA-Ain Siro) se sont rendus à Doha, moins pour négocier avec le gouvernement que pour essayer de former une coalition avec d'autres factions. A Doha, ils se virent laisser d'autre choix que de rejoindre soit le LJM soit le JEM, la médiation les encourageant plutôt à rejoindre le LJM. Ils s'y refusèrent et demandèrent à être renvoyés non au Darfour, mais à Juba, dans l'espoir d'obtenir le soutien du SPLM/A - ils savaient aussi que la médiation et l'UNAMID avait plus de facilité à acheminer les rebelles anti-Doha depuis le Darfour qu'à les y ramener).¹⁶⁹

A mesure que le LJM s'impliquait dans les négociations de Doha, certains de ses chefs, surtout d'anciens dirigeants de la SLA comme Abdeshafi, quittèrent aussi Doha pour Juba. En cas d'échec des pourparlers de Doha, la plupart des cadres du LJM se préparent à retourner à Juba ou à Kampala, en Ouganda – un vieux soutien du SPLM/A depuis longtemps. Si cela se produit, les factions déjà divisées de la coalition seraient amenées à se fragmenter encore davantage, mais de nouvelles alliances pourraient aussi facilement voir le jour – avec la SLA-AW, la SLA-MM, ou même le JEM.

Ainsi les groupes dissidents de la SLA ont déjà renoué, à Juba, avec leur ancien "secrétaire général", Minni Minawi, l'unique signataire du DPA.¹⁷⁰ Des rumeurs faisant état de la reprise des liens de Minni Minawi avec le SPLM

ont commencé à circuler à la fin août-début septembre 2010.¹⁷¹ A ce moment-là, des réunions eurent lieu à Juba entre la SLA-Juba et des cadres de la SLA-MM ainsi qu'Abdelgasim Imam al Haj, un ancien *commander* de la SLA-AW qui avait rejoint le gouvernement soudanais après le DPA, puis l'a quitté en 2010 pour se baser à Juba. Le gouvernement déclara que Minawi et ses troupes s'étaient installés au Sud-Soudan en octobre, en accusant le SPLM/A de les entraîner. Des combats entre les troupes gouvernementales et celles de la SLA-MM eurent lieu à Khor Abeshe, au Darfour Sud, au cours de ce même mois (GoS, 2010). Minawi, qui avait déjà quitté Khartoum pour le Darfour au cours de l'été 2010, atteignit Juba en novembre, pendant que certains de ses hommes se déplacèrent au sud de la frontière Nord-Sud en décembre. En réaction, le 5 décembre 2010, le président El-Béchet destitua Minawi de son poste de chef de l'Autorité de transition au Darfour le 5 décembre 2010. Minawi répliqua en déclarant, le 12 décembre, que le DPA était "mort" (*Sudan Tribune*, 2010m; 2010o).

Malgré de fortes affinités idéologiques, les relations d'Abdelwahid Mohamed al Nur avec le SPLM/A restent compliquées. L'absence de soutien de la SPLA au moment où le Darfour en avait le plus besoin avait fortement déçu la SLA. Par la suite, le fait qu'Abdelwahid rejette les efforts du SPLM pour le ramener à la table des négociations avait encore aggravé l'inimitié. Néanmoins, la SLA-AW avait conservé un bureau de liaison au Sud-Soudan depuis les premiers jours de la rébellion, et était aussi resté présente à Nairobi au Kenya et à Kampala en Ouganda.

Alors que le référendum approchait, Abdelwahid quitta la France en novembre 2010 pour Nairobi et Kampala, où il mena des consultations avec certains de ses propres cadres, d'autres factions de la SLA et d'autres groupes, dans le but ostensible de redonner une impulsion politique à son mouvement (y compris au besoin en participant aux pourparlers de Doha). Bien que les relations d'Abdelwahid avec le SPLM/A aient été marquées par une certaine méfiance, des rumeurs, relayées par Khartoum, ont circulé sur le fait que le chef rebelle se soit rendu de Kampala par la route à Juba, où il aurait rencontré certains de ses hommes réinstallés là-bas, le 22 novembre (Hussein Mohammed, 2010). Malgré ses efforts antérieurs pour mettre fin à l'érosion de la SLA, le chef fut se sentait de plus en plus marginalisé. La France lui interdisait désormais de revenir sur son territoire.¹⁷²

Le JEM avait tenté encore plus ardemment que la SLA de trouver de nouveaux soutiens au fur et à mesure que le rapprochement tchado-soudanais se confirmait. Jusqu'à présent, le mouvement est parvenu à survivre à son expulsion du territoire tchadien. Une alliance entre le JEM et le SPLM/A est à l'évidence une crainte majeure de Khartoum, comme cela transparaît dans le *Rapport spécial sur la présence d'éléments des mouvements du Darfour au Sud*, un document que le gouvernement a fait circuler à la fin de l'année 2010, et qui commence par ces mots :

Le changement de position du Tchad et l'expulsion du JEM de son territoire (. . .) ont incité les membres du JEM à chercher une alternative pour leur mouvement et à répondre aux besoins de ses forces en armes, en munitions et en carburant (GoS, 2010).

Le document mentionne qu'en août 2010, des représentants du JEM se sont rendus à Kampala pour une réunion avec la SPLA et des officiels ougandais. La délégation du JEM comprenait Ahmed Tugod Lissan, le "secrétaire en charge des négociations et des affaires de paix" ; Ahmed Adam Bakhit, le vice-président en charge du Darfour (appelé parfois "gouverneur du Darfour") ; et Mansur Arbab, le secrétaire chargé des affaires présidentielles. Avant de rejoindre le JEM en 2009, Arbab avait été un proche de Khamis Abdallah Abakar, l'ancien vice-président de la SLA, masalit lui aussi et connu pour être proche du SPLM/A et de l'Ouganda. Après cette rencontre, des cadres du JEM se rendirent au Sud-Soudan, notamment Bakhit, qui alla à Yei, au sud de Juba dans l'Etat de Central Equatoria, à la frontière avec la République démocratique du Congo. On comptait aussi parmi eux des anciens *commanders* de la SLA-MM qui avaient rejoint le JEM, en particulier Arko Suleiman Dahiya, cousin et ancien chef d'état-major de Minni (GoS, 2010).¹⁷³

Le rapport du gouvernement soudanais prétend que le JEM a établi un petit camp (25 combattants armés de 23 fusils d'assaut AK-47 et de deux mitrailleuses Goronov) à Gok Machar, la capitale du comté d'Aweil Nord, dans le Bahr el Ghazal septentrional, tout près de la frontière du Darfour Sud, sous "l'entière protection" du commandant SPLA de la zone (GoS, 2010). En janvier 2011, le directeur du NISS, Mohamed Atta el Mula, affirma que le JEM avait emmené

ses forces au Bahr el Ghazal occidental, non loin de la tri-frontière entre la RCA, le Nord et le Sud-Soudan, ainsi que dans l'enclave de Kafia Kingi, l'une des zones contestées de la frontière Nord-Sud, à l'extrême sud du Darfour Sud.¹⁷⁴ Il accusa aussi les dirigeants du JEM, notamment Suleiman Sendel, le vice-président en charge des questions de sécurité, d'être aux côtés de ces troupes dans le Sud. Fin mars 2011, on disait toujours Sendel au Sud-Soudan, à la frontière avec la RCA.¹⁷⁵

Selon Khartoum, le JEM a demandé des armes à la SPLA, notamment des canons anti-aériens (14,5 mm et ZU-23), des lance-roquettes multiples de 107 mm, des canons sans recul (SPG-9 et B-10), des lance-roquettes RPG, d'autres missiles, des munitions de fusils d'assaut AK-47, et des mitrailleuses Doshka et Goronov. Le rapport affirme qu'en retour la SPLA a fourni au JEM, en novembre 2010, un nombre inconnu d'AK-47, de canons de 14,5 mm, de canons sans recul de 106 mm, de lance-roquettes de 107 mm, et d'obus anti-aériens (GoS, 2010). Au cours de ce même mois, le secrétaire aux relations politiques du NCP, Mandour al Mahdi, accusa le SPLM de procéder à des recrutements forcés pour le compte du JEM parmi les Darfouriens résidant au Sud-Soudan (*Sudan Tribune*, 2010k).

Khartoum a également relayé des accusations selon lesquelles la SPLA et l'armée ougansaise auraient entraîné des recrues du JEM au maniement des armes anti-chars en Ouganda. La SPLA a réfuté ces accusations.¹⁷⁶ De son côté, l'Ouganda, ainsi que le SPLM/A et, côté darfourien, le LJM, ont accusé le gouvernement soudanais de fournir de nouveau un soutien à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), l'un des principaux groupes rebelles ougandais. En septembre 2010, le LJM accusa la LRA d'attaquer ses troupes dans la zone d'Am Dafog au sud du Darfour Sud à la frontière nord-est de la RCA (où la présence de la LRA est bien attestée) (*Sudan Tribune*, 2010a ; 2010b ; 2010f).

Khartoum a aussi critiqué le SPLM pour avoir accueilli des soldats du JEM blessés dans des combats au Darfour. En novembre 2010, des hommes furent évacués vers le Sud-Soudan sous le commandement d'Ali al Wafi, porte-parole du JEM et Arabe Rizeigat originaire d'Al Da'ein au Darfour Sud, non loin de la frontière avec le Bahr al Ghazal (GoS, 2010). Au même moment, le JEM était actif dans les zones situées à la frontière Nord-Sud au Darfour Sud, au Sud Kordofan et au Bahr el Ghazal septentrional.¹⁷⁷ Le gouvernement mentionne

des échauffourées entre l'armée et le JEM à l'intérieur du Darfour Sud (GoS, 2010). La présence du JEM dans la zone frontalière contestée entre le Darfour Sud et le Bahr al Ghazal septentrional apparut clairement lorsque le gouvernement soudanais répliqua par des bombardements aériens contre le JEM, en particulier sur le village de Kiir Adem, à cinquante kilomètres au nord de Gok Machar, en novembre et en décembre 2010. Khartoum reconnut avoir mené des bombardements le 14 novembre, mais récusait les accusations du SPLM/A sur de nouvelles attaques aériennes les 24 novembre et 6–8 décembre (*Sudan Tribune*, 2010j ; 2010n ; Stratfor Global Intelligence, 2010). Le 21 mars 2011, le gouvernement aurait aussi bombardé ce qu'il considérait comme étant des positions du JEM dans la zone de Raja, au Bahr el Ghazal occidental.

En janvier 2011, suite à la capture d'un convoi du JEM au Darfour Ouest, Khartoum déclara avoir trouvé de nouveaux documents prouvant que le SPLM/A fournissait un soutien logistique et humain au JEM. Dans le convoi se trouvait Ibrahim el Maz Deng, un Dinka du Sud-Soudan qui avait été membre du parti du Congrès populaire d'Hassan el Tourabi avant de rejoindre le JEM en 2008 et d'en devenir son vice-président en charge du Sud-Soudan (*Sudan Tribune*, 2011d).

Entre novembre 2010 et janvier 2011, des officiels de Khartoum, parmi lesquels Mohamed Atta el Moula et le président El-Béchetir lui-même, n'ont cessé d'accuser le gouvernement du Sud-Soudan (GoSS) d'abriter des rebelles du Darfour et de demander leur arrestation (*Sudan Tribune*, 2010h ; 2011a). Mohamed Mandour el Mahdi qualifia leur présence à Juba de "déclaration de guerre" de la part du SPLM/A (*Sudan Tribune*, 2010k).

Des diplomates occidentaux considèrent que les craintes de Khartoum sur la quête de soutien du JEM et d'autres groupes rebelles du Darfour auprès du SPLM/A et de l'Ouganda ne sont pas infondées. Mais pour la plupart des observateurs, il n'y a aucune preuve que l'un ou l'autre de ces deux acteurs régionaux n'ait fourni autre chose qu'un très léger soutien. Les États-Unis et l'UNAMID ont tous deux enjoint le GoSS d'expulser les rebelles du Darfour de son territoire.¹⁷⁸ A la veille du référendum du Sud en janvier 2011, Salva Kiir essaya de convaincre ses soutiens occidentaux qu'il avait expulsé les rebelles du Darfour, notamment Minni Minawi.¹⁷⁹ Mais le 13 janvier, Minawi lui-même affirma de manière provocante que le GoSS n'avait rien pour expulser

lui ou d'autres chefs rebelles du Darfour ayant signé des accords avec Khartoum (*Sudan Tribune*, 2011c). En fait, Minawi quitta Juba fin mars 2011 pour l'Ouganda. Mais certaines de ses troupes se trouvent toujours au sud du Darfour Sud à la frontière avec le Sud-Soudan. Au même moment, des chefs rebelles opposés aussi bien au DPA qu'aux pourparlers de Doha, étaient autorisés à demeurer à Juba.¹⁸⁰ Toutefois, les pressions de Khartoum et de l'étranger, et peut-être aussi la position conciliante d'El-Béehir après le référendum, poussèrent Juba à demander aux rebelles du Darfour de se faire plus discrets dans leurs activités. C'est pourquoi Kampala devint la principale plate-forme de chefs politiques de tous les mouvements rebelles du Darfour (les représentants de la SLA-AW, de la SLA-MM, et du JEM y furent même rejoints par des émissaires du LJM), qui entamèrent des tentatives d'unification. Etant donné la proximité de l'Ouganda et du SPLM/A, il est peu probable que ce déplacement vers Kampala ait été suffisant pour rassurer Khartoum sur les liens des rebelles du Darfour avec Juba.

Sud-Kordofan : prochain théâtre d'opérations du JEM?

Les échauffourées au Bahr al Ghazal septentrional n'étaient que la partie la plus visible des combats opposant le JEM et l'armée soudanaise au Sud-Kordofan à même période (novembre-décembre 2010). Avant même son expulsion du Tchad, le JEM était déjà en train de tenter d'étendre ses opérations au Kordofan, notamment au Sud-Kordofan, l'une des zones contestées entre le Nord et le Sud du Soudan.¹⁸¹ Le JEM avait pensé depuis longtemps qu'un pied au Kordofan lui permettrait de réaliser son dessein national et de se rapprocher du centre géographique du pays. En compagnie de factions zaghawa de la SLA, le JEM attaqua à plusieurs reprises des cibles au Kordofan, notamment Hamrat ash-Sheikh au Nord-Kordofan en juillet 2006, Wad Banda en août 2007, et des plateformes pétrolières chinoises au Sud Kordofan en octobre et décembre 2007 (Tanner et Tubiana, 2007, p. 55 ; Fontrier, 2009, pp. 213-14).

Dès 2004, le JEM avait établi des liens avec des mouvements d'opposition au Kordofan, notamment avec le groupe armé *al Shahama* ("vaillant" ou "noble" en arabe), fondé en 2004 par des Arabes Missiriya qui avaient été auparavant membres du parti d'Hassan el Tourabi, le Congrès populaire (des origines

communes avec la plupart des fondateurs du JEM), et avec la moins violente Alliance pour le développement du Kordofan constituée en 2006.¹⁸² Le JEM a intensifié son recrutement parmi ces mouvements et d'autres groupes arabes de la région, en particulier de membres des importantes tribus Missiriya et Hamar, depuis son expulsion du Tchad. Cette implantation est sans doute appelée à croître encore avec la déception des Missiriya après le référendum et le conflit toujours en cours sur la zone d'Abyei. Son importance est attestée par la récente nomination, à la tête de la délégation du JEM aux négociations de Doha, de Mohamed Bahar Hamadein, un Missiriya du Kordofan, également vice-président du JEM en charge du Kordofan.

Peu de temps après avoir envoyé une délégation afin d'examiner la possibilité de se joindre aux pourparlers de Doha, le JEM demanda à nouveau, comme il l'avait déjà fait dans le passé, à ce que le Kordofan soit inclus dans les négociations de paix. Il en faisait cette fois-ci une condition préliminaire à sa participation au processus de paix.

Le Sud-Kordofan est une zone extrêmement sensible, source de tensions entre le Nord et le Sud, avec de nombreux points de conflit possible. Le rôle et la présence possibles du JEM à Abyei et dans les monts Nouba restent incertains. Mais, en attirant de nouvelles recrues, le JEM se doit de soupeser ses alliances avec prudence. Par exemple, à Abyei, se placer du côté des Missiriya qui sont en conflit avec les Dinka Ngok, soutenus quant à eux par le SPLM/A, pourrait constituer une menace pour les relations du JEM avec Juba. La présence signalée de rebelles tchadiens à Abyei du côté missiriya, si elle est confirmée, peut-être aussi un facteur de complication. Plus à l'est, la jeunesse nouba, se sentant trahie par le SPLM/A, pourrait être tentée de rejoindre le JEM, ce qui risquerait de nouveau de conduire les Nouba à laisser tomber leurs objectifs locaux pour un programme plus vaste.

Les peurs de l'après-sécession

Le conflit du Darfour est maintenant plus lié que jamais au Sud-Soudan. De son côté, le Sud semble se contenter de menacer Khartoum de soutenir les rebelles du Darfour, mais se gardera d'aller jusqu'à mettre en péril son indépendance. Malgré ses efforts, le JEM peut difficilement échapper à sa propre

histoire et faire oublier ses origines du Nord et islamistes et le rôle antérieur de Khalil Ibrahim en tant que “moudjahidine” combattant le SPLM/A (Baldo, 2009, p. 28). Des relations opportunistes se poursuivront sans doute dans le futur, mais les possibilités d’une coopération plus profonde semblent minces.

L’attention de la communauté internationale s’est également reportée, de façon prévisible, sur le Sud, comme cela s’était produit auparavant pour le conflit du Darfour. Ce qui reste d’attention pour le Darfour – sans parler du Tchad ou de la RCA – se focalise surtout sur les menaces que le Darfour pourrait faire peser sur le processus de paix Nord-Sud, plus que sur la possible résolution du conflit du Darfour avec le gouvernement. Cet intérêt amoindri, combiné au sentiment grandissant qu’un accord négocié est plus qu’improbable, aux constantes rivalités entre chefs rebelles du Darfour, et à l’apparent succès du processus enclenché par le référendum au Sud, contribue à radicaliser le discours politique au Darfour jusqu’à inclure des revendications sécessionnistes.

Seul un petit nombre de dissidents radicaux du JEM se prononçaient, au tout début du conflit, pour le droit à l’indépendance du Darfour. Alors que la plupart des civils darfouriens et des rebelles comprenaient le droit à l’autodétermination du Sud, ils le regrettent aussi. Ils espéraient que le Sud devienne leur allié dans un Soudan unifié, et craignent maintenant de rester seuls dans leur lutte contre le pouvoir central. Récemment, cependant, des dissidents d’Abdelwahid Mohamed al Nur ont ouvertement contesté son credo, calqué sur le discours de Garang, en faveur d’un Soudan unifié.

De fait, les mouvements rebelles et une grande partie de la “société civile” réunis à Doha se sont prononcés en faveur de la fusion des trois États du Darfour en une seule région autonome, ce que Khartoum rejette, y voyant un signe avant-coureur d’une éventuelle sécession. (En même temps, si le Darfour demeure au sein du Soudan, son poids démographique ne sera que plus important après l’indépendance du Sud.)

Bien des rebelles du Darfour (et du Tchad) rêvent d’une reprise du conflit Nord-Sud et des opportunités qui pourraient alors apparaître. Selon leur raisonnement, si les tensions NCP-SPLA dégénèrent en conflit, les rebelles du Darfour – et peut être même certains rebelles tchadiens – pourraient construire de nouvelles alliances avec les forces du Sud et revigorer leur lutte armée. “Mieux vaut une bonne guerre au Sud qu’une mauvaise paix au Darfour”, est

un refrain souvent entendu. Du point de vue des rebelles tchadiens, la sécession du Sud-Soudan et l'opposition claire affichée par Idriss Déby à ce sujet, est aussi une source d'inspiration pour certains d'entre eux – tout comme pour des communautés marginalisées ailleurs en Afrique. Ceci explique la crainte de bien des chefs d'États africains, notamment à N'Djaména, face à l'émergence d'un Sud-Soudan indépendant. 🇸🇩

V. Un rapprochement à poursuivre et renforcer

Peu d'analystes avaient vu venir le rapprochement entre le Tchad et le Soudan, ni prédit la rapidité de sa progression. Au contraire, la plupart pensaient que les dynamiques internes à chaque pays allaient continuer à alimenter le conflit. Les liens tribaux entre le premier cercle du régime tchadien et nombre de mouvements rebelles du Darfour étaient perçus comme une pierre d'achoppement critique et durable. La conviction à Khartoum que le maintien de Déby au pouvoir ne pouvait que perpétuer la rébellion au Darfour semblait condamner le conflit à s'aggraver. Et cependant les deux pays parvinrent à surmonter ces obstacles.

L'impact stabilisateur du rapprochement sur les rébellions des deux pays est indéniable. Les forces rebelles tchadiennes sont sérieusement affaiblies, éloignant clairement la possibilité immédiate d'un renversement par la force du gouvernement tchadien. La fin du soutien tchadien aux rebelles du Darfour a aussi accéléré le déclin de leur puissance militaire, déjà bien entamée par leurs constantes querelles intestines.

Cependant, les groupes rebelles du Darfour ont réussi à rester militairement menaçants et, en partie, à trouver de nouvelles possibilités de soutien. Le JEM en particulier sera sans doute amené à continuer à utiliser l'option militaire. Le soulèvement libyen, dangereux pour le JEM à court terme, pourrait aussi offrir aux rebelles du Darfour de nouvelles opportunités d'acquérir des armes. Un processus de paix satisfaisant entre le gouvernement soudanais et les mouvements rebelles, bien qu'aujourd'hui peu probable, demeure vital. La politique envers le Darfour se doit de ne pas perdre de vue les groupes rebelles, non comme les seuls protagonistes, mais comme des acteurs qui restent influents. Sans la reprise de négociations soutenues par la communauté internationale, les rebelles du Darfour risquent de menacer les relations Nord-Sud, et de ce fait de mettre en danger la stabilité de la région.

Le rapprochement en lui-même a aussi eu des effets secondaires préoccupants. Le désarmement insatisfaisant des rebelles tchadiens a réintroduit un

grand nombre de combattants au sein des communautés de l'est du Tchad, du Darfour et de la RCA – et peut-être même des deux côtés de la frontière entre le Nord et le Sud-Soudan. Reste à savoir quelles nouvelles alliances les chefs de la rébellion tchadienne pourraient nouer afin d'assurer leur survie. Il n'est pas impossible qu'ils puissent tisser des liens avec leurs ennemis d'autrefois, les rebelles du Darfour, ou se transformer en milices pour le compte de Khartoum, au Darfour ou au Sud-Soudan. Même si aucune de ces hypothèses ne se concrétise, il y a aujourd'hui au Darfour d'innombrables milices sans idéologie politique, auxquelles peuvent s'agréger des rebelles tchadiens, au risque d'aggraver l'instabilité de la région et d'y constituer une menace pour les populations civiles.

D'autre part, le rapprochement a laissé complètement de côté la crise politique qui a donné naissance à la rébellion tchadienne. Si quelques avancées ont eu lieu dans l'ouverture d'un dialogue national vers de futures élections, de plus grands pas sont nécessaires quant à la démocratisation du pays. Nombre de Tchadiens considèrent que ces processus ont échoué, ce qui les a découragés de choisir la voie d'une alternance pacifique. Créer des ouvertures en faveur d'une opposition politique – plutôt que militaire – est essentiel afin d'asphyxier le recours à la résistance armée. C'est pourquoi la réforme de la gouvernance au Tchad est essentielle.

Il existe de nombreuses possibilités pour la communauté internationale de jouer un rôle constructif à ce moment-clé. Le gouvernement tchadien a clairement atteint ses limites en matière de réintégration d'anciens combattants rebelles dans son armée déjà trop nombreuse. L'aide internationale pourrait améliorer la réintégration.

Le rapprochement n'a pas résolu les multiples conflits ethniques locaux de l'est du Tchad, notamment les conflits entre agriculteurs et éleveurs nomades ou entre les communautés installées de longue date et les nouveaux arrivants. Cela continue à alimenter l'instabilité et à fournir une raison d'être à l'opposition armée. C'est la première des causes du déplacement, entre 2005 et 2007, de 180 000 Tchadiens, dont la plupart se trouvent encore aujourd'hui dans des camps à l'est du Tchad. S'ils peuvent recruter un personnel compétent et mobiliser des fonds rapidement utilisables, les acteurs internationaux pourraient s'associer au gouvernement tchadien pour mettre en place un dialogue

entre communautés et des solutions locales soutenues par des programmes d'aide et de développement. Les efforts menés pour faciliter le retour des Tchadiens déplacés chez eux doivent aussi se poursuivre, mais ne peuvent aboutir que s'ils sont liés à des démarches en faveur de la paix et de la réconciliation.

Les gouvernements du Tchad et du Soudan ont déjà fait un certain nombre de pas afin d'élargir le rapprochement et d'atténuer d'inévitables résurgences de tensions, notamment en adoptant différents accords et plans à même de développer leurs relations politiques et économiques. Ils ont ainsi créé une compagnie commune afin de rechercher du pétrole dans les régions frontalières. Ces accords doivent maintenant être appliqués ou renforcés. Un soutien maintenu à la force jointe de la frontière (un mécanisme qui devrait être étendu à la frontière du Soudan et de la RCA) est une possibilité. Il en est d'autres, comme la reprise de vols directs entre Khartoum et N'Djaména, la restauration du commerce transfrontalier, le soutien aux marchés frontaliers, ou la création d'une zone de préférence économique entre les deux pays. Des programmes de développement transfrontaliers permettraient aussi de renforcer les liens. Les communautés des zones frontière, fréquemment marginalisées par leur gouvernement respectif, sont souvent davantage tournées vers le pays voisin. Une coordination entre les deux pays pourraient éviter de fortes disparités en matière de développement et empêcherait ainsi les populations de migrer des régions les moins développées aux zones les plus développées. Des programmes spécifiquement destinés aux nomades sont absolument cruciaux.

Ces efforts pourraient contribuer à inciter les populations déplacées à regagner leurs villages d'origine. Cela ne concerne pas uniquement les Tchadiens déplacés et les réfugiés du Darfour au Tchad mais également les milliers d'Arabes nomades qui ont quitté le Tchad pour le Darfour à cause de l'insécurité et du sous-développement de leurs régions d'origine. Les communautés arabes d'origine tchadienne ont joué un rôle important dans les conflits successifs au Darfour, et d'autres communautés non-arabes et sédentaires, en particulier parmi les populations déplacées, ont réclamé à maintes reprises leur expulsion. Au cas où l'expulsion de ces nouveaux venus arabes (très probablement uniquement ceux qui sont arrivés au cours de la guerre) soit incluse dans un accord de paix entre le gouvernement soudanais et les rebelles du

Darfour et/ou la société civile, ou si certains d'entre eux se déclarent en faveur d'un retour au Tchad, le gouvernement tchadien doit être prêt à les accueillir. Garantir la sécurité et le développement de tous les candidats au retour est essentiel.

Enfin, améliorer la sécurité dans les zones rurales dépend de la coordination des différentes initiatives, nationales et internationales, en matière de réforme de la sécurité nationale et de développement. Le DDR et le soutien aux forces comme le Détachement intégré de sécurité créé par la MINURCAT doivent être coordonnés avec d'autres programmes liés à la sécurité et au contrôle des armes. Sont ainsi à prendre en compte la lutte anti-braconnage (notamment par la nouvelle brigade en charge de la protection de l'environnement), les programmes d'atténuation de conflits entre agriculteurs et éleveurs nomades, et l'aide au développement dans les zones rurales, en particulier en faveur des nomades. Ainsi, garantir la sécurité aux nomades, souvent lourdement armés lors de leurs déplacements, et atténuer leurs conflits avec les communautés sédentaires et avec l'environnement (activités de déforestation et de braconnage) améliorerait la sécurité générale. Pour toutes ces questions de sécurité et de désarmement, une approche coercitive devrait être doublée d'une politique incitative.

Du point de vue du président Déby, la menace immédiate, celle d'un renversement par un groupe armé soutenu par l'étranger, s'est évanouie. Mais le Tchad doit toujours faire face à une grande instabilité. En rejetant de façon inébranlable le dialogue politique en faveur d'un démantèlement de la rébellion, il a supprimé le danger mais ne l'a pas éliminé. De nombreux rebelles tchadiens restent dispersés au Darfour et à l'est du Tchad. Sans moyens de subsistances propres, ces combattants vont parcourir les zones instables et sans loi du Darfour et de la zone des trois frontières, en s'attaquant aux civils ou en faisant allégeance à n'importe quel groupe armé ayant le vent en poupe. S'ils trouvent un nouvel appui, ces rebelles pourraient facilement reconstituer une opposition armée organisée. L'insurrection libyenne et les tensions le long de la future frontière entre le Nord et le Sud du Soudan sont deux facteurs qui accroissent l'instabilité régionale et les risques d'une nouvelle propagation des armes vers les rebelles tchadiens et darfouriens. Neutraliser les groupes armés n'est donc qu'une solution temporaire. 📌

Annexe 1. Groupes et coalitions de la rébellion tchadienne

Nom	Leaders	Force	Localisations dans le passé	Relations avec les autres groupes
Union des Forces de la Résistance/Union of Resistance Forces (UFR)	Timan Erdimi , un Beri issu du sous-groupe des Bideyat Billia, et proche cousin du président Idriss Déby. Depuis juillet 2010, Abdelwahid Aboud Makaye (voir UFDFF) en est le président par intérim.	A l'apogée du mouvement en mai 2009, on estimait le nombre de combattants à 6 000, pour 600 véhicules. Ces chiffres ont été réduits de moitié en septembre 2010 et de 80 % en octobre 2010.	Darfour Ouest jusqu'en mai 2009, puis région de Kutum au Darfour Nord. Fin 2010, les forces ayant refusé le désarmement traversèrent refuge dans les zones situées aux frontières de la RCA, du Darfour Sud et du Tchad.	Coalition soutenue par Khartoum composée des huit principaux groupes rebelles tchadiens.
Alliance nationale pour le changement démocratique/ National Alliance for Democratic Change (ANCD)	Mahamat Nouri , un Gorane du sous-groupe Anakazza.	Voir UFDFF.	Zone de Mellit-Sayah au nord d'El Fasher, Darfour Nord. Fin 2010, les forces ayant refusé le désarmement traversèrent refuge dans les zones situées aux frontières de la RCA, du Darfour Sud et du Tchad.	Fondée en mai 2010, l'ANCD a marqué le départ officiel de Nouri de l'UFR. Elle se présente comme une coalition rivale de l'UFR, mais est en réalité beaucoup moins importante, et composée en majorité du noyau gorane (le groupe ethnique de Nouri) de l'UFDD (lire plus haut), et de dissidents arabes issus de groupes qui sont en partie restés au sein de l'UFR, comme le CDR (voir ci-dessous) et l'UFDD-F (voir ci-dessous), ou qui ont en grande partie rejoint le gouvernement, comme le FSR (voir plus bas) et la CNT. Un certain nombre de dissidents ouaddaïens de l'UFDD (voir plus bas) ont aussi rejoint l'ANCD.

<p>Rassemblement des forces pour le changement/Rally of the Forces for Change (RFC)</p>	<p>Timan Erdimi (voir UFR).</p>	<p>Lorsqu'il a été fondé en février 2007, le RFC comptait environ 800 hommes, un chiffre tombé à près de 400 début 2009.</p>	<p>Darfour Ouest, au nord d'El Geneina (montagne d'Hadjer Morfaïm), jusqu'en mai 2009 (voir UFR).</p>	<p>Une composante de l'UFR et la faction de son président (voir UFR), le RFC était en lui-même une coalition de groupes de déserteurs berbi de l'armée tchadienne (le principal en étant le Socle pour le changement, l'unité et la démocratie/<i>Platform for Change, Unity, and Democracy</i>, établi en octobre 2005), et de dissidents ouaddaïens du FUC.</p>
<p>Union des forces pour la démocratie et le développement/ Union of Forces for Democracy and Development (UFDD)</p>	<p>Mahamat Nouri (voir ANCD).</p>	<p>Début 2009, Nouri disposait environ de 200 véhicules et de 2 000 hommes. Deux ans plus tard, il n'avait plus sous ses ordres qu'une poignée d'hommes et de véhicules.</p>	<p>Darfour Ouest jusqu'en mai 2009, puis Darfour Nord, tout d'abord la zone de Kutum jusqu'à fin 2009, puis la zone de Mellit-Sayah.</p>	<p>Fondée en octobre 2006, l'UFDD était en elle-même une coalition majeure, mais après quelques scissions, elle fut réduite au groupe de Nouri, l'Union des forces pour le progrès et la démocratie. Elle devint alors une composante de trois coalitions successives : d'abord de l'AN, dirigée par Nouri, entre février 2008 et janvier 2009 ; puis de l'UFR jusqu'en mai 2010 ; et enfin de l'ANCD.</p>
<p>Union des forces pour le changement et la démocratie/ Union of Forces for Change and Democracy (UFCD)</p>	<p>Adouma Hassaballah Djadareb, mi-arabe, mi-ouaddaïen.</p>	<p>Avant d'être largement désarmée en 2010, cette faction comprenait environ 1 500 combattants, en majorité ouaddaïens, ce qui en faisait la principale force de l'UFR (et donc de l'opposition tchadienne dans son ensemble).</p>	<p>Voir UFR.</p>	<p>Anciennement vice-président de l'UFDD, Adouma Hassaballah quitta ce mouvement pour fonder l'UFCD en mars 2008. Il rejoignit l'UFR et en devint son premier vice-président. Quelques groupes dissidents rejoignirent l'ANCD.</p>

Nom	Leaders	Force	Localisations dans le passé	Relations avec les autres groupes
<p>UFDD-Fondamental (UFDD-F)</p>	<p>Abdelwahid About Makaye, un Arabe Missiriva. Au départ, l'UFDD-F était dirigée une présidence tournante entre Makaye, Acheikh Ibn-Omar Saïd (voir ci-dessous), et Amin Baraka (ce dernier est retourné au Tchad où il est devenu conseiller du Premier Ministre).</p>	<p>1 000 combattants en mai 2009.</p>	<p>Voir UFR.</p>	<p>L'UFDD-F se sépara de l'UFDD en mai 2007. Le mouvement rejoignit Mahamat Nouri au sein de l'AN en février 2008 et janvier 2009, puis l'UFR, dont Makaye devint le second vice-président, et plus tard, après l'expulsion de Iyman Erdimi et d'Adouma Hassaballah au Qatar en juillet 2010, le président par intérim. Des groupes dissidents ont rejoint l'ANCD.</p>
<p>Conseil démocratique révolutionnaire/ Revolutionary Council (CDR)</p>	<p>Acyl Ahmat Aghbachi, un Arabe Awlad Rashid, jusqu'à sa mort en 1982, puis Acheikh Ibn-Omar Saïd, un Arabe Awlad Rashid également, qui fit renaitre son vieux mouvement lorsqu'il rejoignit l'opposition armée tchadienne au Soudan en 2006. Lorsque l'UFR fut fondée en janvier 2009, il laissa la direction et le nom du CDR à Al Badur Acyl Ahmat Aghbachi, le fils du défunt premier dirigeant du mouvement.</p>	<p>Quelques centaines.</p>	<p>Voir UFR.</p>	<p>Une composante de plusieurs coalitions successives : l'UFDD entre octobre 2006 et mai 2007, puis l'UFDD-F, dont Acheikh quitta rapidement la présidence tournante pour retourner en France en tant que réfugié politique et devenir le représentant en Europe de l'UFR lorsque la coalition vit le jour (voir plus haut). Le CDR rejoignit à l'UFR, dont Al Badur Acyl Ahmat devint commissaire aux Affaires externes, avant de rallier l'ANCD, sans être suivi par l'ensemble de ses hommes.</p>

<p>Front pour le salut de la république/ Front for the Salvation of the Republic (FSR)</p>	<p>Ahmat Hassaballah Soubiane, un Arabe de la branche des Rizeigat Mahamid.</p>	<p>1 000 combattants en 2008–09.</p>	<p>Darfour Ouest et frontière Soudan–Tchad–RCA.</p>	<p>Fondé après les autres mouvements, en 2007, le FSR s'est d'abord allié au marginal FPRN (voir ci-dessous) avant de rejoindre l'AN de Mahamat Nouri, puis l'UFR pour une très courte période. Une semaine après la fondation de la coalition en janvier 2009, Soubiane contesta la présidence de Timan Erdimi et ouvrit des négociations directes avec N'Djaména par l'entremise de la Libye, ce qui l'amena à revenir au gouvernement en juillet 2009. Les forces restantes rejoignirent l'ANCD.</p>
<p>Front populaire pour la renaissance nationale/Popular Front for National Rebirth (FPRN)</p>	<p>Adoum Yacoub 'Kougou', un Ouaddaïen d'origine gorane et un vétéran de l'opposition armée tchadienne.</p>	<p>A son apogée entre mai 2009 et avril 2010, le FPRN ne comptait que quelques centaines de combattants, néanmoins dotés d'une solide expérience militaire.</p>	<p>Frontière Soudan–Tchad–RCA.</p>	<p>Fondé en 2001, le FPRN rassemblait des groupes issus des premiers mouvements d'opposition armés au gouvernement d'Idriss Déby dans les années 90, en particulier l'ANR. Outre des forces ouaddaïennes, il comprenait des combattants masalit qui décidèrent de diriger leur mouvement contre le gouvernement du Soudan afin de soutenir leurs parents darfouriens de la SLA. Cela empêcha le FPRN d'obtenir une quelconque aide du Soudan jusqu'à ce qu'il rejoigne l'UFR entre janvier et mai 2009. Entre 2005 et 2009, le FPRN tenta de se rapprocher d'autres groupes rebelles actifs à la frontière entre le sud du Tchad et la RCA, en particulier le MPRD, l'un des mouvements actifs au sud du Tchad, dirigé par Djibrine Dassert.</p>

Source : HSBA (n.d.c.)

Annexe 2. Chronologie du rapprochement Tchad–Soudan

2009

Août Le Dr Ghazi Salahaddin, représentant du gouvernement soudanais chargé des négociations du Darfour, et Moussa Faki Mahamat, le ministre tchadien des Affaires étrangères, ouvrent des discussions préliminaires à Tripoli sous les auspices de la Libye.

Septembre Ghazi et Moussa Faki se rencontrent à nouveau lors de pourparlers informels au cours de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York, cette fois-ci en présence du Dr Ali Osman Mohamed Taha, le second vice-président soudanais.

Octobre Le président Omar El-Béchir envoie Ghazi à N'Djaména, porteur d'un message destiné au président Idriss Déby.

Décembre Le Tchad envoie à Khartoum une délégation dirigée par Moussa Faki afin de discuter d'une éventuelle restauration des relations diplomatiques.

26 Décembre Le Soudan et le Tchad s'accordent pour empêcher les mouvements armés basés de part et d'autre de la frontière de la franchir. Quelques jours plus tard, les groupes rebelles tchadiens basés au Darfour transfèrent leurs bases de la frontière vers l'intérieur du Darfour.

2010

Janvier Khartoum et N'Djaména signent un "accord de normalisation" (Accord de N'Djaména), réouvrant la frontière pour la première fois depuis 2003 et établissant une force commune de 3 000 hommes répondant à un commandement conjoint qui sera basé six mois à El Geneina au Darfour et six mois à Abéché à l'est du Tchad. Le Tchad demande au Conseil de sécurité des Nations Unies de ne pas renouveler le mandat de la MINURCAT, qui doit prendre fin le 15 mars.

8-9 février Déby se rend à Khartoum pour rencontrer El-Béehir, renouant les relations chaleureuses qu'ils entretenaient avant l'insurrection. Les deux présidents semblent plus sincères que jamais dans leur intention de mettre fin à leur guerre par procuration. Déby réaffirme son intention de mettre un terme à la MINURCAT, qu'il considère comme un "échec".

20 février Sous la pression du Tchad, le président du JEM, Khalil Ibrahim, signe un "accord-cadre" et un cessez-le-feu avec Ghazi à N'Djaména. L'accord est alors envoyé à Doha pour être signé par les représentants des deux parties aux pourparlers officiels qui se tiennent là-bas. Peu de temps après, N'Djaména ordonne aux troupes du JEM de quitter le Tchad.

Mars Le Tchad et le Soudan déploient une force conjointe de 1 500 hommes chacun le long de leur frontière commune.

23 Avril Après de difficiles négociations, le Tchad et la MINURCAT parviennent à un accord sur le retrait de la force de l'ONU.

Mai Mahamat Nouri quitte officiellement l'UFR pour former sa propre coalition, l'ANCD.

19 mai Le Tchad refuse que Khalil et d'autres membres du JEM transitent par leur territoire pour se rendre au Darfour. Les rebelles sont retenus à l'aéroport de N'Djaména pendant 19 heures avant d'être renvoyés en Libye. Le Soudan demande aux pays voisins de ne pas accueillir Khalil, mais Khartoum aurait refusé une offre du Tchad d'arrêter et de leur livrer le chef du JEM.

25 mai Adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, la Résolution 1923 organise le retrait de la MINURCAT en deux étapes : sa composante militaire de 3 300 hommes sera réduite à 2 200 hommes à la mi-juillet (1 900 au Tchad, 300 en RCA) ; après la mi-octobre, ce qui reste de la composante militaire et la composante civile devront se retirer progressivement. Toutes les forces de la MINURCAT doivent être parties avant le 31 décembre. Il est intéressant de noter que le mandat de la MINURCAT est renouvelé mais sans sa principale mission, à savoir la protection des populations civiles. Le gouvernement tchadien déclare qu'il remplira lui-même cette fonction.

Juillet Khartoum demande aux principaux chefs de la rébellion tchadienne, parmi lesquels Timan Erdimi, Mahamat Nouri et Tahir Guinassou, de quitter son territoire. Accompagnés d'Adouma Hassaballah Djadareb, les trois hommes sont envoyés au Qatar deux jours avant la visite d'El-Béchar à N'Djaména. Peu après, une première vague de rebelles tchadiens, la plupart issus de l'ANCD de Nouri, acceptent de rentrer à N'Djaména.

Septembre Après une visite à Khartoum, le "médiateur national" tchadien Abderahman Moussa retourne à N'Djaména avec une seconde vague de rebelles "ralliés".

Octobre Le désarmement volontaire de 2 000 combattants de l'UFR a lieu à El Fasher, au Darfour Nord.

Novembre Quelques jours après son retour au Tchad, après avoir négocié son ralliement avec des officiels tchadiens en Ethiopie, Tahir Guinassou est arrêté en même temps que Tahir Wodji, l'ancien chef d'état-major de l'UFR et que trois autres chefs rebelles.

2011

Janvier Le référendum du Sud-Soudan sur l'auto-détermination se déroule globalement de façon pacifique.

13 février Premières élections parlementaires au Tchad depuis 2001.

Notes

- 1 Beri est un terme utilisé par le groupe lui-même ; Zaghawa et Bideyat sont les termes utilisés par les arabophones.
- 2 Déclaration du général Dagache à la Conférence sur la paix et la sécurité au Tchad, organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010.
- 3 Interview de l'auteur avec le porte-parole militaire de la SLA-AW, Nimir Mohamed Abderahman, Nairobi, juin 2010.
- 4 Interview de l'auteur avec Suleiman Jamous, Londres, juin 2008.
- 5 Interview de l'auteur avec le président par interim de l'Union des forces de la résistance (UFR), Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 6 Interviews de l'auteur avec les leaders rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 7 Le 3 février, la France proposa d'évacuer Déby, mais ce dernier refusa catégoriquement (Fontrier, 2009, p. 230).
- 8 Interviews de l'auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2009 et Paris, juin 2010.
- 9 Interview de l'auteur avec un dirigeant du JEM, Abéché, mars 2007.
- 10 Déby réussit néanmoins à obtenir un accord verbal de non-agression (militaire et dans les médias) entre les factions issues du JEM (interview de l'auteur avec un officiel tchadien, N'Djaména, mars 2010).
- 11 Interview de l'auteur avec un dirigeant du JEM, Paris, juin 2008.
- 12 Interviews de l'auteur avec des officiels tchadiens et des dirigeants du JEM, N'Djaména et Abéché, janvier 2008, mai 2009, et avril et novembre 2010. Voir De Waal (2008).
- 13 Certaines factions rebelles du Darfour affirment que le Sultan Timan Déby et le général Abderahim Bahar Mahamat Itno – tous deux proches parents du président Déby, bien que n'agissant pas forcément avec son assentiment – donnèrent au JEM entre 50 et 80 véhicules qui avaient été repris aux rebelles tchadiens lors du raid manqué de février (interview de l'auteur avec des chefs rebelles du Darfour, Paris, avril 2008).
- 14 Interview de l'auteur avec un officiel de la présidence tchadienne, N'Djaména, mai 2009 ; voir Fontrier (2009, p. 251).
- 15 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, novembre 2010.
- 16 Des dirigeants de l'UFR ont reconnu au bas de la lettre la signature de Timan Erdimi, surnommée "le globe" en raison de sa forme arrondie. Mais ils affirment que le document a plus probablement été divulgué au gouvernement tchadien par un traître plutôt que trouvé dans une voiture capturée. Le chiffre de 20.000 mitrailleuses Goronov semble bien trop élevé pour être exact (interviews de l'auteur avec des dirigeants de l'UFR, Khartoum, décembre 2009, et Paris, décembre 2010).
- 17 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, novembre 2010.
- 18 Par exemple, fin 2008, l'UFDD de Mahamat Nouri reçut des mitrailleuses de 12,7 mm, des canons sans recul de 106 mm et des roquettes pour des lance-roquettes multiples de 107 mm

et de 122 mm. Peu de temps après avoir reçu le matériel, les rebelles tchadiens furent entraînés au maniement de missiles sol-air et de missiles anti-tank dans des camps d'entraînement au Darfour Ouest, en présence de membres du Service national d'intelligence et de sécurité soudanais (NISS) (ONU, 2009, pp. 28–29).

- 19 Observations de l'auteur dans la zone de Kornoy, mai 2009, et interviews de l'auteur avec des rebelles du JEM, zone de Kornoy, mai 2009, et d'anciens rebelles du JEM, N'Djaména, novembre 2010.
- 20 Interview de l'auteur avec Nimir Mohamed Abderahman, Nairobi, juin 2010.
- 21 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Paris, juillet et septembre 2010, et Khartoum, décembre 2010 ; et avec d'anciens rebelles, N'Djaména, novembre 2010.
- 22 Interviews de l'auteur avec des dirigeants rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 23 Interviews de l'auteur avec des dirigeants rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 24 Interview de l'auteur avec un dirigeant de l'UFR, Paris, juin 2010.
- 25 Interview de l'auteur avec le président par intérim de l'UFR, Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 26 Observations de l'auteur dans la zone de Kornoy et interviews avec des rebelles du JEM, notamment ceux qui ont participé à la bataille de Kornoy, zone de Kornoy, mai 2009, et N'Djaména, Abéché, et Birak, mars–avril 2010. Pour des descriptions de la bataille de Kornoy et de la garnison de Kornoy après le raid du JEM, voir Tubiana (2010c, pp. 295–321).
- 27 Interviews de l'auteur avec des rebelles du JEM, notamment ceux qui ont participé à la bataille d'Am Boru, N'Djaména, Abéché, et Birak, mars–avril 2010.
- 28 Interview de l'auteur avec un officiel tchadien, N'Djaména, mars 2010.
- 29 Interview de l'auteur avec Djibril Bassolé, Doha, juillet 2010. Voir Murphy et Tubiana (2010).
- 30 Interview de l'auteur avec un officiel du ministère français des Affaires étrangères, novembre 2008. Voir Tubiana (2010a).
- 31 Interviews de l'auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 32 Interviews de l'auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, septembre et novembre 2010, et Khartoum, décembre 2010.
- 33 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, novembre 2010.
- 34 Interviews de l'auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, novembre 2010, et Khartoum, décembre 2010. Voir Flint (2010, p. 42).
- 35 Interviews de l'auteur avec des officiels tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 36 Interviews de l'auteur avec des officiels tchadiens et des cadres du JEM, N'Djaména, mars–avril 2010.
- 37 Lire plus haut et Tubiana (2008a, p. 26).
- 38 Interview de l'auteur avec un cadre du JEM, N'Djaména, mars 2010. Voir Tanner et Tubiana (2007, pp. 60–62).
- 39 Interview de l'auteur avec un général beri, N'Djaména, mars 2010.
- 40 Interview de l'auteur avec un cadre du JEM, N'Djaména, mars 2010.
- 41 Interview de l'auteur avec un officiel beri tchadien, N'Djaména, mars 2010.
- 42 Interview de l'auteur avec le ministre des Affaires étrangères tchadien, Moussa Faki Mahamat, N'Djaména, novembre 2010.
- 43 Interview de l'auteur avec le ministre des Affaires étrangères tchadien, Moussa Faki Mahamat et intervention de Moussa Faki à la Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010.

- 44 Interview de l’auteur avec le ministre des Affaires étrangères tchadien, Moussa Faki et intervention de Moussa Faki à la Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad organisée par le Comité de suivi de l’appel à la paix et la réconciliation, N’Djaména, Novembre 2010.
- 45 Interview de l’auteur avec un officiel tchadien, N’Djaména, mars 2010 (Voir Tubiana, 2010a) ; interview avec le ministre des Affaires étrangères tchadien Moussa Faki Mahamat ; et intervention de Moussa Faki à la Conférence sur la Paix et la Sécurité organisée par le Comité de suivi de l’appel à la paix et la réconciliation, N’Djaména, novembre 2010.
- 46 Intervention de Moussa Faki Mahamat à la Conférence sur la Paix et la Sécurité au Tchad organisée par le Comité de suivi de l’appel à la paix et la réconciliation, N’Djaména, novembre 2010.
- 47 Interview de l’auteur avec un officiel tchadien, N’Djaména, mars 2010.
- 48 Intervention de Moussa Faki Mahamat à la Conférence sur la Paix et la Sécurité organisée par le Comité de suivi de l’appel à la paix et la réconciliation, N’Djaména, novembre 2010.
- 49 Interviews de l’auteur avec des dirigeants de l’UFR, notamment Acheikh Ibn-Omar Saïd, Paris, septembre 2010.
- 50 Interview de l’auteur avec un dirigeant de l’UFR, Paris, décembre 2010. La majeure partie des factions étaient au départ basées au Darfour Ouest, en particulier au nord de la capitale, El Geneina. Elles se sont déplacées vers la zone d’Habila plus au sud en mars 2009 afin de préparer le raid de mai.
- 51 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2009 et décembre 2010, et Paris, décembre 2010.
- 52 Rapport confidentiel de l’UNAMID, 6 juin 2010 ; interviews de l’auteur avec des dirigeants de l’UFR, Khartoum, décembre 2010.
- 53 Interviews de l’auteur avec un commandant de la SLA-Ain Siro, Doha, juillet 2010, et un dirigeant de l’UFR, Paris, décembre 2010.
- 54 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 55 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, septembre 2010.
- 56 Il y eut cinq chefs “expulsés” du Soudan, mais des dirigeants rebelles affirment que la liste aurait inclut dix autres noms (interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum et Paris, décembre 2010).
- 57 Interview de l’auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 58 Interview de l’auteur avec le médiateur national Abderahman Moussa, N’Djaména, novembre 2010.
- 59 Interview de l’auteur avec le médiateur national Abderahman Moussa, N’Djaména, novembre 2010.
- 60 Interviews de l’auteur avec des diplomates occidentaux, N’Djaména, novembre 2010.
- 61 Interviews de l’auteur avec d’anciens chefs rebelles tchadiens, N’Djaména, novembre 2010.
- 62 Interview de l’auteur avec un officiel tchadien, N’Djaména, novembre 2010.
- 63 Interview téléphonique de l’auteur avec un chef rebelle tchadien, janvier 2011.
- 64 Interview de l’auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N’Djaména, novembre 2010.
- 65 Interviews de l’auteur avec le médiateur national tchadien Abderahman Moussa et avec un ancien chef rebelle, N’Djaména, novembre 2010. Le plupart des hommes qui vinrent avec Soubiane étaient des combattants soudanais, notamment des miliciens arabes ‘janjawid’ qui avaient intégré le FSR – ce qui indique clairement que Soubiane et ses hommes attendaient

- en retour une récompense conséquente du gouvernement tchadien (interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, novembre 2010).
- 66 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 67 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, Novembre 2010.
- 68 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, Novembre 2010.
- 69 Entre 500 et 600 ex-rebelles se sont rendus du Soudan au Tchad dans des vols affrétés par N'Djaména et Khartoum (interview de l'auteur avec le ministre des Affaires étrangères tchadien Moussa Faki Mahamat, N'Djaména, novembre 2010).
- 70 Interviews de l'auteur avec des officiels tchadiens et un diplomate occidental, N'Djaména, novembre 2010.
- 71 Interviews de l'auteurs avec des officiels tchadiens et des dipmlomates occidentaux, N'Djaména, novembre 2010, et le président par intérim de l'UFR Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 72 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d'anciens rebelles, N'Djaména, novembre 2010.
- 73 Interviews de l'auteur avec des officiels de la présidence tchadienne, novembre 2010.
- 74 Voir <http://www.presidentetchad.org/Decrets/decret_013_2011.html>.
- 75 Interview de l'auteur avec un ancien chef rebelle tchadien, N'Djaména, novembre 2010.
- 76 Interviews de l'auteur avec des délégués de l'UFR aux pourparlers, Paris et Khartoum, décembre 2010.
- 77 Interview de l'auteur avec des dirigeants rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 78 Interview de l'auteur avec le ministre des Affaires étrangères tchadien Moussa Faki Mahamat et intervention de Moussa Faki à la Conférence sur la paix et la sécurité au Tchad organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010. Voir *Sudan Tribune* (2010h).
- 79 Interview de l'auteur avec le médiateur national Abderahman Moussa, N'Djaména, novembre 2010.
- 80 Interviews de l'auteur avec des diplomates occidentaux, N'Djaména, novembre 2010.
- 81 Interviews de l'auteur avec le médiateur national Abderahman Moussa, N'Djaména, novembre 2010, et avec le président par intérim de l'UFR Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 82 Interviews de l'auteur avec le gouverneur du Tibesti Wardougou Bollou, le médiateur national Abderahman Moussa, et le ministre des Affaires étrangères tchadien Moussa Faki Mahamat, N'Djaména, novembre 2010.
- 83 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010 ; voir aussi Tubiana (2008a, p. 52 ; 2009).
- 84 Interviews de l'auteur avec d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 85 Interviews de l'auteurs avec d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 86 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 87 Interview de l'auteur avec un officiel tchadien, N'Djaména, mars 2010. Voir Tubiana (2010b, pp. 217–18, 222).
- 88 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 89 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.

- 90 Interview de l’auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 91 Interview de l’auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 92 Interviews de l’auteur avec des dirigeants SLA au Darfour Nord, Doha, juillet 2010.
- 93 Courriels et conversations téléphoniques de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens non-arabes, janvier 2011.
- 94 Ces transfuges appartiennent au groupe de Nureddin (Addin) Mohamed Mahir, un *commander* missiriya jebel qui quitta le JEM au cours de l’attaque gouvernementale de mai 2010 sur sa base du Jebel Mun.
- 95 Interview de l’auteur avec des leaders du JEM, Paris, janvier 2011, et conversation téléphonique avec un leader rebelle tchadien non-Arabe, janvier 2011.
- 96 Le JEM déclare avoir obtenu cette information d’un de ses prisonniers de l’armée soudanaise (interview de l’auteur avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011).
- 97 Interview de l’auteur avec le secrétaire général de l’UFR, Abakar Tollimi, Khartoum, décembre 2009.
- 98 Interviews de l’auteur avec un *commander* de la SLA-Ain Siro, Doha, juillet 2010, et Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010. Voir Tubiana (2010c, pp. 231–36).
- 99 Interview de l’auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010. Voir Tanner et Tubiana (2010, p. 30).
- 100 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 101 Interviews de l’auteur avec Saleh Adam Ishag, N’Djaména, mars 2010, et Doha, juillet 2010.
- 102 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, juin 2010.
- 103 Interview de l’auteur avec Saleh Adam Ishag, N’Djaména, mars 2010.
- 104 Interview de l’auteur avec Saleh Adam Ishag, N’Djaména, mars 2010.
- 105 Interview de l’auteur avec Saleh Adam Ishag, N’Djaména, mars 2010. Voir plus haut.
- 106 Interview de l’auteur avec un officiel de l’ONU, lieu confidentiel, avril 2010.
- 107 Interview de l’auteur avec Saleh Adam Ishag, Doha, juillet 2010.
- 108 Lettre du Conseil des autorités de Sayah sur les rebelles tchadiens présents dans la zone, datée du 6 janvier 2010.
- 109 Interviews de l’auteur avec des dirigeants du JEM, Abéché, avril 2010, et de l’UFR, Khartoum, décembre 2009. Voir Tanner et Tubiana (2007, pp. 40–45).
- 110 Interviews et interviews téléphoniques de l’auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d’anciens rebelles tchadiens, N’Djaména, novembre 2010. Le JEM nie recruter d’anciens rebelles tchadiens et avoir des liens avec l’UFR (interview de l’auteur avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011).
- 111 Interview de l’auteur avec un dirigeant du JEM, Abéché, avril 2010.
- 112 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010.
- 113 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, juin–septembre 2010.
- 114 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Paris, septembre 2010, et Khartoum, décembre 2010.
- 115 Interview de l’auteur avec un officiel tchadien, Paris, mars 2010. Le président Déby accorda à Dassart une amnistie en janvier 2011, ainsi qu’à Tahir Guinassou et Tahir Wodji. Voir <http://www.presidentetchad.org/Decrets/decret_013_2011.html>.
- 116 Interviews de l’auteur avec des chefs rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et conversations téléphoniques et courriels avec Adoum Yacoub ‘Kougou’, janvier 2011.

- 117 Interview de l'auteur avec le sheikh Mahamat Jarma, dirigeant politique de l'UFR, Khartoum, décembre 2010.
- 118 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 119 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 120 Interview téléphonique de l'auteur avec un chef rebelle tchadien, janvier 2011.
- 121 Interview de l'auteur avec des dirigeants de l' UFR, Paris, novembre 2010, et Khartoum, décembre 2010. Le président Déby accorda à Jibrin Azzein une amnistie en janvier 2011, ainsi qu'à Tahir Guinassou, Tahir Wodji, et Djibrine Dassert. Voir <http://www.presidencetchad.org/Decrets/decret_013_2011.html>.
- 122 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 123 Interviews de l'auteur avec des rebelles tchadiens, Khartoum, décembre 2010, et d'anciens rebelles tchadiens, N'Djaména, novembre 2010.
- 124 Interview avec Timan Erdimi, Doha, décembre 2010.
- 125 Interview téléphonique de l'auteur avec un dirigeant du RFC et interview avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011.
- 126 Interview de l'auteur avec des chefs de l'UFR, Paris, novembre 2010, et Khartoum, décembre 2010. Voir UNSC (2010, p. 8).
- 127 Adoum Yacoub 'Kougou' a dit qu'il 'ne souhaitait pour le moment ni confirmer ni infirmer la rumeur portant sur la présence de rebelles tchadiens au Sud-Soudan' (courriels et interviews téléphoniques de l'auteur avec Adoum Yacoub 'Kougou', janvier 2011).
- 128 Voir Communiqué du Comité d'investigation et de libération d'Adouma Hassaballah Djalalrab (2011).
- 129 Interview téléphonique de l'auteur avec Adoum Yacoub 'Kougou', janvier 2011.
- 130 Interviews téléphoniques avec des chefs rebelles tchadiens, janvier 2011.
- 131 Parfois appelée MINURCAT 2 afin de la distinguer de la MINURCAT 1, la mission de l'ONU qui servait déjà d'ombrelle pour l'EUFOR, mais dont la tâche était essentiellement d'entraîner le Détachement intégré de sécurité, une nouvelle force tchadienne composée de 850 policiers et gendarmes en charge d'assurer la sécurité à l'intérieur et autour des douze camps de réfugiés du Darfour au Tchad.
- 132 "Je me suis rendu au Tchad et au Soudan pour négocier avec les présidents Idriss Déby et Omar el-Béchir la mise en place d'une opération de maintien de la paix au Tchad. Ils l'ont acceptée. Le vote, à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, de la résolution 1769 du Conseil de sécurité décidant l'envoi au Darfour de cette force (Minuad) a été la concrétisation de ce combat pour une sécurité accrue." (Kouchner, 2010).
- 133 Voir aussi UNSC (2010, p. 13).
- 134 Interventions à la Conférence sur la Paix et la sécurité au Tchad organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010. Un rapport du secrétaire général de l'ONU de décembre 2010 estime que 43 000 déplacés sont retournés dans leur village avant la saison des pluies de 2010 (juillet–septembre), alors que 137 500 déplacés restent dans les camps. Voir UNSC (2010, p. 1).
- 135 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 136 Intervention du général Dagache à la Conférence sur la Paix et la Sécurité organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010.

- 137 Interview de l'auteur avec un officiel tchadien, Paris, mars 2010.
- 138 Interview de l'auteur avec un officiel de l'EUFOR, Paris, janvier 2009.
- 139 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT official, N'Djaména, novembre 2010.
- 140 Intervention du général Dagache à la Conférence sur la Paix et la Sécurité organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010.
- 141 Interview de l'auteur avec Abdelwahid Aboud Makaye, Khartoum, décembre 2010.
- 142 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 143 Intervention du général Dagache à la Conférence sur la Paix et la Sécurité organisée par le Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, N'Djaména, novembre 2010.
- 144 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 145 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 146 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 147 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 148 Interview de l'auteur avec un officiel de la MINURCAT, N'Djaména, novembre 2010.
- 149 Interview de l'auteur avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011.
- 150 Interviews de l'auteur avec un ancien dirigeant du JEM, N'Djaména, novembre 2010 et avec des dirigeants de l'UFR, Khartoum, décembre 2010.
- 151 Interviews de l'auteur avec des dirigeants de l'UFR, Khartoum, décembre 2010.
- 152 Voir <http://www.presidencetchad.org/Decrets/decret_1093_2010.html> et <http://www.presidencetchad.org/Decrets/decret_1094_2010.html>.
- 153 Parallèlement au rapprochement avec le Soudan, le président Déby a de plus en plus cherché le soutien du clan de sa mère, les Gerikaura, par opposition aux Kolyala, le clan de la mère de Timan et de leur père commun.
- 154 Interviews de l'auteur auprès de la diaspora beri, Paris, décembre 2010.
- 155 <<http://www.smallarmssurveysoudan.org/pdfs/facts-figures/armed-groups/darfour/HSBA-Armed-Groups-JEM.pdf>>.
- 156 Interview de l'auteur avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011. Voir Tanner et Tubiana (2007, p. 52).
- 157 Interviews de l'auteur avec des dirigeants du JEM, N'Djaména, mars 2010. Hilal a été en contact avec le JEM par l'intermédiaire de la famille Déby au moins depuis 2006 (voir plus haut). Au cours de l'été 2010, des rumeurs ont circulé sur le fait qu'Hilal espérait rejoindre le JEM avec plusieurs milliers de troupes. Mais selon les dirigeants du JEM, le chef arabe était seulement en train de négocier un accord afin que les chameaux de sa tribu puissent atteindre les pâturages du *jizzu* au Darfour Nord, une zone sous contrôle rebelle. La saison des pluies de 2010 a été très bonne, ce qui a permis au désert de verdier après plusieurs années sans *jizzu* (interview téléphonique de l'auteur avec un dirigeant du JEM, janvier 2011).
- 158 Voir Flint (2010, p. 38) ; Marchal (2010, p. 88).
- 159 Interview de l'auteur avec un officiel de l'EUFOR, Paris, janvier 2009.
- 160 Courriel émanant d'une source gouvernementale soudanaise, décembre 2011.
- 161 <<http://www.smallarmssurveysoudan.org/pdfs/facts-figures/armed-groups/darfour/HSBA-Armed-Groups-JEM.pdf>>.
- 162 Voir Reuters (2011).
- 163 Parmi les rebelles du Darfour, le JEM et la SLA-MM ont tous deux publiquement manifesté leur inquiétude à ce sujet.

- 164 Interview de l’auteur avec des dirigeants du JEM, Paris, janvier 2011.
- 165 Interview de l’auteur avec un dirigeant de la SLA-Juba, Juba, juin 2010. Voir HSBA (n.d.a).
- 166 Interviews de l’auteur avec des dirigeants de la SLA-Juba, Juba, juin 2010. Voir GoS (2010).
- 167 Il s’agit du “Groupe de Tripoli” ou “Forces révolutionnaires de libération du Soudan”, parrainé par le Libye, et du *Roadmap Group* ou Groupe d’Addis Abeba formé par l’envoyé spécial des États-Unis avec un soutien éthiopien.
- 168 Qui est mort à Juba début 2011.
- 169 Interviews de l’auteur avec des dissidents de la SLA-AW, Doha, juillet 2010, et interviews téléphoniques avec des dissidents de la SLA-AW à Juba, octobre–novembre 2010. Voir GoS (2010); Jibril (2010, p. 20).
- 170 Conversations téléphoniques avec des rebelles basés à Juba, octobre–décembre 2010, et interview avec Abdallah Yahya, dirigeant de la SLA-Unity, emplacement non révélé, novembre 2010. Voir GoS (2010).
- 171 Interview de l’auteur avec un ancien cadre de la SLA-MM, Khartoum, décembre 2010.
- 172 Courriel d’un diplomate français, janvier 2011.
- 173 Voir aussi *Sudan Tribune* (2010h ; 2010i).
- 174 Sur l’enclave de Kafia Kingi, lire Thomas (2010).
- 175 Courriel d’un observateur international au Darfour, mars 2011.
- 176 Interviews de l’auteur, Khartoum, décembre 2010.
- 177 Interview de l’auteur avec un ancien dirigeant du JEM, N’Djaména, novembre 2010.
- 178 Courriels et interviews téléphoniques de l’auteur avec des diplomates occidentaux, janvier 2011. Voir *Sudan Tribune* (2011b).
- 179 Le président Kiir l’affirma notamment à l’ancien président américain Jimmy Carter, dont la fondation, le centre Carter, a envoyé des observateurs au référendum. Voir Centre Carter (2011). Voir aussi *Sudan Tribune* (2011a; 2011c).
- 180 Interviews téléphoniques de l’auteur avec des chefs rebelles du Darfour basés à Juba et à Kampala, janvier et mars 2011.
- 181 Sur ces zones, voir Johnson (2010).
- 182 Interviews de l’auteur avec des dirigeants et des combattants du JEM originaires du Kordofan, zone de Kornoy, Darfour Nord, mai 2009. Voir Tanner et Tubiana (2007, p. 35) ; Fontrier (2009, p. 213) ; HSBA (n.d.b).

Bibliographie

- Accord de N'Djaména. 2010. Accord de N'Djaména sur la normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan. 15 janvier.
<http://www.primature-tchad.org/index.php?option=com_content&view=article&id=210>
- AFP (Agence France-Presse). 2010a. "Le chef d'un mouvement rebelle du Darfour expulsé du Tchad." 19 mai.
- . 2010b. "La force de l'ONU au Tchad et en Centrafrique va plier bagages." 25 mai.
- . 2010c. "Tchad/Minurcat : N'Djaména confiant, ONG, rebelles, opposition inquiets." 26 mai.
- Baldo, Suliman. 2009. "Darfur and Whole-of-Sudan Scenarios." In Damien Helly, éd. *Post-2011 Scenarios in Sudan: What Role for the EU?* Paris : Institut d'études de sécurité (Union européenne), pp. 25-30.
- Centre Carter. 2011. *Trip Report by Former U.S. President Jimmy Carter to Sudan, 5-16 janvier, 2011-18 2011*. Atlanta : Carter Center.
- Comité sectoriel de la RSS (Réforme du secteur de la sécurité). 2009. *Atlas des systèmes sociaux et institutionnels d'utilisation de l'espace Est centrafricain*. Bangui : Comité sectoriel de la RSS. Novembre.
- Communiqué du Comité d'investigation et de libération D'Adouma Hassaballah Djadalrab. 2011. "Tchad : Communiqué du Comité d'investigation et de libération D'Adouma Hassaballah Djadalrab." Blog. 18 février. <<http://www.tchadhanana.org/article-tchad-communique-du-comite-d-investigation-et-de-liberation-d-adouma-hassaballah-djadalrab-67490622.html>>
- Debos, Marielle. 2008. "Fluid Loyalties in a Regional Crisis : Chadian "Ex-liberators" in the Central African Republic." *African Affairs*. Mars, pp. 225-241.
- . A paraître. "Living by the Gun in Chad : Armed Violence as a Prosaic Occupation."
- De Waal, Alex. 2008. "Regional Dimensions to Sudanese Politics." Document non publié. Conflict Prevention and Peace Forum. 22 avril.
- Enough Project. 2009. "Chad's Domestic Crisis : The Achilles Heel for Peacemaking in Darfur." Juillet. <http://www.enoughproject.org/publications/Chads-domestic-crisis-achilles-heel-peacemaking-darfour#_edn1>
- Flint, Julie. 2010. *Rhetoric and Reality: The Failure to Resolve the Darfur Conflict*. HSBA Working Paper No. 19. Genève : Small Arms Survey. <http://www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/sudan/Sudan_pdf/SWP%206%20Darfur%20rebels.pdf>
- Fontrier, Marc. 2009. *Le Darfour: organisations internationales et crise régionale, 2003-2008*. Paris : L'Harmattan-Aresæ.
- GoS (Gouvernement du Soudan-Government of Sudan). 2010. *Special Report on the Presence of Darfur Movements' Elements in the South*. Document non publié.
- Haggar, Ali. 2007. "The Origins and Organization of the Janjawid in Darfur." In Alex de Waal, éd. *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, pp. 113-39.
- HSBA (Human Security Baseline Assessment). n.d. "Sudan Liberation Army-Juba (1) [SLA-Juba (1)]." Consulté en janvier 2011. <<http://www.smallarmssurveysudan.org/pdfs/facts-figures/armed-groups/darfur/HSBA-Armed-Groups-SLA-JUBA.pdf>>

- . n.d.b. "Armed Entities around Abyei." Consulté en février 2011. <<http://www.smallarmssurvey.sudan.org/pdfs/facts-figures/armed-groups/three-areas/HSBA-Armed-Groups-Abyei.pdf>>
- . n.d.c. "Chadian Armed Opposition Groups." Consulté en février 2011. <<http://www.smallarmssurveysudan.org/facts-figures-armed-groups-darfur-Chad.php>>
- Hussein Mohammad, Khalid. 2010. "Open Pla." *Khartoum Monitor*. 2 décembre, p. 5.
- ICG (International Crisis Group). 2009. "Chad : Powder Keg in the East." Nairobi/Bruxelles : ICG. 15 avril. <<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/Chad/149-Chad-powder-keg-in-the-east.aspx>>
- Jibril, Abdelbagi. 2010. *Past and Future of UNAMID: Tragic Failure or Glorious Success?* Kampala/Genève : Human Rights and Advocacy Network for Democracy. Juillet.
- Johnson, Douglas. 2010. *When Boundaries Become Borders*. Londres/Nairobi : Rift Valley Institute.
- Kouchner, Bernard. 2010. "Oui, on peut être militant et ministre." *Libération*. 24 mars.
- Lanz, David. 2011. "The EU and the "Darfurisation" of Eastern Chad." In *Paix sans frontières : Building Peace across Borders*, Accord n° 22. Londres : Conciliation Resources. Janvier, pp. 39-42.
- Large, Daniel. 2008. *Sudan's Foreign Relations with Asia*. Pretoria : Institute for Security Studies. Février.
- Lewis, Mike. 2009. *Skirting the Law: Sudan's Post-CPA Arms Flows*. HSBA Working Paper n° 18. Genève : Small Arms Survey. <<http://www.smallarmssurveysudan.org/pdfs/HSBA-SWP-18-Sudan-Post-CPA-Arms-Flows.pdf>>
- Marchal, Roland. 2006. "Tchad/Darfour : vers un système de conflits." *Politique africaine*, n° 102. Juin, pp. 135-54. <<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/102135.pdf>>
- . 2009. "Understanding French Policy toward Chad/Sudan? A Difficult Task." Making Sense of Darfour. Social Science Research Council blog. Juin. <<http://blogs.ssrc.org/sudan/2009/06/04/understanding-french-policy-toward-chadsudan-a-difficult-task-1/>>
- . 2010. "The Regional Dimension of Sudanese Politics." In *Sudan—No Easy Ways Ahead*. Berlin : Heinrich Böll Stiftung, pp. 79-97.
- Murphy, Theo et Jérôme Tubiana. 2010. *Civil Society in Darfur: The Missing Peace*. Washington, DC : United States Institute of Peace. Septembre. <<http://www.usip.org/publications/civil-society-in-darfur>>
- Naftalin, Mark. 2011. "Beyond Southern Soudan." *The World Today*. Janvier, pp. 16-17.
- Reuters. 2011. "Exclusive : Darfur Rebels Urge Rescue of JEM Leader from Libya." 28 février. <<http://www.reuters.com/article/2011/02/28/us-sudan-libya-darfur-idUKTRE71R4VB20110228>>
- Saïd, Acheikh Ibn-Omar. 2010. "Texte introductif." Table ronde sur les problèmes de la paix dans la région Tchad, Soudan, RCA, Institut nationale des langues et civilisations orientales, Paris, 14 janvier. *La lettre de Pour Mieux Connaitre le Tchad*. Mars, pp. 1-4.
- Stratfor Global Intelligence. 2010. "Darfur and the Southern Sudanese Push for Independence." 10 décembre. <<http://www.stratfor.com/node/22567/archive>>
- Sudan Tribune*. 2010a. "Uganda's Kony May Have Moved to Darfur, Museveni Says." 13 mars. <<http://www.sudantribune.com/Uganda-s-Kony-may-have-moved-to,34405>>
- . 2010b. "Ugandan LRA Finds Safe Haven in Troubled Darfur." 18 mars. <<http://www.sudantribune.com/Ugandan-LRA-finds-safe-haven-in,34462>>
- . 2010c. "UPDATED: Sudan Says Libya's Expulsion of JEM Chief "Imminent"." 27 juin. <<http://www.sudantribune.com/UPDATED-Sudan-says-Libya-s,35502>>

- . 2010d. "Sudan Closes Borders with Libya amid Growing Diplomatic Tensions." 29 juin. <<http://www.sudantribune.com/Sudan-closes-borders-with-Libya,35522>>
 - . 2010e. "JEM Chief to Leave Libya in the Coming Days, Says Sudan President." 13 août. <<http://www.sudantribune.com/JEM-chief-to-leave-Libya-in-the,35938>>
 - . 2010f. "Darfur Rebels Say LRA Attacked Their Positions near Central African Republic." 9 septembre. <<http://www.sudantribune.com/Darfur-rebels-say-LRA-attacked,36221>>
 - . 2010g. "More Chadian Rebels Return to Ndjamena from Darfur." 29 octobre. <<http://www.sudantribune.com/More-Chadian-rebels-return-to,36753>>
 - . 2010h. "Sudan's Spy Chief Demands Juba Arrests Darfur Rebels in Southern Sudan." 9 novembre. <<http://www.sudantribune.com/Sudan-s-spy-chief-demands-Juba,36871>>
 - . 2010i. "JEM Rebels Deny Accusations." 10 novembre. <<http://www.sudantribune.com/JEM-rebels-deny-accusations-of,36876>>
 - . 2010j. "Khartoum's Army Bomb South Sudan, Targeting Darfur Rebels." 14 novembre. <<http://www.sudantribune.com/Khartoum-s-army-bomb-South-Sudan,36929>>
 - . 2010k. "SPLM's Support for Darfur Rebels Is a "Declaration of War" – NCP." 24 novembre. <<http://www.sudantribune.com/SPLM-s-support-for-Darfur-rebels,37037>>
 - . 2010m. "Bashir Removes Minnawi from Chairmanship of Darfur Transitional Authority." 6 décembre. <<http://www.sudantribune.com/Bashir-removes-Minnawi-from,37181>>
 - . 2010n. "Juba Officials Accuse, Sudanese Army Deny Fresh Bombing in the South." 8 décembre. <<http://www.sudantribune.com/Juba-officials-accuse-Sudanese,37195>>
 - . 2010o. "Minawi Declares the Death of Darfur Peace Agreement, Seeks Alternatives." 13 décembre. <<http://www.sudantribune.com/Minawi-declares-the-death-of,37251>>
 - . 2011a. "Sudanese President Pledges to Resolve Post-referendum Issues before July 9th." 5 janvier. <<http://www.sudantribune.com/Sudanese-president-pledges-to,37498>>
 - . 2011b. "UNAMID Chief Said to Visit South Sudan over Darfur Rebels as Khartoum Warns of Delay to Expel Them." 11 janvier. <<http://www.sudantribune.com/UNAMID-chief-said-to-visit-south,37574>>
 - . 2011c. "Darfur Peace Partner Denies that He Was Asked to Leave South Sudan." 14 janvier. <<http://www.sudantribune.com/Darfur-peace-partner-denies-that,37616>>
 - . 2011d. "Darfur Rebels Say Sudan Torturing Its Captives." 25 janvier. <<http://www.sudantribune.com/Darfur-rebel-group-says-Sudan,37754>>
 - . 2011e. "Sudan Concerned over Proliferation of Weapons from Libyan Crisis." 19 mars. <<http://www.sudantribune.com/Sudan-concerned-over-proliferation,38319>>
- Tanner, Victor et Jérôme Tubiana. 2007. *Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups*. Document de travail HSBA n° 6. Genève : Small Arms Survey. <http://www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/sudan/Sudan_pdf/SWP%206%20Darfur%20rebels.pdf>
- . 2010. *The Emergence of Grassroots Security and Livelihood Agreements in Darfur*. Rapport non publié destiné à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
- Thomas, Edward. 2010. *The Kafia Kingi Enclave*. Londres/Nairobi : Rift Valley Institute.
- Tubiana, Jérôme. 2008a. *The Chad-Sudan Proxy War and the 'Darfurization' of Chad: Myths and Reality*. Document de travail HSBA n° 12. Genève : Small Arms Survey. Avril. <http://www.humansecuritygateway.com/documents/SAS_ChadSudanproxywar.pdf>
- . 2008b. "Land and Power : The Case of the Zaghawa." Making Sense of Sudan. Social Science Research Council, blog. 28 mai. <<http://blogs.ssrc.org/sudan/2008/05/28/land-and-power-the-case-of-the-zaghawa/>>

- . 2009. "Why Chad Isn't Darfur and Darfur Isn't Rwanda." *London Review of Books*, vol. 31, n° 24. 17 décembre, pp. 33–35. <<http://www.lrb.co.uk/v31/n24/jerome-tubiana/why-Chad-isnt-darfur-and-darfur-isnt-rwanda>>
- . 2010a. "After the Sudan–Chad Honeymoon: Why France Still Has to Worry." Making Sense of Sudan. Social Science Research Council, blog. 8 mars. <<http://blogs.ssrc.org/sudan/2010/03/08/after-the-sudan-chad-honeymoon-why-france-still-has-to-worry/>>
- . 2010b. "Seule une tortue peut mordre une tortue : accords entre groupes rebelles et communautés arabes au Darfour." *Politique africaine*, n° 118. Juin, pp. 205–24.
- . 2010c. *Chroniques du Darfour*. Grenoble : Editions Glénat, en partenariat avec Amnesty International. UFR (Union des Forces de la Résistance). 2009. Document cadre de l'UFR. 12 août. Genève : UFR.
- . n.d. Déclaration d'intérêt général (août 2009 ?). Genève : UFR.
- UN (Nations Unies-United Nations). 2009. *Report of the Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1591 (2005) concerning the Sudan*. S/2009/562. 29 octobre. <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2009/562>
- UNEP (PNUE-Programme des Nations-Unies pour l'Environnement) 2007. *Sudan Post-conflict Environmental Assessment*. Juin. <http://postconflict.unep.ch/publications/sudan/oo_fwd.pdf>
- UNSC (Conseil de sécurité des Nations-Unies-United Nations Security Council). 2010. *Report of the Secretary-General on the United Nations Mission in the Central African Republic and Chad*. S/2010/611. 1er décembre. <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N10/658/36/PDF/N1065836.pdf?OpenElement>>

A propos de l'auteur

Ce rapport a été écrit par Jérôme Tubiana. Chercheur indépendant, spécialiste du Tchad et du Darfour, il a travaillé dans les deux pays comme consultant pour diverses organisations, notamment des ONG humanitaires, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et l'équipe de médiation de l'Union africaine et des Nations Unies pour le processus de paix au Darfour. En février 2011, il a rejoint le Panel d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le Soudan en tant qu'expert "régional". Il est l'auteur de différentes études et articles sur les crises du Darfour et du Tchad, notamment de trois études publiées par le Small Arms Survey (l'une sur les rebelles du Darfour et les deux autres sur les relations Tchad-Soudan), et de différents livres en français, notamment *Chroniques du Darfour* (Glénat, 2010). Il est titulaire d'un Doctorat en études africaines.

Theo Murphy a relu ce document et y apporté des contributions significatives. Il a travaillé comme spécialiste des réponses d'urgence pour Médecins Sans Frontières au Soudan et ailleurs ; comme consultant pour International Crisis Group au Tchad ; et comme chef d'équipe Soudan pour Amnesty International. Plus récemment, il a été expert en médiation au Centre pour le dialogue humanitaire. En 2007-08, il a été détaché comme conseiller auprès de l'équipe de médiation de l'Union africaine et des Nations Unies pour le processus de paix au Darfour. Il est l'auteur de diverses publications sur le Tchad et le Soudan, ainsi que sur les questions humanitaires. Il est titulaire d'un Master en sciences politiques, droit international, économie en relations internationales.

Remerciements

L'auteur voudrait remercier les relecteurs de ce *Document de travail* pour leurs précieux commentaires et Small Arms Survey pour son soutien sans faille.

Le Small Arms Survey

Le Small Arms Survey est un projet de recherche indépendant intégré à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse. Créé en 1999, ce projet est soutenu par le département fédéral suisse des Affaires étrangères et financé par des contributions accordées par les gouvernements des pays suivants : Canada, Finlande, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suède et Royaume-Uni. Le Small Arms Survey est également reconnaissant du soutien accordé dans le cadre de projets spécifiques antérieurs ou actuels par les gouvernements australien, belge, danois, français, néo-zélandais, espagnol et américain, ainsi que par différentes agences, programmes et instituts des Nations Unies.

Les objectifs du Small Arms Survey sont les suivants : être la principale source d'informations publiques sur la problématique des armes de petit calibre et de la violence armée ; être un centre de références à la disposition des gouvernements, des hommes politiques, des chercheurs et des acteurs engagés dans ce domaine ; surveiller les initiatives nationales et internationales (gouvernementales et non-gouvernementales) sur les armes de petit calibre ; soutenir les efforts destinés à prendre en compte les effets liés à la prolifération des armes de petit calibre et à leur usage impropre ; et agir comme un forum de partage et de diffusion des informations et des bonnes pratiques. Le Small Arms Survey subventionne aussi des travaux de terrain et des collectes de données, en particulier dans les États et les régions touchés par des conflits. Le projet a une équipe internationale dotée d'une expertise dans les recherches en matière de sécurité, les sciences politiques, le droit, l'économie, les sciences du développement, la sociologie et la criminologie, et collabore avec un réseau de chercheurs, d'institutions partenaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements dans plus de 50 pays.

Small Arms Survey

Institut de hautes études internationales et du développement

47 Avenue Blanc, 1202 Genève, Suisse

p +41 22 908 5777 **f** +41 22 732 2738

e sas@smallarmssurvey.org **w** www.smallarmssurvey.org

Le Bilan en matière de sécurité humaine sur le Soudan

Le Bilan en matière de sécurité humaine sur le Soudan (HSBA) est un projet de plusieurs années administré par le Small Arms Survey. Il a été mis au point en collaboration avec le gouvernement canadien, la mission de l'ONU sur le Soudan (MINUS), le Programme des Nations Unies sur le développement (PNUD), et un large éventail d'ONG partenaires internationales et soudanaises. Par la production et la diffusion régulière de travaux de recherche empiriques et d'actualité, ce projet soutient les initiatives de réduction de la violence, notamment les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ; des programmes incitatifs de collecte d'armes auprès de civils ; et la réforme du secteur de la sécurité et des interventions en faveur du contrôle des armes au Soudan. Le HSBA suggère aussi la mise en œuvre de politiques à même de résoudre les questions d'insécurité.

Les *Documents de travail* HSBA ont pour but de fournir une analyse en profondeur des problèmes de sécurité au Soudan et à ses frontières. Le HSBA produit aussi des *Documents d'information sur le Soudan*, qui apportent des informations de base dans un format plus court et facile à lire. Les deux collections sont disponibles en anglais et en arabe sur www.smallarmssurveysudan.org.

Le HSBA a reçu un soutien financier direct du ministère des Affaires étrangères du Danemark, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, du ministère des Affaires étrangères de Norvège et du Département d'État américain. Dans le passé, il a reçu le soutien du Fonds pour la Paix globale et la Sécurité du département canadien des Affaires étrangères et du commerce international, et du Pool gouvernemental mondial de prévention des conflits du Royaume-Uni. Un soutien supplémentaire avait été apporté auparavant par le Groupe de déminage danois (DDG) et du National Endowment for Democracy (NED).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Claire Mc Evoy
Chef de projet HSBA
Small Arms Survey
Institut de hautes études internationales et du développement
47 Avenue Blanc, 1202 Genève, Suisse

e claire.mcevoy@smallarmssurvey.org
w <http://www.smallarmssurveysudan.org>

Rédacteur en chef de la série *Documents de travail* HSBA : Emile LeBrun

Publications HSBA Small Arms Survey

Documents d'information sur le Soudan

Numéro 1, septembre 2006

Persistent threats: widespread human insecurity in Lakes State, South Sudan, since the Comprehensive Peace Agreement

Numéro 2, octobre 2006

Armed groups in Sudan: the South Sudan Defence Forces in the aftermath of the Juba Declaration

Numéro 3 (2^{de} édition), novembre 2006–février 2007

Anatomy of civilian disarmament in Jonglei State: recent experiences and implications

Numéro 4, décembre 2006

No dialogue, no commitment: the perils of deadline diplomacy for Darfur

Numéro 5, janvier 2007

A widening war around Sudan: the proliferation of armed groups in the Central African Republic

Numéro 6, avril 2007

The militarization of Sudan: a preliminary review of arms flows and holdings

Numéro 7, juillet 2007

Arms, oil, and Darfur: the evolution of relations between China and Sudan

Numéro 8, septembre 2007

Responses to pastoral wars: a review of violence reduction efforts in Sudan, Uganda, and Kenya

Numéro 9, février 2008

Echo effects: Chadian instability and the Darfur conflict

Numéro 10, mars 2008

Neither 'joint' nor 'integrated': the Joint Integrated Units and the future of the CPA

Numéro 11, mai 2008

Allies and defectors: an update on armed group integration and proxy force activity

Numéro 12, août 2008

The drift back to war: insecurity and militarization in the Nuba Mountains

Numéro 13, septembre 2008

No standing, few prospects: how peace is failing South Sudanese female combatants and WAAFG

Numéro 14, mai 2009

Conflicting priorities: GoSS security challenges and recent responses

Numéro 15, décembre 2009

Supply and demand: arms flows and holdings in Sudan

Numéro 16, avril 2010

Symptoms and causes: insecurity and underdevelopment in Eastern Equatoria

Documents de travail sur le Soudan

Numéro 1, novembre 2006

The South Sudan Defence Forces in the Wake of the Juba Declaration, par John Young

Numéro 2, février 2007

Violence and Victimization in South Sudan: Lakes State in the Post-CPA period,
par Richard Garfield

Numéro 3, mai 2007

The Eastern Front and the Struggle against Marginalization, par John Young

Numéro 4, mai 2007

Border in Name Only: Arms Trafficking and Armed Groups at the DRC–Sudan Border,
par Joshua Marks

Numéro 5, juin 2007

The White Army: An Introduction and Overview, par John Young

Numéro 6, juillet 2007

Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups, par Victor Tanner
et Jérôme Tubiana

Numéro 7, juillet 2007

Emerging North–South Tensions and the Prospects for a Return to War,
par John Young

Numéro 8, septembre 2007

The Lord’s Resistance Army in Sudan: A History and Overview,
par Mareike Schomerus

Numéro 9, novembre 2007

Armed Groups along Sudan’s Eastern Frontier: An Overview and Analysis,
par John Young

Numéro 10, décembre 2007

A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces, par Jago Salmon

Numéro 11, décembre 2007

Violence and Victimization after Civilian Disarmament: The Case of Jonglei,
par Richard Garfield

Numéro 12, avril 2008

The Chad–Sudan Proxy War and the ‘Darfurization’ of Chad: Myths and Reality,
par Jérôme Tubiana

Numéro 13, juin 2008

Violent Legacies: Insecurity in Sudan’s Central and Eastern Equatoria,
par Mareike Schomerus

Numéro 14, juillet 2008

*Gauging Fear and Insecurity: Perspectives on Armed Violence in Eastern Equatoria
and Turkana North,* par Claire Mc Evoy et Ryan Murray

Numéro 15, septembre 2008

Conflict, Arms, and Militarization: The Dynamics of Darfur’s IDP Camps,
par Clea Kahn

Numéro 16, janvier 2009

Shots in the Dark: The 2008 South Sudan Civilian Disarmament Campaign,
par Adam O’Brien

Numéro 17, juin 2009

Beyond ‘Janjaweed’: Understanding the Militias of Darfur, par Julie Flint

Numéro 18, septembre 2009

Skirting the Law: Post-CPA Arms Flows to Sudan, par Mike Lewis

Numéro 19, janvier 2010

Rhetoric and Reality: The Failure to Resolve the Darfur Conflict, par Julie Flint

Numéro 20, avril 2010

Uncertain Future: Armed Violence in Southern Sudan, par Claire Mc Evoy et Emile LeBrun

Numéro 21, juin 2010

Unrealistic Expectations: Current Challenges to Reintegration in Southern Sudan, par Julie Brethfeld

Numéro 22, octobre 2010

The Other War: Inter-Arab Conflict in Darfur, par Julie Flint

Numéro 23, novembre 2010

In Need of Review: SPLA Transformation in 2006–10 and Beyond, par Richard Rands

Numéro 24, février 2011

DDR in Sudan: Too Little, Too Late?, par Ryan Nichols

Autres publications de Small Arms Survey

Documents occasionnels

- 1 *Re-Armament in Sierra Leone: One Year After the Lomé Peace Agreement*, par Eric Berman, décembre 2000
- 2 *Removing Small Arms from Society: A Review of Weapons Collection and Destruction Programmes*, par Sami Faltas, Glenn McDonald et Camilla Waszink, juillet 2001
- 3 *Legal Controls on Small Arms and Light Weapons in Southeast Asia*, par Katherine Kramer (with Nonviolence International Southeast Asia), juillet 2001
- 4 *Shining a Light on Small Arms Exports: The Record of State Transparency*, par Maria Haug, Martin Langvandslien, Lora Lumpe, et Nic Marsh (avec NISAT), janvier 2002
- 5 *Stray Bullets: The Impact of Small Arms Misuse in Central America*, par William Godnick avec Robert Muggah et Camilla Waszink, novembre 2002
- 6 *Politics from the Barrel of a Gun: Small Arms Proliferation and Conflict in the Republic of Georgia*, by Spyros Demetriou, novembre 2002
- 7 *Making Global Public Policy: The Case of Small Arms and Light Weapons*, par Edward Laurance et Rachel Stohl, décembre 2002
- 8 *Small Arms in the Pacific*, par Philip Alpers et Conor Twyford, mars 2003
- 9 *Demand, Stockpiles, and Social Controls: Small Arms in Yemen*, par Derek B. Miller, mai 2003
- 10 *Beyond the Kalashnikov: Small Arms Production, Exports, and Stockpiles in the Russian Federation*, par Maxim Pyadushkin avec Maria Haug et Anna Matveeva, août 2003
- 11 *In the Shadow of a Cease-fire: The Impacts of Small Arms Availability and Misuse in Sri Lanka*, par Chris Smith, octobre 2003
- 12 *Small Arms in Kyrgyzstan: Post-revolutionary Proliferation*, par S. Neil Macfarlane et Stina Torjesen, mars 2007, ISBN 2-8288-0076-8, disponible

- aussi en kirghize et en russe (première publication sous le titre : *Kyrgyzstan: A Small Arms Anomaly in Central Asia?*, par S. Neil Macfarlane et Stina Torjesen, février 2004)
- 13 *Small Arms and Light Weapons Production in Eastern, Central, and Southeast Europe*, par Yudit Kiss, octobre 2004, ISBN 2-8288-0057-1
 - 14 *Securing Haiti's Transition: Reviewing Human Insecurity and the Prospects for Disarmament, Demobilization, and Reintegration*, par Robert Muggah, octobre 2005, réactualisé, ISBN 2-8288-0066-0
 - 15 *Silencing Guns: Local Perspectives on Small Arms and Armed Violence in Rural South Pacific Islands Communities*, édité par Emile LeBrun et Robert Muggah, juin 2005, ISBN 2-8288-0064-4
 - 16 *Behind a Veil of Secrecy: Military Small Arms and Light Weapons Production in Western Europe*, by Reinhilde Weidacher, novembre 2005, ISBN 2-8288-0065-2
 - 17 *Tajikistan's Road to Stability: Reduction in Small Arms Proliferation and Remaining Challenges*, par Stina Torjesen, Christina Wille et S. Neil Macfarlane, novembre 2005, ISBN 2-8288-0067-9
 - 18 *Demanding Attention: Addressing the Dynamics of Small Arms Demand*, par David Atwood, Anne-Kathrin Glatz et Robert Muggah, janvier 2006, ISBN 2-8288-0069-5
 - 19 *A Guide to the US Small Arms Market, Industry, and Exports, 1998-2004*, par Tamar Gabelnick, Maria Haug et Lora Lumpe, septembre 2006, ISBN 2-8288-0071-7
 - 20 *Small Arms, Armed Violence, and Insecurity in Nigeria: The Niger Delta in Perspective*, par Jennifer M. Hazen avec Jonas Horner, décembre 2007, ISBN 2-8288-0090-3
 - 21 *Crisis in Karamoja: Armed Violence and the Failure of Disarmament in Uganda's Most Deprived Region*, par James Bevan, juin 2008, ISBN 2-8288-0094-6
 - 22 *Blowback: Kenya's Illicit Ammunition Problem in Turkana North District*, par James Bevan, juin 2008, ISBN 2-8288-0098-9
 - 23 *Gangs of Central America: Causes, Costs, and Interventions*, par Dennis Rodgers, Robert Muggah et Chris Stevenson, mai 2009, ISBN 978-2-940415-13-7
 - 24 *Arms in and around Mauritania: National and Regional Security Implications*, par Stéphanie Pézard avec Anne-Kathrin Glatz, juin 2010, ISBN 978-2-940415-35-9 (disponible également en français)

- 25 *Transparency Counts: Assessing State Reporting on Small Arms Transfers, 2001–08*, par Jasna Lazarevic, juin 2010, ISBN 978-2-940415-34-2
- 26 *Confronting the Don: The Political Economy of Gang Violence in Jamaica*, par Glaister Leslie, novembre 2010, ISBN 978-2-940415-38-0

Rapports spéciaux

- 1 *Humanitarianism Under Threat: The Humanitarian Impact of Small Arms and Light Weapons*, par Robert Muggah et Eric Berman, commandé par le Reference Groupe on Small Arms of the UN Inter-Agency Standing Committee, juillet 2001
- 2 *Small Arms Availability, Trade, and Impacts in the Republic of Congo*, par Spyros Demetriou, Robert Muggah, et Ian Biddle, commandé par l'Organisation internationale pour les Migrations et le Programme des Nations Unies pour le Développement, avril 2002
- 3 *Kosovo and the Gun: A Baseline Assessment of Small Arms and Light Weapons in Kosovo*, par Anna Khakee et Nicolas Florquin, commandé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, juin 2003
- 4 *A Fragile Peace: Guns and Security in Post-conflict Macedonia*, par Suzette R. Grillot, Wolf-Christian Paes, Hans Risser, et Shelly O. Stoneman, commandé par le Programme des Nations Unies pour le Développement et copublié par le Centre international de Bonn pour la Conversion, le SEESAC à Belgrade, et Small Arms Survey, juin 2004, ISBN 2-8288-0056-3
- 5 *Gun-running in Papua New Guinea: From Arrows to Assault Weapons in the Southern Highlands*, par Philip Alpers, juin 2005, ISBN 2-8288-0062-8
- 6 *La République Centrafricaine: Une étude de cas sur les armes légères et les conflits*, par Eric G. Berman, publié avec le soutien financier de l'UNDP, juillet 2006, ISBN 2-8288-0073-3
- 7 *Small Arms in Burundi: Disarming the Civilian Population in Peacetime (Les armes légères au Burundi : après la paix, le défi du désarmement civil)*, par Stéphanie Pézard et Nicolas Florquin, copublié avec la Ligue Iteka et avec le soutien de UNDP–Burundi et Oxfam–NOVIB, disponible en anglais et en français, août 2007, ISBN 2-8288-0080-6 ISSN 1661-4453

- 8 *Quoi de neuf sur le front congolais ? Evaluation de base sur la circulation des armes légères et de petit calibre en République du Congo*, par Robert Muggah et Ryan Nichols, publié avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)–République du Congo, décembre 2007, 2-8288-0089-X
- 9 *Small Arms in Rio de Janeiro: The Guns, the Buyback, and the Victims*, par Pablo Dreyfus, Luis Eduardo Guedes, Ben Lessing, Antônio Rangel Bandeira, Marcelo de Sousa Nascimento et Patricia Silveira Rivero, une étude de Small Arms Survey, Viva Rio, et ISER, décembre 2008, ISBN 2-8288-0102-0
- 10 *Firearms-related Violence in Mozambique*, une publication commune du Ministère de l'Intérieur du Mozambique, l'Organisation mondiale de la Santé–Mozambique, et Small Arms Survey, juin 2009, ISBN 978-2-940415-14-4
- 11 *Small Arms Production in Brazil: Production, Trade, and Holdings*, par Pablo Dreyfus, Benjamin Lessing, Marcelo de Sousa Nascimento, et Júlio Cesar Purcena, une publication commune avec Viva Rio et ISER, septembre 2010, ISBN 978-2-940415-40-3
- 12 *Timor-Leste Armed Violence Assessment: Final Report*, **édité** par Robert Muggah et Emile LeBrun, octobre 2010, ISBN 978-2-940415-43-4

Collections

Armed and Aimless: Armed Groups, Guns, and Human Security in the ECOWAS Region, édité par Nicolas Florquin et Eric G. Berman, mai 2005, ISBN 2-8288-0063-6

Armés mais désœuvrés: groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO, édité par Nicolas Florquin et Eric Berman, co-publié avec le GRIP, mars 2006, ISBN 2-87291-023-9

Targeting Ammunition: A Primer, édité par Stéphanie Pézard et Holger Anders, co-publié avec CICS, GRIP, SEESAC et Viva Rio, juin 2006, ISBN 2-8288-0072-5

No Refuge: The Crisis of Refugee Militarization in Africa, édité par Robert Muggah, co-publié avec BCPI, publié par Zed Books, juillet 2006, ISBN 1-84277-789-0

Conventional Ammunition in Surplus: A Reference Guide, édité par James Bevan, publié en coopération avec BCPI, FAS, GRIP et SEESAC, janvier 2008, ISBN 2-8288-0092-X

Ammunition Tracing Kit: Protocols and Procedures for Recording Small-calibre Ammunition, proposé par James Bevan, juin 2008, ISBN 2-8288-0097-0

The Central African Republic and Small Arms: A Regional Tinderbox, par Eric G. Berman avec Louisa N. Lombard, décembre 2008, ISBN 2-8288-0103-9

Security and Post-Conflict Reconstruction: Dealing with Fighters in the Aftermath of War, édité par Robert Muggah, publié par Routledge, janvier 2009, ISBN 978-0-415-46054-5

L'insécurité est une autre guerre: Analyse de la violence armée au Burundi, par Stéphanie Pézard et Savannah de Tessières, avril 2009, ISBN 978-2-940415-12-0

Insecurity Is Also a War: An Assessment of Armed Violence in Burundi, par Stéphanie Pézard et Savannah de Tessières, publié par le Secrétariat de la déclaration de Genève octobre 2009, ISBN 978-2-940415-20-5

The Politics of Destroying Surplus Small Arms: Inconspicuous Disarmament, édité par Aaron Karp, publié par Routledge, juillet 2009, ISBN 978-0-415-49461-8

Primed and Purposeful: Armed Groups and Human Security Efforts in the Philippines, par Soliman M. Santos, Jr. et Paz Verdades M. Santos, co-publié avec le South-South Network for Non-State Armed Group Engagement, avril 2010, ISBN 978-2-940415-29-8